

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSISTANTE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 31 mai 1934, à 14 heures

PAR

Renée JEANTY

*Diplômée de l'École libre des Sciences Politiques,
Licenciée en Philosophie.*

Président : M. PIROU, Professeur

Suffragants { MM. DONNEDIEU DE VABRES. } *Professeurs*
 { LESCURE. }

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

—
1934

L'ASSISTANTE SOCIALE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ASSISTANTE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 31 mai 1934, à 14 heures

PAR

Renée JEANTY

*Diplômée de l'École libre des Sciences Politiques,
Licenciée en Philosophie.*

Président : M. PIROU, Professeur

Suffragants { MM. DONNEDIEU DE VABRES. { *Professeurs*
LESCURE.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1934



L'ASSISTANTE SOCIALE

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — Circonstances qui ont amené le développement et l'organisation du service social. — Objet de cette étude : *l'Assistante sociale*, principal agent du service social. — Raisons qui ont fait entreprendre cette étude. — Limites de ce travail. — Plan.

Nous nous proposons de consacrer les pages qui suivent à l'une des figures les plus caractéristiques de la société moderne, *l'assistante sociale*.

Voici les raisons qui nous ont poussée à entreprendre cette étude.

Il est à peine besoin de rappeler les transformations que la naissance et surtout le développement étonnamment rapide de la grande industrie, ont amenées dans la vie matérielle et morale de nos sociétés et d'une façon générale, de toute l'humanité.

Le progrès des découvertes scientifiques et surtout celui de leurs applications pratiques a permis la production en grand des richesses et des objets nécessaires à la satisfaction des besoins humains. Cette production en grand n'a pu devenir une réalité que par la construction d'usines nombreuses et puissamment outillées, autour desquelles se sont groupés les milliers d'ouvriers venus de toutes parts leur offrir leur travail en échange du salaire qui leur permettra de vivre. D'énormes agglomérations d'individus se sont ainsi formées autour des centres industriels avec une rapidité parfois prodigieuse.

La concentration industrielle, rendue possible par le développement et le perfectionnement du machinisme, a donc eu pour conséquence une concentration sociale accentuée.

Cette concentration sociale a donné naissance à de nouveaux et nombreux problèmes.

PROBLÈMES D'ORGANISATION MATÉRIELLE.

Dans ces nouveaux centres de population, dans ces villes nouvelles, il a fallu assurer les adductions d'eau, de gaz, d'électricité, la création de moyens de transports, le service de la voirie ; la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'asiles, de dispensaires, de crèches, etc.

PROBLÈMES D'ORDRE MORAL.

Dans les agglomérations ouvrières ou les quartiers ouvriers des grandes villes, « l'individu est un *isolé* et un noyé ; de plus dans un trop grand nombre de cas sa culture n'est pas assez grande pour qu'il réalise le devoir de l'intérêt collectif.

« S'il loge dans la ville, l'ouvrier ou le manœuvre qui a quitté son village natal, ne connaît plus ses voisins, même à l'étage et sur le même palier ; dans son quartier, il reste plus ou moins inconnu et dès qu'il s'est écarté d'une centaine de mètres du bloc d'habitations où quelques fournisseurs peuvent encore l'identifier, savoir qui il est, il devient un être anonyme. Encore autrefois, était-il connu d'un certain nombre de petits commerçants ; aujourd'hui, à moins qu'il ne mange toujours au même restaurant, il s'habille et se fourait dans de grands magasins ou des économats, dans lesquels les employés changent et avec qui il n'engage aucune conversation intime. Si, par tempérament il est dépourvu de sentiments de self-respect, comme il ne subit plus aucune influence amicale ou hostile qui l'oblige à garder une bonne tenue, il est rendu accessible à toutes les tentations et devient la victime de l'estaminet et des sollicitations du vice ». (Dr P. F. Armand Delille. — *Le service social dans les collectivités contemporaines*, p. 19).

La famille n'est pas en meilleure situation. Souvent la femme travaille au dehors, pour ajouter l'appoint nécessaire au salaire du mari qui n'est plus suffisant, parce que la vie n'est plus aussi simple qu'autrefois et que les individus se sont créés une foule de besoins nouveaux, qu'ils cherchent à satisfaire même au détriment des besoins essentiels. Les liens qui unissaient le mari et la femme sont relâchés, par le fait même que cette dernière, n'ayant plus le temps de s'occuper du foyer autant qu'il le faut, perd peu à peu le goût des choses qui s'y rattachent. Souvent la jeune fille, obligée de travailler, n'a reçu aucune éducation ménagère et a vécu surtout hors du foyer. Et non seulement le lien conjugal, mais aussi celui qui unit parents et enfants s'est relâché, à tel point qu'il faut souvent peu de chose pour le dénouer. Tous ces faits se traduisent par une expression claire et brève : la désorganisation du foyer et de la vie familiale.

Et c'est l'individu qui supporte les conséquences de cette décadence de la solidarité familiale et de cette désorganisation de la « cellule sociale ». Au point de vue matériel, il est devenu presque un isolé. Au point de vue moral, ce qui est plus grave, il est privé de cette forte formation qui ne peut être dispensée à l'enfant et à l'adolescent qu'à l'intérieur d'un foyer normalement constitué, c'est-à-dire d'un foyer où chacun joue le rôle que la nature lui assigne, le père travaillant pour faire vivre les siens, la mère s'occupant de la maison et de l'éducation des enfants. Le sens de la vie s'est obscurci pour beaucoup ; la course aux plaisirs, course décevante pourtant, a affaibli chez beaucoup la notion des devoirs et des responsabilités personnelles. Désarmé, l'individu va plus ou moins à la dérive, incapable de fonder à son tour le « foyer normal » où s'élèveront les hommes de la génération suivante, nul ne pouvant donner que ce qu'il possède lui-même. L'individu ou la famille, ainsi atteints de « faiblesse congénitale » mènent leur existence tant bien que mal, parfois « cahin-caha » jusqu'à ce qu'une maladie, un accident, une mort, plus malheureusement parfois l'inconduite crevasse l'édifice branlant, étendant au-dessus une menace imminente de catastrophe.

C'est alors qu'intervient le service social, averti de cette détresse par le médecin, le service de l'hôpital, l'aliéniste, le juge du tribunal, l'instituteur... que les circonstances et leurs obligations professionnelles ont amenés à s'occuper du « cas », mais qui voudraient voir compléter leur action forcément restreinte par une œuvre plus durable de relèvement, de « rajustement » à une vie normale, ou plus simplement de préservation, si le mal est encore superficiel.

Sans doute la maladie, la misère, le vice ont existé de tout temps et de tout temps aussi, mais surtout depuis l'apparition du christianisme, on a essayé de secourir et de relever leurs victimes. Innombrables sont les œuvres et les personnes qui se sont imposé cette tâche et qui, profitant de l'expérience acquise et des observations faites, essayèrent de tirer parti de leurs ressources, matérielles et morales, de plus en plus rationnellement. L'aboutissement majeur actuel de cette marche ininterrompue de la charité vers plus d'organisation pour plus d'efficacité est le service social moderne, généralisation et systématisation de l'altruisme en face de la généralisation et de la systématisation, si l'on peut dire, de la misère, et de la désorganisation familiale et morale et de leurs conséquences, amenées par le développement de la vie économique moderne.

M. H. Deroy a parfaitement mis en lumière ce caractère nouveau d'organisation de la charité dans sa thèse sur les *OEuvres du Moulin Vert*. M. H. Deroy parle surtout des œuvres du Moulin Vert, qui font l'objet de son étude, mais ce qu'il dit peut recevoir une application beaucoup plus générale et est également vrai de tous les efforts effectués depuis une trentaine d'années en vue d'organiser rationnellement la charité et de lui substituer peu à peu la notion de *justice*. Tout individu a droit à un minimum de bien-être dans sa vie physique, morale, intellectuelle, familiale et sociale ; et les « bien-armés », ceux qui possèdent, et bien au delà souvent, ce minimum, n'ont pas le droit, eux, de se désintéresser du sort de ceux à qui ils doivent, pour la plus grande part, leur vie heureuse et comblée.

«..... Une évolution assez marquée, dit M. H. Deroy, s'est produite notamment au cours des dernières années, dans le caractère général de ces œuvres. Cette évolution, que l'on retrouve dans la législation, dans les idées, dans les initiatives privées, tend à faire prédominer sur le patronage, l'entr'aide, sur la simple assistance, la prévoyance et sur l'œuvre charitable, l'organisation sociale.

« Cette évolution, Ozanam la prévoyait déjà lorsqu'il s'écriait que : « les plus chrétiens se sont trompés en se croyant quittes envers le prochain quand ils avaient pris soin des indigents : comme s'il n'y avait pas une classe immense, non pas indigente, mais pauvre, qui ne veut pas d'aumône, mais des institutions. » (Texte inédit cité par Mgr Baudrillart dans sa biographie d'Ozanam) — H. Deroy. *Les OEuvres du Moulin-Vert*, p. 136).

Enfin, même au simple point de vue économique, le service social se justifie et s'impose. « L'homme, écrit M. le Dr Sand, n'a pas seulement une valeur spirituelle que nous avons le devoir moral de sauvegarder et de développer ; il a aussi une valeur matérielle qu'il est de notre intérêt de protéger et d'accroître. Et cette valeur matérielle est si élevée qu'elle dépasse de beaucoup celle des propriétés sur lesquelles nous veillons avec tant de soin. A ce point de vue le service social, dans son sens le plus général, est l'ensemble des efforts entrepris par les pouvoirs publics et par l'initiative privée pour réduire les pertes de forces et de vies humaines, dont nous donnerons une idée en disant que la maladie coûte, aux particuliers et à l'Etat, environ 15 % du revenu national (c'est-à-dire la somme des revenus de tous les habitants), alors qu'un tiers au moins des cas de maladies pourraient être évités dans l'état actuel de la science. Mentionnons dans le même ordre d'idées, que l'éducation d'un enfant aveugle, sourd-muet ou arriéré, coûte de cinq à dix fois plus que celle d'un enfant normal.

« Prolonger l'âge actif, développer la vigueur, l'habileté et la bonne volonté des travailleurs, sauver les existences menacées, prévenir la maladie et la misère, c'est donc

enrichir la nation ». (Dr René Sand, *Le Service Social à travers le Monde*, p. 57).

Le but de ce travail n'est pas de procéder à une revue, même rapide, des institutions du service social. D'autres ont effectué ce travail, avec une clarté et une maîtrise devant laquelle nous ne pouvons que nous incliner (1). Nous nous proposons plus modestement de consacrer les pages qui suivent à l'*agent* principal du service social, c'est-à-dire au travailleur social, et plus particulièrement à l'*assistante sociale*. Sans prétendre épuiser le sujet (le but dépasserait de beaucoup le cadre volontairement restreint de cette étude), nous essaierons plutôt de le considérer d'un peu haut et de tracer à grands traits un tableau des questions que soulève cette figure ancienne sous son vêtement moderne ; tableau assez complet cependant pour se suffire à lui-même et permettre au lecteur de se former des idées nettes sur le sujet. L'utilité d'une telle étude nous paraît justifiée par l'ignorance presque absolue où beaucoup de personnes, intelligentes et cultivées cependant, sont de l'importance, pourtant de jour en jour croissante, prise par le développement de cet aspect des efforts entrepris pour résoudre la question sociale. Les principaux points abordés seront relatifs à la nature même de l'assistante sociale, à sa formation, à ses méthodes de travail, aux aptitudes requises pour embrasser une carrière qui est plutôt une vocation, et enfin aux diverses spécialisations que peut envisager l'assistante sociale. Mais conformément à notre intention primitive, de demeurer sur un plan assez général, non exclusif toutefois de précision, nous laisserons de côté certains détails, et ne ferons pas des institutions mêmes du service social l'objet de cette étude. Ces dernières seront volontairement négligées, et il n'y sera fait allusion que dans la mesure où la clarté de l'exposé le demandera.

Une seconde raison justificative de cette étude est

(1) Voir en particulier le livre de M. le Dr René Sand « *le Service social à travers le Monde* ».

l'utilité de montrer le caractère nouveau de « l'altruisme organisé » qu'est le service social.

Malgré son extension pourtant rapide et considérable, surtout dans certains pays, les institutions du service social apparaissent encore à beaucoup comme des institutions « en marge » des autres institutions nationales, publiques et privées, et même des institutions d'assistance, officielles ou reconnues. De même les débouchés qu'elles offrent, surtout aux jeunes filles et aux jeunes femmes, ne se placent pas encore sur le même plan que les autres professions, et, même à rémunération égale ou équivalente, apparaissent-elles aussi comme « en marge ». Depuis longtemps la profession d'infirmière, et même d'infirmière-visiteuse est « entrée dans les mœurs », si l'on peut dire ; mais celle d'assistante sociale ne l'est pas encore. Nous voudrions montrer que la profession d'assistante sociale peut offrir des débouchés aussi intéressants que les autres aux personnes douées qu'attire cette tâche, par ailleurs très belle et très utile, et qu'il n'y a aucune raison d'exclure ou même simplement de tenir « en marge » du « cadre institutionnel » du pays (nous prenons cette expression dans un sens très large et non seulement dans son sens juridique) service social et carrières sociales. Ces observations s'appliquent d'ailleurs beaucoup plus à la France et aux pays latins qu'aux pays anglo-saxons où le service social a d'ores et déjà sa situation bien établie, comme il ressort d'une littérature assez abondante et surtout assez approfondie.

Donner une définition de l'assistante sociale ; étudier les problèmes relatifs à sa formation ; décrire sa méthode de travail et poser les aptitudes qui doivent, avec ses connaissances techniques, former son capital professionnel ; envisager les débouchés qui s'offrent à elle et les spécialisations vers lesquelles elle peut orienter son activité, tel est l'objectif de cette étude. Etude qui sera moins un aperçu sociologique et philosophique de la question (cet aperçu fera l'objet de travaux ultérieurs), qu'une monographie destinée à donner sur le sujet une vue d'ensemble qui

n'existe pas encore à notre connaissance, et à montrer ce qu'est et surtout ce que devrait être, à notre sens, l'assistante sociale. Notre plus ardent désir est d'être en ceci l'interprète du service social.

Ce ne sont pas d'ailleurs les encouragements et les conseils qui nous ont fait défaut. Qu'il nous soit permis de remercier ici tout particulièrement M. Gaétan Pirou, professeur à la Faculté de Droit de Paris, M. le Dr René Sand, M^{me} Fuster, et M. Fuster, professeur au Collège de France, qui ont tout fait pour nous faciliter la tâche et nous permettre d'apporter cette modeste contribution aux études sociales. Nous les prions, ainsi que tous ceux qui nous ont aidée dans notre travail, de trouver ici l'expression de notre vive gratitude.

CHAPITRE I

DÉFINITIONS — HISTORIQUE

SOMMAIRE. — Imprécision du terme *Assistante sociale*. — L'assistante sociale n'est pas une infirmière. — Elle n'a pas non plus à faire de l'assistance au sens étroit du mot — Elle doit donner ou rendre les individus à une vie normale. — Définition de Mary E. Richmond. — Service social des « cas individuels ». — Service social collectif. — Critique du terme *assistante sociale* — Raisons de le conserver à côté du terme *travailleuse sociale*. — Domaines où peut s'exercer l'activité de la travailleuse sociale. — Historique : les antécédents et les précurseurs de l'assistante sociale moderne.

Qu'est exactement l'assistante sociale ? Pendant bien longtemps, on l'a confondue avec l'infirmière-visiteuse. Et nombreux encore aujourd'hui, sont ceux chez qui le terme assistante sociale est demeuré un terme confus, évocateur d'aucune réalité précise. Il faut avouer à leur décharge que la complexité même de la tâche de l'assistante sociale a rendu longtemps difficile une définition sans ambiguïté, que l'institution d'assistantes sociales est restée, et reste encore aujourd'hui, malgré le grand développement pris par le service social, une institution « en marge », et que beaucoup d'esprits, même parmi les plus cultivés et les plus avertis, demeurent de très bonne foi dans une ignorance quasi-absolue de cet aspect pourtant bien caractéristique de l'évolution de la société moderne.

Nous allons essayer de préciser ce qu'il faut entendre par *assistante sociale* (1).

(1) On s'est inspiré dans tout ce qui suit d'une étude approfondie de Mme Fuster et du livre de Mary E. Richmond. *Les méthodes nouvelles d'assistance*.

L'assistante sociale n'est pas une infirmière, même une infirmière visiteuse. Elle n'est pas chargée de donner ses soins à domicile aux malades, ni d'assurer à domicile le service médical, préventif et curatif, de la tuberculose, des maladies de l'enfance, des maladies vénériennes, des maladies mentales... Sans doute, elle doit collaborer étroitement avec les services médicaux et « être elle-même assez avertie au point de vue médical pour savoir reconnaître partout où elle passe les symptômes de la maladie et appeler à l'aide les services médicaux compétents » (M^{me} Fuster). Mais son rôle n'est pas un rôle médical.

L'assistante sociale n'a pas non plus à proprement parler, et bien que cela puisse paraître paradoxal, à faire de « l'assistance » dans le sens, consacré par l'usage, que les lois, la pratique administrative, et les œuvres privées donnent à ce mot.

Son rôle n'est pas de distribuer des secours passagers aux nécessiteux, aux familles désorganisées momentanément par la maladie, un accident, le chômage, la mort de son chef, etc, ou ancrées depuis de longues années dans une misère devenue permanente ou chronique, secours qui apportent soulagement ou réconfort pour un moment seulement et laissent subsister le besoin, et surtout les causes du besoin. Son rôle au contraire, est de faire œuvre qui dure. Son rôle est de redonner ou de donner à la vie de l'individu ou de la famille l'équilibre qu'ils ont perdu ou qu'ils n'ont jamais eu ; et pour ce faire, de les rajuster économiquement, moralement et socialement à leur milieu, quel qu'il soit. Cette tâche de longue haleine, qui peut demander des semaines, des mois et même des années, suppose, pour être menée à bien, un certain nombre de conditions. Il faut tout d'abord connaître à fond l'individu ou la famille dont on s'occupe, ainsi que leur histoire et la genèse de la situation critique qui a provoqué leur entrée en relation avec l'assistante sociale. Il faut ensuite que l'assistante sociale recherche tous les éléments internes et externes qui peuvent contribuer au relèvement qu'elle entreprend, et qu'elle s'assure de leur concours. Il faut enfin qu'elle les mette en œuvre

avec une patience, un tact et une ténacité à toute épreuve. En un mot, il faudra qu'elle se consacre toute au « cas » qu'elle a entrepris. Cela ne lui permettra pas, on le voit, de traiter à la fois de nombreux « cas ». — Mais ici, plus qu'ailleurs, c'est la qualité et non la quantité qui doit primer ; mieux vaut un cas traité complètement et guéri, qu'une multitude de cas incomplètement traités et des résultats d'une solidité douteuse.

Parce qu'elle doit viser au rétablissement complet et au retour définitif à la normale, l'assistante sociale doit donc s'occuper *individuellement* de toutes les personnes ou familles menacées, désemparées ou végétant depuis longtemps, près desquelles elle est appelée à exercer ses fonctions. Elle fait donc du *service social individuel*.

Mary E. Richmond a magnifiquement défini cet aspect du service social : « Le service social des cas individuels, dit-elle, est l'ensemble des méthodes qui développent la personnalité en rajustant consciemment et individuellement entre eux l'homme et son milieu social » (Mary E. Richmond. *Les méthodes nouvelles d'assistance*, p. 97).

Précisons cette définition.

Le service social des cas individuels n'est pas *tout* le service social. Le domaine du service social est infiniment plus étendu et il suffit pour s'en convaincre, de parcourir le beau livre de M. le Dr René Sand sur « le service social à travers le monde ». Le service social comprend, en effet, toutes les institutions publiques ou privées créées dans le but de suppléer aux défaillances et aux déficiences individuelles ou familiales susceptibles de troubler l'ordre de la société ou de transformer en épaves ou en délinquants plus ou moins dangereux les individus qui en sont victimes : assistance publique, orphelinats, asiles de vieillards ou d'incurables, institutions de protection maternelle et infantile, etc.

Le service social des cas individuels n'est qu'un aspect

du service social, un aspect très important d'ailleurs, — très original — et très hardi aussi : son objectif, nous l'avons vu, est de replacer définitivement dans des conditions normales d'existence, tous ceux et celles qui sont désaxés, désadaptés, qu'ils le soient acccidentellement et momentanément ou qu'ils le soient d'une façon permanente, et sans avoir tenté d'en sortir, ou après avoir échoué dans leur tentative. Et ce travail doit être fait *individuellement*, et non collectivement et administrativement. Cela va de soi. Quoi qu'on puisse penser, il n'y a pas, il n'y a jamais eu deux situations identiques (c'est le cas de rappeler ici le principe leibnitzien : les choses ne diffèrent pas seulement en quantité, mais en qualité), et si l'on veut arriver à un résultat durable, il ne faut pas se contenter de donner des secours qui, quelle qu'en soit l'origine, ne seront jamais que des palliatifs, des remèdes passagers et superficiels, qui ne changeront rien à la situation plus ou moins déplorable du secouru. Il faut remonter aux sources mêmes de sa misère, physique ou morale, en déterminer les facteurs de tout ordre, en découvrir les causes profondes, et extirper celles-ci, ou les neutraliser, si l'on veut réellement replacer leur victime dans les conditions normales d'existence de son milieu. Or ceci ne peut se faire que si l'on prend les individus désaxés ou mal adaptés *séparément, individuellement, un à un*. Et on voit la conséquence qui s'impose. Cette réadaptation, cette remise au point et sur pied d'un individu ou d'une famille, ce « relèvement » en un mot, suivant le terme consacré, ne peut être fait que par des personnes spécialisées, préparées à cette tâche par une formation théorique et technique « ad hoc », et, d'autre part, naturellement douées à un degré suffisant d'aptitudes physiques, intellectuelles et morales qui ne s'improvisent pas et que nous étudierons dans un chapitre ultérieur.

Ces personnes, ce sont les *assistantes sociales*. L'assistante sociale est donc proprement « *l'agent essentiel du service social des cas individuels* » ; l'élément ordonnateur, coordinateur, « vivificateur » de toutes les ressources auxquelles on peut faire appel pour relever un individu ou

une famille, ressources qui, sans son intervention, demeureraient inutilisées, ou ne seraient qu'imparfaitement utilisées, et surtout ne donneraient pas de résultats *durables*.

On donne aussi le titre d'assistante sociale aux personnes qui, sans s'occuper exclusivement du service social des cas individuels, s'efforcent, dans certains services sociaux collectifs, comme les Résidences sociales par exemple, de réadapter un groupe plus ou moins nombreux, ou d'élever le niveau de son bien-être matériel et de sa vie morale et intellectuelle. Mais en raison même de *l'initiative* dont doit faire montre l'assistante sociale, ce titre ne saurait proprement être attribué indistinctement à toutes les personnes qui, à des degrés divers et de façons très différentes, collaborent au fonctionnement de toutes les institutions de service social. On ne saurait l'appliquer par exemple aux personnes dont la besogne présente un caractère surtout administratif.

Le terme « assistante sociale » n'est d'ailleurs pas à l'abri de toute critique. En effet, étymologiquement, on pourrait définir l'assistante sociale « la personne chargée de procurer aux déficients et aux nécessiteux de la société toutes les ressources publiques ou privées créées spécialement pour eux par l'assistance telle qu'elle est organisée dans le pays dont ils sont les ressortissants ».

Or « l'assistance n'est... qu'un moyen de fortune, d'application immédiate, utile et parfois indispensable sur le moment même, mais inefficace et même dangereuse à la longue » (M^{me} Fuster), et nous avons vu que le grand souci de l'assistante sociale, son objectif, c'est de construire du solide et du durable. Sans doute elle n'hésite pas à faire appel, lorsque c'est nécessaire, aux œuvres d'assistance, mais ce n'est là qu'un adjuvant passager dans son travail, auquel elle recourt seulement dans les cas d'urgence. Et ce n'est pas, bien loin de là, ce sur quoi elle base son action, ce qu'elle considère comme le principal élément de relève-

ment de l'assisté, ni même comme un élément de relèvement. Il vaudrait donc mieux, pour éviter toute ambiguïté et tout ce qui pourrait induire en erreur ou donner une idée fausse de la chose, substituer au terme d' « assistante sociale », qui tend pourtant à prévaloir, celui plus précis de « travailleuse sociale. » C'est ce que propose très-judicieusement M^{me} Fuster (1). Cette substitution présenterait en outre l'avantage de faire disparaître tout ce que l'étymologie du mot « assistante » pourrait rappeler d'humiliant à ceux qui bénéficient de l'intervention de la travailleuse sociale. N'oublions pas, en effet, que ce n'est pas *l'assistance* au sens propre du mot qu'apporte la travailleuse sociale aux individus et aux familles, mais une *aide* maternelle ou fraternelle bien souvent, amicale toujours et que le motif de cette aide est de rendre ou de donner à l'individu ou à la famille sa pleine indépendance économique et sociale, indépendance qui est un droit strict pour chaque individu ou famille.

Pour toutes ces raisons, nous devrions substituer, au cours de cette étude au terme un peu équivoque « assistante sociale », celui plus exact et plus précis de « travailleur social », le travailleur social étant celui, ou celle, dont l'objectif est de rétablir ou d'établir dans la jouissance du droit à l'indépendance économique et sociale dont nous parlions plus haut ceux qui ont perdu cette jouissance ou qui, par suite de circonstances diverses, n'ont pu encore s'y établir.

Malgré cela cependant, nous emploierons corrélativement, mais non toujours indifféremment, les deux termes « assistante sociale » et travailleuse (ou travailleur) sociale.

¹⁰ Par le fait même de la naissance du développement et de l'évolution du service social, le terme « assistance »

(1) M. l'Abbé Viollet emploie, presque systématiquement, l'expression « Travailleur social ».

évolue lui aussi et s'élargit. Il tend à déborder le sens juridique strict que lui a donné la législation sur l'assistance, et à revenir à son sens étymologique qui ne renferme rien d'humiliant. Le terme *assistant* désigne, en effet, celui qui se tient auprès d'une autre personne pour l'aider dans son travail. Assister quelqu'un peut même parfois être un honneur, lorsque ce quelqu'un est une personnalité. Dans les circonstances ordinaires de la vie, assister, qu'on traduit le plus souvent par « aider », ne renferme rien de vexant pour celui qui est aidé. En effet, tous, tant que nous sommes, nous sommes « aidés », « assistés », pour vivre, à chaque instant de notre vie. C'est un *fait*, dont nous fournit des preuves surabondantes le simple examen impartial de la vie économique, morale, intellectuelle et sociale, et point n'est besoin de recourir à la « haute philosophie » pour s'en convaincre. Un fait bien établi vaut d'ailleurs toujours mieux que de longs raisonnements, et la solidarité dans *tous* les domaines est un fait que personne ne songe à contester et dont personne ne songe à se formaliser. L'assistante sociale, ou la travailleuse sociale, comme on voudra, ne fait que tirer de ce fait le rendement maximum, en le faisant tourner volontairement « à bien » en faveur de ceux pour qui la solidarité n'a eu que des conséquences malheureuses. Il n'y a rien dans l'assistance, entendue de cette manière, qui puisse humilier celui qui en est l'objet, et rien non plus, et il ne faut pas craindre d'y insister, qui puisse permettre à la travailleuse sociale, un sentiment autre que celui d'une profonde humilité.

2^o Cependant on ne peut pas toujours employer indifféremment l'un pour l'autre les termes assistante sociale et travailleuse sociale. C'est surtout d'ailleurs, une affaire de nuance et d'appréciation, et c'est surtout le caractère du travail et la plus ou moins grande part prise par le sujet dans son traitement qui détermine le choix du terme. Un exemple fera mieux comprendre notre pensée. On nomme tout naturellement « assistante sociale à l'hôpital », la travailleuse sociale qui s'occupe de maintenir ou de redresser la situation économique et morale du malade et de sa

famille. En effet, il y a là, sans aucune contestation possible, une aide, une assistance (au sens large) directes et patentes. Au contraire, la dénomination, beaucoup plus extensive, de travailleuse sociale, conviendra mieux à la surintendante d'usine, car le rôle de celle-ci, comme nous le verrons plus tard, se rapproche beaucoup plus de celui d'une « maîtresse de maison » qui veut assurer le confort de tous ceux qui habitent ou travaillent sous le même toit. Tout ceci d'ailleurs est, nous le répétons, plutôt une affaire de jugement et d'appréciation.

3^o Une dernière raison enfin, d'ordre juridique celle-là, de conserver la dénomination et le titre d'assistante sociale nous est fournie par le texte même du décret instituant un diplôme officiel de service social. Ce décret dit, en effet, que « le brevet de capacité professionnelle institué permettra de porter le titre *d'assistant* ou *d'assistante* de service social diplômé de l'Etat français ». D'autre part, c'est de la création d'un diplôme d'Etat *d'assistante* de service social que le Comité d'entente des Ecoles de service social et le Comité d'étude des services sociaux de la région parisienne ont saisi simultanément le Ministre de la santé publique (1). Le titre officiel est donc celui *d'assistante sociale*.

Essayons maintenant de sérier, d'après leur caractère principal, les domaines où peut s'exercer l'activité de la travailleuse sociale.

Le service social est infiniment diversifié, comme le sont les déficiences et les misères innombrables auquel il veut apporter remède. Mais on peut cependant classer ses manifestations sous quatre rubriques.

1^o **Service social des cas individuels.** — Son but est d'aider une à une chaque famille ou chaque personne désaxée, ou désadaptée par la maladie, la misère ou le vice, qu'il s'agisse d'une situation passagère ou d'un état habituel, à se « rajuster ». Ce service revêt diverses formes :

(1) V. *Journal officiel* du 3 février 1932, p. 1287 et 1288.

service social familial ;
service social scolaire : (institutrices visiteuses (institutrices conseillères en Bulgarie) ;
service social des tribunaux pour enfants ;
service social des hôpitaux et des dispensaires, qui complète l'œuvre des médecins et des infirmières en considérant le malade dans la sphère de sa vie économique, familiale et même spirituelle ;

Service social psychiatrique, dont l'objectif est de dépister et de faire traiter les enfants de caractère difficile, les anormaux, les débiles mentaux de tout âge.

Et il faut mentionner toutes les auxiliaires spécialisées qui s'occupent des blessés du travail, des voyageurs, des émigrants. Ces auxiliaires manquent encore dans les bureaux d'assistance judiciaire, malgré les graves problèmes matériels et moraux que soulèvent bien des procès chez les humbles.

2° Services sociaux collectifs. — « Le service social des cas individuels se distingue... par une action raisonnée, persévérante, intensive, tendant au relèvement d'un individu ou d'une famille. *Les services sociaux collectifs* ont un autre but : fournir à ceux qui en sont dépourvus les soins, l'instruction, les distractions qui protégeront ou enrichiront leur existence » (D^r René Sand — *Le service social à travers le monde*).

Ces services sont très nombreux ; en voici quelques exemples :

Centres civiques, maisons de loisirs, maisons de Tous, tous et toutes étant des œuvres d'instruction et de récréation.

cercles religieux, patronages, œuvres paroissiales,
foyers, hôtelleries populaires, restaurants, cantines,
services des bibliothèques surtout des bibliothèques enfantines,

logements à bon marché et cités-jardins, dont la création a pour corollaire nécessaire une éducation spéciale des familles appelées pour la première fois à jouir d'une existence confortable,

services sociaux des coopératives, mutualités et caisses de compensation ; des organismes d'assurance, d'épargne et de retraite ; des commissions paritaires de patrons et d'ouvriers ; des conseils de conciliation et d'arbitrage,

groupements d'enfants et d'adolescents ; terrains de jeux, camps de vacances.

Surtout il faut mentionner :

a) *Les Résidences sociales* ou centres sociaux, dont la création est due à l'initiative du Pasteur Barnette (fondation de Toynbee Hall en 1884) ; furent créés ensuite : Hull House, par Jane Addams, à Chicago, Henry Strett Settlement, par Lilian D. Wald, à New-York ; la Résidence sociale, par M^{lle} Bassot, à Levallois-Perret ; les OEuvres du Moulin-Vert, à Paris, avec l'abbé Viollet, etc.

b) les services sociaux de l'industrie.

3° **Le service social dans les institutions fermées.** — Ce service « participe à la fois du service social collectif et du service social individuel. Il a pour règle de respecter et pour but de développer la personnalité des enfants dans les orphelinats, des débiles mentaux dans les colonies, des dévoyés dans les institutions de réforme, des invalides et des vieillards dans les asiles. » (Dr. René Sand. *loc. cit.* 44). Un bel exemple de service social dans les institutions fermées est celui que nous donne l'établissement pour le relèvement des mineures de mauvaise vie de Sleighton farm (Etat de Pensylvanie).

4° **Services d'études, d'organisation et de propagande sociales,** » qui consolident et perfectionnent l'assistance en lui apportant les matériaux fournis par l'expérience et l'observation. Ces services éclairent l'opinion publique. Ils préparent les réformes et facilitent leur application. Ils favorisent la création d'œuvres nouvelles. Ils assurent la coordination du travail par la création des unions d'œuvres, des offices de la bienfaisance, des Fichiers centraux ».

« Service social des cas individuels, services sociaux collectifs, service social dans les établissements fermés,

services d'études, de propagande et d'organisation s'appuient les uns sur les autres. Aucun travailleur ne se spécialise complètement. En aidant les familles, on réunit en même temps des matériaux pour le service de recherches, on fournit des éléments aux services de propagande, on perfectionne les méthodes qui seront utilisées par le service des institutions fermées et les services sociaux collectifs. Réciproquement ceux-ci font bénéficier de leur action et de leur expérience les auxiliaires qui s'occupent des cas individuels. Tout service social est à la fois exploration, éducation et action. » (D'après D^r René Sand : *Le service social à travers le monde*).

On voit par ce schéma très général combien sont nombreux les domaines où l'assistante sociale peut être appelée à exercer son rôle bienfaisant, combien sont diverses les tâches qui s'offrent à son activité, combien souple doit être sa formation, étendues ses connaissances, sa culture, et profonde sa compréhension de la nature humaine et de la vie pour se montrer en toutes circonstances à la hauteur de sa magnifique tâche.

On ne saurait terminer ce chapitre sans parler des précurseurs de la travailleuse sociale, ni retracer brièvement son histoire.

L'assistance remonte à la plus haute antiquité. Elle naquit avec l'urbanisation. A Babylone, à Athènes, à Rome, elle était pratiquée. Chez les Chrétiens, elle a toujours été considérée, des origines du christianisme à nos jours, comme un devoir fondamental, et pratiquée sous diverses formes. Mais « l'assistance demeurerait palliative et dispersée », bien qu'Aristote en eût préconisé la réforme, voulant « qu'on aidât les pauvres à s'établir comme cultivateurs ou comme artisans, plutôt que de leur distribuer des aumônes qui, loin de diminuer le paupérisme, l'entretiennent et l'aggravent. C'est au XVI^e siècle seulement que ces notions prennent corps, que des novateurs conçoivent un système « d'assistance organisée », et qu'apparaissent les premiers essais de « service social des cas individuels », et les pré-

curseurs de la travailleuse sociale. Il faut noter que ces précurseurs furent des hommes, et que leur méthode de secours est à peu de chose près celle qu'appliquent nos modernes travailleuses sociales. Qu'on en juge plutôt. « Juan Luis Vives, un humaniste espagnol, ami d'Erasme, qui, vers, la fin de sa vie s'était fixé à Bruges, propose en 1526 que 2 sénateurs et un secrétaire visitent rue par rue, chacune des maisons de la ville, notant avec précision le nom des indigents, le nombre de leurs enfants, la cause de leur état, leur conduite. Cela fait, on prendra les mesures appropriées à la situation de chacun. On aidera les vieillards, les infirmes, les aveugles, les aliénés que Vives recommande de traiter avec douceur contrairement à l'usage. On procurera du travail aux indigents valides ; s'ils sont inhabiles, on les formera. Les enfants abandonnés seront élevés et instruits ; on leur enseignera un métier conforme à leurs aptitudes. On recherchera même le degré de responsabilité des criminels. Quelques années plus tard, un autre Espagnol, Jean de Médine préconise pour les valides l'offre d'un emploi, pour les invalides l'allocation de secours réguliers, calculés de manière à satisfaire leurs besoins.

« Voici donc quatre cents ans que les principes cardinaux de l'assistance ont été proclamés, sinon appliqués : droit à une assistance efficace et réglée ; enquête circonstanciée comportant un diagnostic social et un traitement social individualisé ; mesures non plus palliatives, mais curatives et même préventives. Ce qui manquait le plus pour appliquer ce plan, c'était le *personnel*. Saint Vincent de Paul disciplina les bonnes volontés en fondant les Confréries de la Charité (1617) ; chacune des femmes qui s'y inscrivaient avait son rôle marqué, le service des malades et des pauvres étant ordonné d'une façon méthodique. Plus tard, saint Vincent institua les Dames de la Charité (1634) pour visiter les malades des hôpitaux et secourir les enfants trouvés. Toutefois les obligations familiales et mondaines de ces personnes de qualité mettaient obstacle à leur zèle. Aussi non content d'organiser le personnel bénévole de la charité, saint Vincent voulut-il s'assurer le concours de

femmes appartenant à une condition humble, mais non servile qui, sans être cloîtrées, se consacraient entièrement à leur ministère ; il leur donna une solide formation théorique et pratique ; les Filles de la Charité furent ainsi les premières infirmières-visiteuses ; leur maison constitua la plus ancienne des écoles d'infirmières — on pourrait dire aussi la plus ancienne des écoles de service social (Dr René Sand : *Le service social à travers le monde*. Introduction).

Citons aussi une initiative de la Ville de Hambourg prise dans le même ordre d'idées. En 1788, une ordonnance « décentralisa l'assistance en la confiant à des curateurs bénévoles. En 1852, Von der Heydt complète ce régime en établissant ce que l'on a appelé le *système d'Elberfeld*. Chaque quartier de la Ville est pourvu de visiteurs bénévoles, assistant d'une façon continue quatre familles au plus ; par des visites fréquentes ils apprennent à connaître les besoins de leurs protégés, et poursuivent non pas seulement le soulagement de leurs maux, mais le relèvement de la famille entière. Ce système introduit la décentralisation et l'individualisation dans l'assistance publique ; les nécessiteux cessent d'être secourus par catégories et d'une façon stéréotypée ». (Dr René Sand, *loc. cit.*). L'œuvre est curative et constructive ou reconstructive. C'est déjà du travail social, au plein sens du mot, et ces visiteurs bénévoles ne sont pas autre chose que de véritables travailleurs sociaux, qui ressemblent fort à nos travailleurs sociaux actuels.

Malgré cela, jusqu'à il y a soixante ans, les œuvres travaillaient sans plan d'ensemble, sans méthodes rigoureuses. La *Société d'organisation de la Charité*, fondée à Londres en 1869, établit huit principes cardinaux dont plusieurs étaient déjà en vigueur dans les conférences de Saint Vincent de Paul, créées à Paris en 1833 par Frédéric Ozanam :

- a) Chaque cas fera l'objet d'une enquête dont les résultats seront consignés dans un rapport écrit ;
- b) Celui-ci sera soumis à une commission qui se prononcera sur les mesures à prendre ;

c) On n'accordera pas de secours temporaires, mais une aide assez judicieuse, assez importante et assez prolongée pour que la famille ou l'individu soient replacés dans des conditions normales ;

d) L'assisté sera l'agent de son propre relèvement et on intéressera à cette œuvre ses parents, ses voisins, ses amis recourant ainsi à ce que l'évêque écossais Thomas Chalmers, grand ennemi des secours matériels, appelait le « fonds invisible » de la charité qui permet aux pauvres de s'aider eux-mêmes ;

e) On sollicitera en faveur de l'assisté la coopération des diverses institutions susceptibles d'intervenir ;

f) Les agents des œuvres recevront des instructions générales écrites ; ils se formeront par les lectures et par un stage pratique ;

g) Les institutions charitables communiqueront les listes de leurs protégés, qui serviront à tenir un fichier central des assistés ; on se garantira de la sorte contre les exploiters de la philanthropie, et on évitera le renouvellement d'enquêtes déjà faites ;

h) Enfin on constituera un répertoire des œuvres qui permettra d'éliminer les institutions parasites, d'orienter les institutions en connaissance de cause, de découvrir les lacunes et les doubles emplois dans l'organisation de la bienfaisance.

Comme on voit, longtemps déjà avant que le service social existât sous ce nom, les principes essentiels et la méthode en étaient déjà formulés et appliqués, et l'objectif : *replacer la famille ou l'individu dans des conditions normales*, déterminé sans équivoque. Il n'y a pas de cassure entre l'organisation charitable qui s'est poursuivie jusqu'à la naissance du service social moderne et ce service social. Il y a eu seulement perfectionnement, généralisation et systématisation, dans un rapide et prodigieux essor. Il y a eu aussi adoption de termes nouveaux pour remplacer des termes dont le sens ne correspondait plus à la nouvelle forme des

idées, car les mots vivent eux aussi comme les idées et voient leur sens évoluer, mais cette évolution n'est pas forcément parallèle à celle des idées. La différence la plus frappante entre autrefois et aujourd'hui serait peut-être la tendance à transformer le service social en une profession « laïque » alors qu'autrefois les « professionnels » du « service social » étaient presque exclusivement des religieux.

CHAPITRE II

LES ÉCOLES DE SERVICE SOCIAL

SOMMAIRE. — Nécessité d'une formation pour l'assistante sociale. — Culture, moralité exigée. — Problèmes à envisager : coéducation ou séparation des sexes dans les Ecoles de Service social ; Rapports entre l'enseignement théorique et l'enseignement pratique ; doit-on donner la même formation aux élèves destinés aux fonctions de direction et à ceux qui ne visent qu'à être de simples agents d'exécution ? — Tableau comparatif résumant l'organisation de l'enseignement du service social dans les principaux pays (1). — Observations sur cette organisation. — Raisons pour et contre l'institution d'une Ecole de service social internationale ; limites de son rôle. — Une école de service social unique est-elle souhaitable dans le cadre national ? — Généralisation souhaitable de la culture sociale.

Le service social est, nous l'avons vu, la charité organisée rationnellement pour ne laisser perdre aucune des ressources qui peuvent contribuer à stabiliser ou à relever individus et familles qui en ont besoin. Toute organisation a besoin d'agents. Et ces agents doivent présenter certaines aptitudes et posséder un minimum de connaissances théoriques et pratiques pour être en état de mener à bien la tâche qui leur est assignée et de jouer correctement leur rôle. Le service social n'échappe pas à cette nécessité, et on ne s'improvise pas travailleur social. Un chapitre spécial sera consacré aux aptitudes et qualités requises pour être un bon travailleur social. Dans celui-ci on étudiera le problème de l'enseignement du service social et de la formation des travailleurs sociaux.

Une considération s'impose tout d'abord. L'objectif du service social étant l'adaptation ou la réadaptation du sujet, individu ou famille, à une *vie sociale* normale, il semble qu'on doive exiger du travailleur social, au moins en théorie,

(1) V. Annexe I, p. 435.

des connaissances approfondies et très étendues. Dans sa classification des sciences basée sur le principe de généralité décroissante et de complexité croissante, Auguste Comte place la physique sociale (nous dirions aujourd'hui la sociologie) en dernier lieu. Plus compliqués que les autres par suite de l'originalité intrinsèque des êtres qui les produisent (1), les phénomènes sociaux exigent, semble-t-il, pour être compris, une culture solide, basée sur l'étude préalable des autres sciences, ou tout au moins, une étude complète de toutes les sciences étant presque impossible, sur l'étude de leurs principes. Et comme le service social n'est, en définitive, qu'une application pratique de la science sociale, il semble que le travailleur social doive acquérir un savoir énorme, en plus d'une expérience pratique, pour donner à son travail le maximum d'efficacité. Réadapter, en effet, un sujet moralement et économiquement à son milieu social laisse supposer qu'on connaît à fond le mécanisme de la vie économique et sociale du lieu et de l'époque. Et si cette connaissance est relativement facile à acquérir lorsqu'il s'agit d'un village ou d'une petite ville, il n'en est pas de même dans les grosses agglomérations où l'individu se trouve isolé, perdu, et où il est beaucoup plus difficile de lui trouver ou retrouver des points de rattachement. Une culture sérieuse qui a donné l'habitude de la synthèse aussi bien que de l'analyse, qui a donné l'habitude d'embrasser rapidement les principaux aspects d'une situation et de déterminer vite

(1) Cf. LEIBNIZ, *Principe des indiscernables* : deux choses individuelles ne sauraient être parfaitement semblables, et elles doivent toujours différer plus que numériquement (numéro). Il doit y avoir entre elles une différence qualitative, interne, absolue. Il semble que le service social ait fait sien ce principe par son souci constant d'adapter à chaque cas qui se présente un traitement spécifique correspondant exactement à la situation donnée, qui n'est *jamais* la répétition exacte d'une autre, eût-elle avec cette autre les plus grandes analogies. Mary E. Richmond, dans son livre « *Les méthodes nouvelles d'assistance* » (trad. de M^{me} P. de Chary et du Dr René Sand), insiste avec force sur la nécessité de différencier soigneusement chaque cas : « Les travailleurs sociaux doivent regarder en face ce fait capital qu'il est des différences individuelles indéracinables parmi les hommes » (p. 150). « Le succès dans l'entreprise spéciale qui est connue sous le nom de service social des cas individuels exige à un haut degré la faculté de percevoir l'essence propre à chaque être humain » (p. 160).

et bien la ou les solutions qui s'imposent, serait certainement à souhaiter chez tous les travailleurs sociaux, aussi bien chez les simples agents d'exécution que chez ceux qui sont investis des fonctions de direction.

Toutefois, la science sociale étant relativement assez avancée pour qu'on ait pu en condenser les principes essentiels dans des formules assez accessibles, il semble qu'on puisse en inculquer avec profit les enseignements généraux, en un temps relativement court, à des personnes possédant une bonne culture moyenne.

Au reste, ce n'est pas surtout l'enseignement reçu, ou l'expérience acquise, ou même les deux réunis qui feront un bon travailleur social. C'est avant tout la *personnalité* de l'aspirant aux carrières sociales, son intelligence, ses qualités et aptitudes propres. Les carrières sociales sont de celles qui exigent au premier chef, pour être fécondes, à côté de la « vocation » qui est indispensable, du *caractère*. Assurément les connaissances acquises et l'expérience sont les deux puissants adjuvants qui donneront au futur travailleur social le maximum de chances de succès dans la tâche entreprise. Mais c'est par le caractère et la qualité de ses réponses au « défi constant que sa profession lance à son savoir faire » qu'un travailleur social prouve sa valeur.

D'autre part, exiger indistinctement une forte culture de tous ceux qui désirent acquérir une formation sociale serait écarter, comme le fait remarquer très judicieusement M^{lle} Butillard (1), des personnes qui, sans vouloir ou pouvoir se donner entièrement au service social, sont cependant capables d'exercer une certaine action sociale : ouvriers et employés des deux sexes, pour qui l'observation de ce qui se passe autour d'eux constituent, même à leur insu, une sorte de formation pratique, femmes d'industriels désirant aider leur mari à promouvoir des institutions sociales à côté de l'usine qu'il dirige, etc. Ces personnes ne se vouant pas corps et âme à une carrière sociale, devraient

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 209.

pouvoir être admises sans qu'on soit aussi exigeant pour elles, au point de vue culture, que pour les futures professionnelles, ni sans qu'on les astreigne à suivre tous les cours et à passer tous les examens.

A côté de la question relative au degré de culture désirable chez les aspirants au service social, se pose une autre question non moins importante, celle de l'enseignement d'une « morale professionnelle » dans les écoles de service social.

Le service social, en effet, ne saurait se réduire à un art, à une technique, aussi poussés qu'on le voudra. Le service social ne travaille pas sur des éléments inertes ; mais sur la matière la plus délicate qui soit : des personnalités et des volontés humaines qui se sont fourvoyées ou qu'un sort contraire a désaxées et qu'il faut remettre dans des conditions normales d'existence ou réadapter en gardant constamment au premier plan le souci du respect qui leur est dû. Il ne s'agit pas de placer en lisières des êtres libres pour faire leur bonheur malgré eux ; il s'agit de les aider à trouver ou à retrouver leur voie et à s'y maintenir résolument ; ou bien, à aider au développement intellectuel, moral et social de tout un groupe. Quel que soit « le cas », le moyen fondamental mis en œuvre est « le contact des âmes ». Or un individu, si richement doué soit-il, ne peut venir en aide à un autre que s'il a foi en un idéal et cherche à vivre cet idéal. On ne peut donner que ce qu'on a. C'est une loi scientifique et psychologique aussi bien que morale. Le service social doit sa naissance à la foi dans la valeur de la personne humaine et dans ses possibilités indéfinies d'ascension. Et tous ceux et toutes celles qui s'y sont donnés au début l'ont fait bénévolement, dans un magnifique élan d'altruisme, parce qu'ils étaient tout vibrants de cette foi. Beaucoup encore, à l'heure actuelle, font ou veulent faire du service social pour le même noble motif. Mais l'organisation progressive du service social le transforme peu à peu en une véritable profession. Il se peut que certains, en embrassant une carrière sociale, aient au moins autant le désir de s'assurer un gagne-pain que celui de

« servir ». A ceux-là, il ne sera pas mauvais de rappeler que l'homme n'est pas un *moyen*, mais une fin, et qu'il vaut mieux orienter sa vie dans une autre direction, si on n'apporte pas avec soi dès le début un sincère désir d'aider le prochain. Et quant à ceux qui ont déjà compris que les carrières sociales sont avant tout des carrières de dévouement et d'abnégation, l'assimilation d'un enseignement relatif à la morale professionnelle sera pour eux tout bénéfice. Il leur apprendra à ne pas gaspiller leurs ressources morales; à les employer avec discernement, c'est-à-dire avec une compréhension qui leur permettra d'adapter exactement leur action au « cas » et à ne pas la neutraliser par des fautes de psychologie aux conséquences parfois très graves. L'enseignement d'une morale professionnelle peut faire l'objet d'un cours systématique; on peut aussi en faire pénétrer les principes dans les esprits au moyen de causeries, de discussions, de travaux de cercles qui finissent par créer une atmosphère éducatrice permanente. Mais l'un des meilleurs moyens de cultiver la foi et l'idéal chez les futurs travailleurs sociaux est encore, comme en toutes choses, et comme le fait judicieusement remarquer M. Porter R. Lee, de New-York, dans un rapport présenté à la Première Conférence internationale du service social (Paris, juillet 1928) (1), l'exemple des chefs et des « vétérans » du métier, qu'il s'agisse des fonctions actives ou des fonctions administratives, auquel il faut joindre l'influence idéaliste des éléments non professionnels.

Quels que soient les moyens mis en œuvre, d'ailleurs, il importe plus que jamais de réveiller et d'activer chez les aspirants au service social le sentiment de l'idéal que la « technique » de jour en jour plus poussée tendrait à faire oublier ou à placer au second plan (opinion de M. Porter R. Lee. *loc. cit.*).

Dans les écoles qui se placent sous l'égide d'une confession religieuse, l'enseignement de la morale sera naturellement

(1) *Première Confér. Int. du service social*, Vol. II, p. 403.

confessionnel. Dans les autres, il sera basé sur les idées de dignité humaine, de solidarité, de droit et de devoir et sur le respect dû à la personnalité humaine, le but essentiel du service social, étant de rendre l'indépendance économique et morale à ceux qui l'ont perdue, ou de la donner à ceux qui ne sont pas encore parvenus à l'atteindre. Dans tous les cas, il faut insister sur ce fait, très bien mis en lumière par M^{lle} Chaptal (1), que le service social doit être basé sur l'esprit de sacrifice, et qu'il est à peu près inutile de vouloir faire du travail social, si on n'a pas la « vocation ».

On peut conclure de ce rapide examen de deux points capitaux pour l'enseignement et l'avenir du service social que plus la culture intellectuelle et morale du travailleur social sera étendue et approfondie, plus l'influence exercée sera salutaire, plus féconde sera son activité, plus solides et plus durables seront les résultats obtenus. N'est-ce pas aux « philosophes », c'est-à-dire par définition aux hommes les plus sages, les plus intelligents, les plus instruits, et considérés aussi comme devant mener une vie morale irréprochable jusque dans les moindres détails, que, selon Epictète, revenait la tâche de se dévouer au bien du genre humain ? Et quelles qualités n'exigeait-il pas d'eux ! (2)

Une troisième question est celle de la coéducation ou de la séparation des sexes dans les écoles de service social. Comme sur beaucoup d'autres points, les opinions sont divergentes. Citant l'exemple de son pays, M^{me} le Prof. S. Breckinridge conclut en disant « qu'aux Etats-Unis, la pratique générale et la théorie s'accordent à reconnaître qu'au point de vue éducatif, au point de vue de l'économie, au point de vue du travail qu'ils devront accomplir, il est bon de former ensemble les hommes et les femmes, et aussi de former ensemble ceux qui se préparent à entrer dans les différents domaines du service social et à y trouver une profession » (3).

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 116 et sqq^{tes}.

(2) M^{lle} Chaptal.

(3) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 218.

Par contre, M^{me} le Dr Helen Weber, de Berlin, ne semble pas d'avis qu'on doive donner indifféremment aux hommes et aux femmes une formation sociale identique. Les raisons qu'elle donne sont, en bref, les suivantes : 1^o Les hommes occupent ou choisissent dans la vie des situations différentes de celles des femmes : ils se trouvent le plus souvent dans des postes administratifs ; 2^o « Nous savons, dit M^{me} le Dr Helen Weber, que les premières écoles sociales ont été fondées par les femmes... et qu'il y a un travail particulier pour la femme et la mère ; mais nous pensons qu'il y a peut-être aussi un travail particulier pour les hommes » (1).

M^{me} le Dr Helen Weber s'appuie naturellement sur l'attitude de l'Allemagne où on a fondé en plusieurs régions des écoles spéciales pour hommes (en Saxe notamment) et où on applique une méthode spéciale.

Il semble qu'on pourrait facilement concilier les deux points de vue en adoptant la solution suivante : les écoles de service social pourraient recevoir des hommes et des femmes ; mais certains cours seraient *facultatifs* pour les hommes, et vice-versa. Ainsi on éviterait la dépense considérable qu'entraînerait la fondation d'écoles spéciales pour chaque sexe ; hommes et femmes apprendraient à « collaborer » comme le veut M^{me} le Prof. S. Breckinridge ; d'autre part, par suite de la création de cours spéciaux obligatoires pour un sexe et facultatifs pour l'autre, hommes et femmes recevraient la formation qui convient à leurs rôles respectifs, qui, comme M^{me} le Dr Helen Weber a parfaitement raison de le faire remarquer, ne sont pas plus identiques et interchangeables dans le service social que dans leurs fonctions naturelles.

Il nous semble également impossible, dans une étude comme celle-ci, de passer sous silence le problème du meilleur rapport à établir entre l'enseignement théorique et l'enseignement pratique.

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 219.

Voici, d'après M^{lle} le Dr Charlotte Dietrich (Berlin) (1), les deux alternatives qui sont à considérer :

- 1° La théorie et la pratique marchent de pair ;
- 2° Elles se succèdent.

Lorsqu'on établit un rapport ininterrompu entre les deux ordres d'enseignement, l'élève passe constamment par des expériences nouvelles et peut ainsi confronter sans cesse ce qu'elle observe de la vie avec ce que lui apprend l'enseignement théorique. « Un autre avantage de ce système consiste en ce fait que l'élève pendant le temps que dure son éducation sociale, reste en contact avec la pratique et peut mettre elle-même à l'épreuve son degré de maturité et de compréhension de la pratique ». D'autre part, par la constante alternance de la pratique et de la théorie, il devient plus facile à l'élève de saisir le travail social comme un tout.

Par contre, il est impossible à l'élève de se concentrer entièrement soit sur la théorie, soit sur la pratique, c'est là au contraire l'avantage présenté par le système qui veut que théorie et pratique se succèdent dans l'enseignement du service social. Mais c'est presque l'unique supériorité de ce système. En effet :

1° « Si on débute par l'éducation théorique, il manque à l'élève la contemplation des choses. Elle ne peut pas vérifier la théorie par la pratique.

2° « Si on débute par la pratique, sans donner en même temps un enseignement théorique, les centres de formation pratique se trouvent en somme obligés de donner l'éducation sociale tout entière. Il y a certaines connaissances théoriques qui sont indispensables à l'exécution du travail pratique ».

Comme le fait très justement observer M^{lle} de Gourlet (2), la simultanéité des études théoriques et pratiques est à peu près indispensable... Si on donne un enseignement purement livresque aux élèves, on risque peut-être d'en faire des

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II p. 171.

(2) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 176.

sociologues avertis, mais pas des travailleurs sociaux vivants ; tandis que si au contraire, on leur fait faire pendant longtemps des travaux pratiques avant de donner les idées générales selon lesquelles ils doivent guider leur travail, on risque d'en faire de bons travailleurs qui n'ouvriront en rien de nouvelles avenues au travail social et ne feront pas faire des progrès énormes aux branches dont ils s'occuperont ».

Ces remarques sont parfaitement judicieuses.

La solution du problème serait peut-être, comme le propose M^{lle} Charlotte Dietrich, dans la combinaison des deux systèmes : juxtaposition pendant une certaine période de l'enseignement théorique et de l'enseignement pratique, puis périodes plus ou moins longues consacrées uniquement à la pratique, afin que le futur travailleur social achève de mûrir son sens des responsabilités et d'acquérir toute l'assurance nécessaire. C'est d'ailleurs le système pratiqué dans la plupart des écoles américaines et britanniques.

Enfin convient-il de donner la même formation aux élèves destinés aux fonctions de direction et à ceux ou celles qui ne visent qu'à être de simples agents d'exécution ?

Actuellement ces deux catégories d'élèves reçoivent le même enseignement. En divers endroits, on observe une tendance manifeste à organiser des cours d'une durée plus brève pour les travailleurs sociaux destinés à remplir des fonctions d'assistants. Cette méthode n'est pas à recommander ; car si on vise à donner un caractère élevé à une profession nouvelle, on ne peut écourter la formation qui conduit à cette profession.

La meilleure solution serait de créer une section spéciale ayant pour objet de préparer aux fonctions de direction lesquelles sont très délicates, comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, en traitant des aptitudes que doit posséder le travailleur social. On pourrait admettre dans cette section :

1° Les étudiants pourvus d'un grade universitaire garant d'une culture générale sérieuse.

2° Les diplômés des sections ordinaires de l'Ecole de Service social, ayant une certaine expérience pratique.

Aux premiers on s'attacherait à donner la formation sociale théorique qui peut leur faire défaut, ainsi qu'à leur faire acquérir un minimum d'expérience pratique, en leur faisant accomplir certains stages, par exemple. En effet, tous ceux qui, à un titre quelconque, seront appelés à participer à la direction d'un service social, ne seront à la hauteur de leur tâche qu'autant qu'ils posséderont une certaine expérience pratique du service social. D'autre part « comme le fait ressortir le rapport de M^{lle} Macadam, la direction des écoles sociales est responsable de l'incorporation du travail pratique à la formation sociale » (1). Il est donc nécessaire que les personnes à qui la direction des élèves est confiée soient suffisamment documentées, aussi bien au point de vue pratique qu'au point de vue théorique, sur les spécialités auxquelles prépare l'école, en plus de la formation générale dont elle doit tout naturellement assumer la responsabilité en premier lieu.

Aux seconds, on s'attachera surtout à donner un complément de culture générale, les fonctions de direction demandant l'habitude de dominer les problèmes et de faire rapidement l'analyse et la synthèse des questions qui se posent pour aboutir à la vue d'ensemble qui permettra le choix judicieux de la solution à adopter.

Aux deux catégories d'élèves, il conviendrait de donner des notions assez approfondies sur la création et le fonctionnement des organismes administratifs.

On arriverait ainsi à une heureuse et féconde collaboration entre les professionnels du service social qui possèdent une expérience à laquelle rien ne peut suppléer, et les éléments venus du dehors, qui peuvent puiser dans leurs connaissances particulières ou l'expérience acquise au cours de l'exercice de leur profession des initiatives sociales intéressantes. Au reste les avantages de cette collaboration sont d'un

(1) Rapport de M^{lle} le Dr Charlotte Dietrich. *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 174.

genre analogue à ceux qui résultent du contact entre les professionnels et les bénévoles du service social dans les fonctions d'exécution.

Passons maintenant aux faits.

On trouvera en annexe, extrait du Rapport sur la *Pre-mière Conférence Internationale du service social* (Vol. II), un tableau comparatif résumant l'organisation de l'enseignement du service social dans les principaux pays. Nous présenterons seulement ici quelques observations sur ce tableau schématique.

1° Les écoles relevant d'une direction privée sont en nombre infime (une en Allemagne, une en Hongrie, une en Suisse et une en Suède). Elles ne dépendent pas non plus, d'une façon générale, d'œuvres de protection sociale. La plupart sont soit rattachées à une Université (Pays anglo-saxons notamment, soit dirigées par un comité autonome (Allemagne, France, Belgique). Quelques-unes seulement, dans quelques pays (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pays-Bas, Suisse, Tchécoslovaquie) dépendent des pouvoirs publics ou en reçoivent des subsides. Enfin la réglementation par l'Etat n'est pas encore devenue la règle générale.

2° Les conditions d'admissibilité dans les écoles de service social sont variables. L'âge qui a paru optimum dans la majorité des pays est dix-huit ou vingt ans. Le degré d'instruction exigé est souvent celui correspondant aux études secondaires, sanctionnées ou non (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Suède). Certaines écoles demandent « une bonne instruction générale » (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, ces deux derniers pays attachant en outre une importance spéciale aux diplômes des Universités). — En Belgique on requiert surtout des aptitudes personnelles ; en Suède, on accepte ceux qui ont une expérience préalable du service social.

3° Partout les élèves femmes sont en grande majorité, ceci pour des raisons qui tiennent surtout à la nature du travail social.

4° Les matières fondamentales de l'enseignement sont

l'Economie politique, la Sociologie, l'Economie sociale et la Législation industrielle, la Psychologie et l'Hygiène. On est assez grandement favorable à la méthode des cercles d'études. Enfin on accorde une très grande importance aux travaux pratiques. Dans la plupart des cas, ceux-ci occupent la moitié ou un tiers au moins du temps consacré à la scolarité. De même on considère que les visites d'institutions ont une sérieuse valeur éducative. Ce sont des exemples qui illustrent puissamment l'enseignement.

5° Dans tous les pays, à quelques rares exceptions près (Suède) et dans presque toutes les écoles, la spécialisation est facilitée aux élèves par la création de cours spéciaux. Aux Etats-Unis, les écoles étant ordinairement divisées en plusieurs départements, les élèves peuvent choisir leur spécialisation dès le début de leurs études. L'importance donnée au service social rural est très variable. Cela tient aux difficultés pratiques qui se présentent dans son application et au niveau de vie des populations rurales, qui peut varier beaucoup d'un pays à un autre.

6° La durée de l'enseignement est en moyenne de deux années. Les examens comportent en général des épreuves écrites et des épreuves orales.

7° Les frais d'études sont variables. En général, ils ne sont pas supérieurs à ceux des études conduisant aux autres professions (Etats-Unis, Pays-Bas, Suisse). Souvent même ils sont inférieurs (Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Suède, Tchécoslovaquie). — Presque partout, les œuvres ne font pas payer les travaux pratiques.

8° En ce qui concerne les débouchés, les carrières sociales ne sont pas encore des carrières encombrées. Dans la plupart des pays, les élèves diplômés trouvent facilement des postes rémunérés. Le pourcentage des anciens élèves qui exercent bénévolement est en général peu élevé.

Ce qui précède montre comment chaque pays a essayé de résoudre les difficultés particulières qu'il rencontrait dans l'organisation de l'enseignement préparant au service social.

On peut dire, en effet, qu'au point de vue social, chaque

pays, comme chaque individu, est un « cas individuel », réclamant un traitement spécialement approprié à sa nature, si l'on veut que la lutte contre ses déficiences soit plus sûrement victorieuse. Dans chaque pays, par conséquent, le service social doit être adapté aux nécessités les plus urgentes, ou aux tâches qu'on juge les plus utiles au bien-être présent du pays, ou les plus fécondes pour sa prospérité future. D'autre part, tout comme l'enseignement donné dans les lycées et dans les universités, l'enseignement du service social reflète les tendances profondes des races et des nations et est en quelque sorte commandé par les traditions historiques et sociales des peuples. Et c'est pourquoi « les écoles de service social portent dans chaque pays la marque du caractère national. Elles sont influencées par le système scolaire en vigueur ainsi que par les types de travail social résultant des conditions économiques et sociales d'existence particulières aux diverses nations (1) ». Ainsi, en Italie, on s'occupera davantage de l'enfance, (création en 1900, à Rome, de la Scuola Magistrale Ortofrenica, qui forme des institutrices pour enfants anormaux). Dans les pays industriels, et notamment les pays anglo-saxons, on donnera une attention particulière au service social dans les centres ouvriers. Même remarque s'impose pour les méthodes. Bien que partout une des grandes préoccupations de l'enseignement soit de donner aux élèves du caractère et de l'initiative, les moyens employés pour atteindre ce résultat semblent plus développés dans les pays anglo-saxons, en Belgique, en Tchécoslovaquie, en Pologne que dans les autres pays. Peut-être faut-il l'attribuer à certaines tendances du caractère national (2).

(1) *Première Conf. Int. de service social*, V. II, p. 5.

(2) Citons une observation judicieuse de Mary Sewall Gardner qui nous semble parfaitement résumer la question : « ... Not that the method of one country can ever be bodily transplanted into another. My own experience has taught me that nothing, and I am less and less inclined to modify this statement, nothing, I repeat, no matter how good, can be taken over in its entirety by any other country. It can only serve its purpose through adjustment and modifications ». Mary Sewall Gardner, *The influence of International Organizations and Contacts on Nursing Education, from the Public Health Angle*. The Public Health Nurse, 1931, p. 231.

En dehors de ce problème d'adaptation du service social aux nécessités nationales, l'organisation de l'enseignement du service social rencontre d'autres difficultés, d'ordre plus général et qui se posent à peu près dans les mêmes termes dans tous les pays :

Conditions à remplir par les personnes qui se destinent au service social pour être admises à suivre les cours d'une Ecole de service social. Degré de culture exigée (formation secondaire, supérieure, ou bonne instruction générale, même sans titres universitaires ou diplômes, brevets, etc.). Demandera-t-on en plus une expérience pratique.

Organisation de la préparation générale et de la spécialisation.

Problème de l'équilibre entre la formation pratique et l'enseignement théorique.

Coéducation ou non coéducation des sexes ?

Organisation de cours de perfectionnement pour les diplômées et d'un enseignement social pour les personnes appartenant à d'autres professions et désireuses d'acquérir des connaissances qui leur permettront d'assurer à leur travail le maximum de fécondité, etc., etc.

Ces problèmes, nous venons de les passer en revue. Allons plus loin et demandons-nous si l'institution d'une Ecole Internationale de service social serait souhaitable.

La question a été étudiée à la Première Conférence Internationale de service social (Paris 1928).

Selon M. le Professeur Fuster (1), l'utilité d'un pareil organisme serait :

1° De former une « capacité » toute particulière, celle du *Service social pour l'immigration*. Les auxiliaires sociales qui veulent se dévouer à un tel service doivent posséder une connaissance approfondie des mentalités, des races et des mœurs de chaque pays, une intelligence très souple leur permettant d'appliquer immédiatement cette connais-

(1) *Prem. Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 220.

sance aux situations souvent si misérables et si complexes des immigrants. La préparation de ces auxiliaires est très spéciale et particulièrement délicate. Il est, en effet, très « difficile de former en pleine connaissance de cause, avec une pleine information des mœurs nationales de tous les pays d'où viennent les immigrants, des auxiliaires sociales vraiment efficaces ».

2° D'être en Europe « une sorte d'école de perfectionnement, où les auxiliaires, en général, mais surtout les professeurs des écoles sociales, et toutes les anciennes élèves qui occupent des postes de direction dans les œuvres et institutions, puissent être réunies périodiquement pour confronter, suivant l'expression si heureuse de M^{me} Muller, leurs expériences, se rendre compte des progrès de la réforme sociale dans les différents pays ». (*Prem. Conf. Int. de service social*. Vol. II, p. 220). Il est évident que la création d'une école internationale faciliterait grandement ces rapports.

C'est naturellement à Genève, qui est actuellement le point central de la vie mondiale, que devrait être tentée l'expérience. D'autre part le contact avec le Bureau International du Travail et le recours à l'admirable documentation qu'il a réunie donnerait à « ce supplément de formation que serait la formation internationale », toute l'ampleur et la solidité désirables.

Voici maintenant l'opinion de M. Isidore Maus, de Bruxelles, qui n'infirme pas du tout celle de M. le Professeur Fuster, puisqu'elle se réfère à la création d'une école *unique* internationale de service social, et non, comme celle de M. le Professeur Fuster, à la création d'une sorte d'Ecole supérieure de service social. Voici, selon M. Maus, les objections que soulève la création d'une telle école :

1° Le service social doit être conforme au plan d'action sociale du pays. « Il faut donc que la formation de l'auxiliaire sociale soit faite sur un plan constructif d'après le plan général de la prévoyance et du service social de chaque pays, ce que ne pourrait faire une école unique pour tous les pays ».

2° Le service social doit être conforme aux mœurs du pays et l'auxiliaire sociale doit être adaptée à sa mentalité. A l'école internationale, quelle sera la mentalité ?

3° « Le service social, au fond, repose sur une base morale ; toute question sociale inclut une question morale ; or, là-dessus nous sommes divisés, et il ne peut pas être question d'imposer une tendance plus qu'une autre.

« Deux exemples : 1) la protection de la maternité ; elle soulève immédiatement la question de la natalité et celle du contrôle des naissances. Quel enseignement donnera-t-on ? Il y a division absolue. Les uns préconisent le *Birth Control*, les autres s'y opposent pour des motifs de conscience d'ordre moral et religieux.

2) La protection de l'enfance : celle-ci doit-elle se faire en faveur de l'enfant considéré individuellement, ou de l'enfant en fonction de la famille, ou de l'enfant comme appartenant à l'Etat, ou comme étant avant tout subordonné aux exigences de l'Etat ?

« J'en conclus que toutes les questions sociales reposent en réalité sur des questions philosophiques et morales sur lesquelles nous sommes divisés ; et dès lors il sera bien difficile, sinon impossible, de faire une école internationale qui convienne à tout le monde. Certains pensent que la personnalité humaine est intangible et ne doit jamais être sacrifiée ; d'autres ont une conception différente.

4° « Enfin du fait que l'école unique devra être neutre, elle devra supprimer le facteur religion... » « Or plusieurs orateurs ont déclaré que le facteur religion est d'une importance considérable dans le service social pour ceux qui sont croyants. C'est un multiplicateur d'énergie qui rend le travail social plus efficace. Le Dr Cabot notamment a signalé, en développant son rapport que, pour apporter une aide efficace, il faut donner, avec l'aide matérielle, le réconfort du relèvement moral et religieux. Cela, une école neutre ne peut pas le faire, parce qu'elle est obligée d'exclure ce facteur de l'enseignement du service social ».

On s'est un peu étendu sur ce point, parce que les observations de M. Maus relativement à l'attitude que l'école internationale serait contrainte d'adopter à l'égard du rôle du facteur moral et du facteur religieux dans le service social vaudrait, le cas échéant, pour un projet d'école unique dans le cadre national. L'Etat peut, s'il le juge opportun, créer un enseignement officiel du service social. Cet enseignement existe d'ailleurs dans plusieurs pays. Mais il ne saurait, sans soulever de vives protestations, décréter la suppression de tout enseignement s'inspirant de principes différents des siens, ou imposer ses propres principes comme conditions *sine qua non* d'existence à l'enseignement privé. Celui-ci doit être respecté tant qu'il ne met en danger ni les bonnes mœurs, ni l'ordre public, ni la sécurité de l'Etat. Ce n'est là que la stricte application du principe juridique qui garantit le libre exercice de l'activité individuelle, tout en l'empêchant de porter préjudice à la collectivité (1).

Par contre, M. Maus se montre très favorable à la création d'un Bureau international pour établir l'union entre les écoles et les groupements d'écoles. Ce Bureau présenterait, en effet, sur le terrain international, le même avantage que les Comités d'entente et les groupements sur le terrain national. Bureaux et groupements permettent, en effet, la collaboration féconde, sans obliger à abandonner les principes adoptés. Car il s'agit alors surtout de perfectionner les

(1) Il est à peine besoin de faire observer que toutes les questions relatives à la neutralité et à la liberté de l'enseignement du service social sont celles qui se posent à propos de l'enseignement en général. On ne les discutera donc pas ici. Contentons-nous de faire remarquer que, une base morale étant essentiellement nécessaire à la formation des futurs travailleurs sociaux, l'enseignement de la morale naturelle semble parfaitement propre à fournir cette base, sans risquer de blesser aucune conviction sincère. Quant à l'enseignement doctrinal, politique, social ou religieux, il pourrait faire l'objet de cours facultatifs organisés par exemple à la demande d'un groupe d'élèves. Il est bien entendu que cette observation ne s'applique qu'aux écoles de l'Etat, les écoles privées gardant la liberté d'organiser l'enseignement de la morale d'après la doctrine dont elles s'inspirent. Toutefois, l'enseignement du service social devant être strictement neutre, l'enseignement de la morale naturelle devrait être obligatoire dans toutes les écoles, quelle que soit leur nuance.

techniques et de donner un nouvel élan à l'idéal commun de dévouement aux déshérités et aux moins favorisés, par l'apport et la discussion des expériences faites, sans qu'il soit nécessairement besoin de faire intervenir une doctrine politique ou sociale.

Signalons enfin que certaines Ecoles de service social ne se contentent pas de former des Assistantes et Assistants sociaux au sens strict et officiel du terme. En Belgique, par exemple, certaines Ecoles s'occupent de former des dirigeants de Syndicats. Dans quelques pays, un enseignement social est donné aux personnes appartenant à des professions connexes (en Belgique, par exemple, des cours sont organisés pour les infirmières visiteuses, les fonctionnaires des prisons et les avocats ; de même dans les Pays-Bas ; en Suisse, en France, il existe des cours analogues pour les infirmières...). Quelques Ecoles admettent des auditeurs occasionnels. D'une manière générale, et ce sera la conclusion de ce chapitre, il serait à souhaiter qu'on facilite, dans toute la mesure du possible, l'assimilation d'un enseignement social à tous ceux qu'intéresse « l'action sociale », c'est-à-dire à tous ceux qui se soucient de « promouvoir la bonne économie et la prospérité des sociétés temporelles terrestres » (1).

(1) Benoît Emonet, *Origines et raisons de l'action sociale*. Etudes, 20 décembre 1930, p. 695,

CHAPITRE III

LA MÉTHODE DU TRAVAIL SOCIAL

SOMMAIRE. — Principes généraux. — Les trois points de la méthode. — 1° et 2° : l'enquête et le diagnostic. — But de l'enquête. — Son champ d'application. — Moyens employés pour la mener à bien. — Modèle d'enquête. — 3° Le traitement. — La travailleuse sociale ne doit jamais perdre de vue qu'elle doit obtenir un résultat *durable*. — Conclusion.

Tout travail, si l'on veut en assurer la fécondité et donner aux résultats visés et obtenus une durable solidité, demande dans son exécution la conformité à une ligne de conduite méthodique et rationnelle. Le travail social subit la loi commune, et notre étude serait incomplète, si nous ne décrivions la méthode mise en œuvre par la travailleuse sociale pour préserver, relever ou élever tous ceux que les circonstances lui ont confiés.

Mais auparavant, disons quelques mots de l'esprit dans lequel la travailleuse sociale doit mener l'œuvre entreprise.

Quelle que soit, en effet, la situation devant laquelle elle se trouve, quel que soit le cas qu'elle doit traiter, l'assistante sociale doit mettre à la base de son action quelques grands principes, sans lesquels toute sa science et son dévouement risqueraient sinon de demeurer stériles, du moins ne pas donner aux résultats obtenus toute l'ampleur et toute la solidité espérées.

M. le Dr René Sand formule ainsi en substance les idées directrices que l'assistante sociale ne doit jamais perdre de vue :

« L'aide doit s'arrêter au moment où elle commencerait à nuire ».

« Chacun, dans tous les domaines, reste l'artisan de son propre salut ». — Donc ne pas décourager l'initiative individuelle, mais bien plutôt la susciter et l'encourager.

Respecter et cultiver les caractéristiques individuelles. C'est là le grand souci de Mary Richmond, ainsi qu'en témoigne sa belle définition du service social des cas individuels.

Autant que possible ne pas affaiblir, mais renforcer les liens de famille.

Lorsque ce sont les œuvres sociales de l'industrie qui sont en cause, associer à leur direction le personnel des entreprises et même les syndicats ouvriers.

Dans toutes les œuvres, dans tous les cas entrepris, s'efforcer d'obtenir des collaborations désintéressées. « En un mot écarter tout ce qui impose la passivité au lieu de susciter l'activité ».

Enfin, dans beaucoup de cas, l'assistante sociale ne devra pas oublier que ce qui est une *maladie* pour le service médical est un *symptôme* pour le service social, attendu que la maladie n'est souvent que le résultat d'un état économique et hygiénique défectueux prolongé, qui demande à être changé souvent du tout au tout, si on ne veut pas que la maladie s'installe à demeure dans la famille.

Mais il ne suffit pas d'être imbue de ces principes pour faire une bonne assistante sociale. Il faut encore posséder à fond la technique du service social. Cette technique comprend trois phases successives :

- 1° L'enquête, qui est la base même du service social.
- 2° L'appréciation (diagnostic).
- 3° Le traitement (thérapeutique).

1° L'ENQUÊTE ET LE DIAGNOSTIC.

« Le *but* de l'enquête est la connaissance des conditions qui sont décisives pour apprécier le besoin d'assistance. Elle cherche d'abord à éclaircir la situation existante

au moment où l'on fait la connaissance du nécessiteux et de sa famille. Elle examine les difficultés d'ordre économique, sanitaire, ou éducatif, qui ont annihilé les forces de l'indigent et de sa famille (chômage, maladie, délit, désunion de la famille, nombre élevé des enfants, manque de logis, etc). L'analyse des causes *immédiates* du besoin doit éclairer la situation de telle sorte qu'une enquête plus approfondie soit rendue possible. Cela fait, on recherchera les facteurs qui ont amené l'état de besoin ».

Cette enquête *s'étend* :

Aux prédispositions du nécessiteux et de sa famille (au point de vue physique et intellectuel).

Au milieu dans lequel il vit.

Au sort que lui a fait l'existence, en s'attachant à mettre en lumière les influences qui l'ont favorisé, en accordant une attention spéciale aux périodes de sa vie qui ont exercé une influence particulière sur le développement et la perte de son énergie (choix de la profession, émigration, mariage, perte d'emploi, mort des parents, fuite, condamnation, etc.)

C'est à l'aide des données de l'enquête que l'on cherche à connaître aussi exactement que possible l'enchaînement de ces divers facteurs et le processus par lequel ils ont amené la crise et la situation présente. Et « c'est seulement lorsque les recherches menées dans ces diverses directions ont dévoilé les facteurs dont l'action a entraîné l'état de besoin que la voie est ouverte à l'appréciation et au traitement du cas.

Les *moyens* employés par l'enquêteur pour mener à bien sa tâche sont essentiellement :

1) la première entrevue personnelle avec l'indigent ;

2) les informations qu'il essaie d'obtenir dans les milieux liés, soit personnellement, soit professionnellement avec l'indigent, informations qui s'étendent au cercle des relations de l'indigent : sa famille, ses amis, son patron, le médecin, l'instituteur, ses compagnons de travail, ses co-locataires,

etc. Il faut mentionner aussi comme sources d'information les *Bureaux d'assistance* et leur *fichier central*, quand elles en ont un ; les *Bourses de travail*, les *organes des assurances sociales* (caisse-maladie, invalidité, accidents, assurance des employés), les *œuvres sociales privées*. Les renseignements fournis par ces divers organismes sont extrêmement précieux, car il est indispensable, si l'on veut faire œuvre utile, que l'assistante soit renseignée sur toutes ces prestations.

3) Enfin la visite au foyer de l'indigent.

(D'après le rapport de M^{me} W. Wronski sur « Les méthodes du service social des cas individuels en Allemagne ». *Pre-mière Conf. Int. de service social*, 1928, Vol. II, p. 248 et sqq.).

Voici d'après Mary Richmond (*Social Diagnosis*, New-York, Russel Sage Foundation), un modèle général d'enquête :

I. — SITUATION GÉNÉRALE DE LA FAMILLE.

(L'astérisque indique que les renseignements doivent être confirmés par des renseignements officiels municipaux, etc.).

1. — Noms de la famille : père, mère (nom de jeune fille), enfants, parents, grands-parents, frères et sœurs (mariés ou non).

2. — Lieu de naissance des différents membres de la famille. Nationalité des grands-parents.

3. — Dates de naissance respectives du père, de la mère et des enfants.*

4. — Conditions économiques et morales de l'enfance du père et de sa famille paternelle.

Conditions économiques et morales de l'enfance de la mère.

Ces conditions ont-elles influé sur leur santé, leur caractère et leur profession ?

5. — Depuis combien de temps habitent-ils la ville ? ou la région ? ou le pays ?

Quelles sont les raisons de leurs déplacements ?

6. — A quelle date et à quel endroit a eu lieu leur mariage ? *

7. — Ont-ils été mariés antérieurement l'un ou l'autre ? *

8. — Etaient-ils des divorcés antérieurement au mariage ? — ou séparés légalement ? * Certains des enfants ont-ils été confiés à l'assistance publique ? * ou adoptés ? *

9. — Quels sont les parents ou alliés existants, en plus de ceux qui habitent la maison (y compris les enfants mariés ou non, et les enfants d'un mariage antérieur) ? Quelle est la situation de ceux ci ? Quels rapports et intérêts communs ont-ils avec la famille ? (Noms, adresses, degré de parenté ou de relations).

10. — Quelle est l'opinion sur la famille des amis, anciens voisins, autorités municipales, prêtres, camarades de travail, logeurs, etc. ?

11. — La famille a-t-elle été pendant un certain temps au-dessus ou au-dessous des conditions normales d'existence ? — Quels sont les agissements du mari ou de la femme, ou les circonstances de santé, de travail qui ont déterminé ces conditions ? — Quelles étaient les caractéristiques de la situation de la famille quand elle était la meilleure ? — Comment la compare-t-elle avec la situation présente ?

12. — Quelle est l'attitude des différents membres de la famille vis-à-vis les uns des autres ? — Sont-ils fortement unis entre eux ou n'y a-t-il que peu de cohésion ?

13. — Les parents surveillent-ils bien leurs enfants ? Possèdent-ils leur confiance ?

Les enfants respectent-ils les droits les uns des autres ?

14. — Quelles sont les aptitudes des enfants ? A quoi s'intéressent-ils principalement ? Quels travaux accomplissent-ils ou ont-ils accomplis ?

II. — CONDITIONS PHYSIQUES, MENTALES ET MORALES

15. — Les parents ou d'autres ascendants du mari ou de la femme ont-ils manifesté un déficit mental, moral ou physique ? — Ont-ils présenté des dons ou des aptitudes extraordinaires ? — Quels sont les faits, s'ils existent, parmi le père, la mère ou les autres ascendants, qui nécessitent des précautions pour que ces tares ou défauts ne se manifestent pas chez les enfants ?

16. — Combien le ménage a-t-il eu d'enfants ? — La mère a-t-elle eu des avortements ou morts-nés ? — Combien d'enfants sont morts et pour quelles causes ?

17. — Quels soins et quelles précautions d'hygiène générale et individuelle la famille prend-elle ? — Y a-t-il des heures régulières pour les repas ? — Le choix des aliments constitue-t-il un régime suffisant et bien équilibré ? — Les parents donnent-ils une importance suffisante aux questions du sommeil régulier, des bains et toilettes, des soins des dents et du bon fonctionnement intestinal des enfants ?

18. — S'il y a un nourrisson, comment est-il nourri ? — Où est-il couché ? — Est-il suffisamment promené et mis au grand air ? — Si la mère est enceinte, a-t-elle reçu des soins suffisants ?

19. — Quel est l'état actuel de chaque membre de la famille au point de vue physique et mental ?

20. — Quels sont les traitements prescrits ou donnés par des médecins aux différents membres de la famille, et quels en ont été les résultats ?

III. — SITUATION PROFESSIONNELLE

21. — Quel est le métier, la profession ou l'emploi de chacun des membres de la famille, antérieurement et actuellement ? — Noms et adresses des employeurs antérieurs et actuels ? — De quelle date à quelle date le travailleur a-t-il été employé par chacun d'eux ? — Quels étaient ses gages ha-

bituels et exceptionnels, quand il travaillait régulièrement ? — Quelle était la valeur de son ouvrage, au point de vue activité, régularité et sobriété ? — Pour quelles raisons a-t-il quitté ? — A quel syndicat appartient-il ? — Y a-t-il une bonne réputation ? — Verse-t-il régulièrement ses cotisations ?

22. — A quel âge chaque membre de la famille a-t-il commencé à travailler ? Quel apprentissage a-t-il eu et quelles ont été ses premières occupations ? — Depuis ce moment a-t-il constamment travaillé ? — Donne-t-il satisfaction ? — Sinon est-il capable de se perfectionner ?

23. — Si elle en avait, quel était le métier ou l'occupation de la femme avant le mariage, et quel était son gain ?

24. — Le travail de chacun des membres de la famille est-il actuellement régulier, continu, saisonnier ou occasionnel ? — A-t-il des chances d'avancement ? — S'il chôme, depuis combien de temps et pourquoi ne travaille-t-il pas ?

25. — Les conditions dans lesquelles se trouvent chacun des membres de la famille sont-elles bonnes ? — Si elles ne le sont pas, en quoi sont-elles défectueuses ?

IV. — SITUATION FINANCIÈRE

(*En dehors des secours charitables*).

26. — *Recettes*. — Quels sont les salaires et recettes actuels ? — En quelle proportion, pour chaque cas, entrent-ils dans le budget de la famille ? — Cette proportion est-elle trop ou trop peu considérable ? Y a-t-il des recettes d'autres sources, comprenant des sous-locations, des pensionnaires, des bénéfices accessoires, des contributions des membres de la famille ? — Les recettes actuelles sont-elles suffisantes ? — Peuvent-elles être augmentées ? de quelle façon ?

27. — *Dépenses*. — Quelles sont les dépenses mensuelles pour la nourriture, la location du logement, l'habillement, l'impôt, les déplacements, les distractions ? Quel est le montant des dettes ? Et de quelle nature sont-elles ? Quels

sont les débiteurs ? — Y a-t-il des objets au Mont-de-Piété ? — Certains objets ont-ils été achetés à crédit ? — Quel est le taux du versement hebdomadaire ? — Les membres de la famille sont-ils assurés à une compagnie ? Laquelle ? — Quel est le total des versements hebdomadaires ? — Sont-ils payés régulièrement ? Les dépenses actuelles peuvent-elles être réduites ? — Seront-elles augmentées et comment ?

28. — Y a-t-il possibilité de bénéficier d'un héritage, d'une propriété, d'une assurance ? — La famille a-t-elle des économies et en a-t-elle jamais eu ? — Quel était leur montant ? — Un des membres de la famille fait-il partie d'une société de secours mutuels, ou d'une tontine ?

V. — ÉDUCATION

29. — Quelle a été l'éducation des parents ? Jusqu'à quel âge ont-ils fréquenté l'école ? — Jusqu'à quel âge pour les aînés des enfants ? — Ceux-ci ont-ils eu un apprentissage ? — Quel est le degré d'éducation des enfants par rapport au milieu dans lequel ils ont été élevés ?

30. — A quelle école va chacun des jeunes enfants au-dessous de treize ans ? — Quel est le nom de l'instituteur ? — Quelle est l'opinion de ce dernier sur la fréquentation scolaire, l'attention, la tenue, les conditions physiques et mentales de l'enfant et les soins généraux donnés à la maison ?

VI. — RELIGION

31. — Quelle est la religion des parents ? Nom de la paroisse à laquelle ils sont attachés ? — Fréquentent-ils l'église ? — Comment se manifeste leur vie religieuse ? — Les enfants sont-ils baptisés ? — Les enfants vont-ils au catéchisme ? — Quel est leur instructeur ?

VII. — DISTRACTIONS

32. — Quelles sont les relations sociales des différents membres de la famille ? — Certains d'entre eux appartiennent-

nent-ils à des sociétés, des patronages, des cercles, des associations sportives? — Quels sont les plaisirs pris en commun par la famille? — Comment chaque membre de la famille emploie-t-il ses loisirs?

VIII. — INSTALLATION MATÉRIELLE. — HABITATION

33. — La famille occupe-t-elle un pavillon entier? — Dans ce cas y a-t-il une cour ou un jardin?

Si elle occupe un appartement, est-il en façade ou sur cour? — Combien de pièces comporte-t-il? — Nom et adresse du propriétaire ou du gérant.

34. — Les pièces sont-elles suffisamment éclairées et aérées? — Comment l'eau est-elle amenée? — Y a-t-il des éviers ou des toilettes, des water-closets dans l'appartement? — Sont-ils bien ou mal construits, propres ou sales?

35. — Les pièces sont-elles convenablement meublées? — Sont-elles propres ou mal tenues, ou sordides?

36. — Quelles sont les caractéristiques du voisinage? — Est-il bon ou mauvais au point de vue physique et au point de vue moral? — Combien d'autres familles habitent la maison? — Quels sont leurs principaux caractères?

37. — Depuis combien de temps la famille vit-elle à la présente adresse? Où a-t-elle logé antérieurement? — Quand et pendant combien de temps? — Caractère de chacun des précédents logements et de leur voisinage.

IX. — RELATIONS

38. — Si elles existent avec des œuvres charitables ou avec l'assistance publique.

La famille est-elle inscrite au bureau de bienfaisance et bénéficie-t-elle de l'assistance médicale gratuite?

Certaines œuvres de bienfaisance privées s'occupent-elles de la famille? — Si oui, de quelle manière et avec quels

résultats ? — Si elles se sont occupées de la femme, connaissent-elles aussi le mari ou *vice-versa* ? — Jusqu'à quel chiffre la famille a-t-elle reçu des secours charitables ?

X. — ÉLÉMENTS DU RELÈVEMENT

39. — Quelles sont les idées d'avenir de la famille, ses desseins et ses ambitions ? — Quels éléments caractéristiques de l'état moral des différents membres de la famille et quelles aptitudes peuvent être développées pour contribuer au relèvement de la famille ?

Cette enquête générale doit être complétée, dans la plupart des cas, par une enquête plus spéciale destinée à préciser la situation particulière de l'indigent ou de la famille secourue. Par exemple, enquête sur la famille privée de son chef ; enquête sur le tuberculeux et sa famille, dont le Dr P. F. Armand Delille donne le modèle, à la suite du modèle d'enquête générale reproduite ci-dessus, dans son livre « *Le service social dans les collectivités contemporaines* ».

La situation du nécessiteux étant éclaircie, on déterminera le traitement à lui appliquer.

2° LE TRAITEMENT

Pour atteindre le but proposé, qui est la remise en équilibre stable de la vie de l'individu dont on s'occupe, on fera appel à toutes les sources d'aide matérielle et morale : droit légal à une intervention des assurances sociales ou du service des pensions (pensions de vieillesse, traitement médical, éducation des enfants, etc) ; appel à des œuvres ou fondations privées ; à la famille (obligation de soutien entre époux, ascendants et descendants, code civil) ou au patron ; démarches près de parents plus éloignés ; appel aux autres sources d'assistance telles que : Bourses de travail, assistance médicale, établissements de convalescence, œuvres laïques ou religieuses, d'éducation, assistance judiciaire, hospitalisation, placement dans un foyer, patronages,

etc. L'assistante s'efforcera également avec ténacité, tact, et discrétion d'obtenir la collaboration de la famille, des amis, des proches et même, si possible, des collègues ou camarades de travail du sujet, de créer autour de lui une atmosphère morale encourageante et vivifiante. Dans tous les cas, la travailleuse sociale ne doit pas oublier que les facteurs moraux jouent un rôle aussi important dans le traitement que l'aide matérielle (secours, hospitalisation, situation procurée, etc).

« S'étant procuré les *sources d'assistance*, on doit se préoccuper de leur emploi judicieux. Pour mener à bien l'assistance..., il faut établir un plan approfondi, qui tienne compte de toutes les possibilités et qui les utilise au moment opportun de la façon la plus appropriée.

« L'emploi des différentes sources d'assistance doit se faire avec le concours du nécessiteux auquel on accordera largement le droit de prendre part à la délibération.

« La recherche et l'utilisation des sources d'assistance, cependant ne représentent qu'un élément complémentaire dans le traitement du cas. Le but de ce traitement est avant tout, de développer et de fortifier les différentes sources d'énergie physique, intellectuelle, morale, que possèdent le nécessiteux et les membres de sa famille. Cette action psychologique, dont l'enquête aura fourni les bases en faisant connaître la mentalité de l'assisté, doit être entreprise en contact étroit avec l'auxiliaire sociale, qui s'efforcera de garder la confiance du nécessiteux, et qui le secondera pendant des mois, parfois des années, jusqu'à ce qu'il ait récupéré son indépendance économique et morale ».

Comme le fait observer M^{lle} Ilse Arlt, conseillère fédérale d'assistance à Vienne, l'assistante sociale doit, dans chaque cas, évaluer « la distance qui sépare l'état observé de la satisfaction normale » et lorsqu'elle se prépare à traiter un cas, elle se rappellera que le relèvement du nécessiteux « dépend de trois facteurs : le temps, les ressources, la compréhension. Elle devra donc examiner dans chaque cas, à propos de chaque besoin, lequel de ces trois facteurs doit offrir le point

de départ pour le secours (1) ». Ces trois facteurs peuvent donner lieu dans la pratique à de multiples combinaisons, et ce sont ces combinaisons qui déterminent le meilleur traitement à adopter et imposent à la travailleuse sociale la ligne de conduite à suivre.

Pendant le traitement, l'assistante sociale ne perdra jamais de vue le but, qui est le relèvement, et elle prendra telle ou telle mesure selon la marche des événements. Une condition essentielle au succès est que l'auxiliaire suive le cas sans interruption, à tous les stades de son développement, pour écarter les nouvelles causes de danger qui pourraient surgir, pour consolider et approfondir les résultats obtenus. C'est seulement lorsque l'on a la certitude que l'individu ou la famille nécessiteuse a récupéré son indépendance, et que l'on n'a plus à craindre une défaillance de ses forces, que l'on peut considérer le traitement du cas comme terminé (*Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, m. 252-253).

Tel est, « *grosso modo* », la technique du travail de l'assistante sociale. C'est surtout dans le travail des cas individuels qu'elle trouve à s'appliquer dans toute son ampleur, avec tous ses détails et toute sa souplesse d'adaptation aux innombrables cas qui se présentent et qui, il ne faut jamais l'oublier, ne se représentent jamais d'une façon absolument semblable. C'est d'ailleurs en supposant pour point de départ un « cas individuel » qu'on a essayé de l'exposer. Cette méthode peut trouver application dans les autres formes de service social (services sociaux collectifs, service social dans les institutions fermées) mais sous une forme moins diversifiée, commandée par la nature même des choses, une discipline étant indispensable pour assurer le maintien des groupements. On voit combien le service social, tel que le pratique l'assistante sociale, apparaît, même sous ce dernier aspect, comme nettement individualisé et différent des prestations schématisées des assurances sociales.

(1) Rapport de M^{lle} Ilse Arlt à la *Première Conf. Int. de service social*, Vol. II, p. 349 et sqq.

L'étude que nous venons de faire de la méthode employée par la travailleuse sociale est naturellement très générale. Cette méthode est extrêmement souple et on peut sans difficulté et sans en affaiblir l'efficacité, l'adapter aux nécessités dominantes de chaque cas. Il est évident qu'on n'insistera pas dans l'enquête sur les mêmes points selon qu'on aura affaire à un mineur délinquant ou à une famille désorganisée par la maladie. Certains points pourront même être complètement laissés de côté, lorsque le « cas » est bénin ou très limité.

La méthode que nous venons d'exposer est par excellence la méthode du service social des cas individuels. La méthode des services sociaux collectifs est assez différente. Dans le service social collectif, en effet, le but à atteindre n'est pas le « rajustement » d'un sujet, mais l'organisation de la vie ou des loisirs de tout un groupe (service social de l'industrie, résidences sociales...). Nous donnerons une idée de cette méthode en étudiant la surintendante d'usine (1).

Signalons enfin que de plus en plus, les méthodes de service social deviennent scientifiques : création de services d'études, enquêtes sur la condition des classes ouvrières : Chadwick (en Angleterre), Villermé (en France), Dupétioux (en Belgique); Enquêtes des Commissions royales en Angleterre. Il faut bien noter d'ailleurs, que c'est le service social qui crée sa propre documentation, à l'aide surtout des enquêtes faites par les assistantes. Mais avec les services d'études, d'organisation et de propagande, on s'éloigne de plus en plus du véritable travail de l'assistante sociale, et il faut faire appel à des méthodes administratives.

Si l'on veut maintenant considérer la méthode du service social du point de vue philosophique, il n'est pas difficile de voir que l'enquête et le traitement ne sont que l'adaptation aux faits sociaux sur lesquels on veut agir d'un procédé très général

(1) Voir ci-après, p. 95.

utilisé principalement dans les sciences physico-chimiques et surtout dans la recherche de leurs applications pratiques : on étudie des faits, puis on recherche le parti qu'on pourrait en tirer (1). Les sciences physico-chimiques donnent naissance aux arts industriels. Le service social est l'art qui dérive de la science sociale. Mais de même que la science sociale s'est constituée fort tard, de même le service social qui est l'organisation de la charité, est un art de formation récente. Nous ne prétendons pas que c'est surtout et uniquement la science sociale qui a engendré le service social. Le service social, nous l'avons vu, existe depuis des siècles. De même, on a étudié les faits sociaux dès l'antiquité. Mais ni la science sociale n'était encore réellement une science, ni le service social un art. Toutefois, cette comparaison entre la méthode du service social et la méthode des sciences physico-chimiques ne doit pas être trop poussée. Il ne faut jamais oublier, en effet, que le travail social s'effectue sur du « vivant », et sur du « vivant spirituel », que sa matière est l'âme et la volonté humaines, et qu'en aucun cas et sous aucun prétexte, le travailleur social ne doit manquer au respect dû à la personnalité de chacun. Il doit aider, suggérer, persuader ; il ne doit jamais *imposer*.

(1) Cf. l'opinion M. Paul U. Kellogg et de M^{lle} le D^r Neva. R. Deardorff : « *C'est moitié inconsciemment que notre science de la machine sociale emboîte le pas aux sciences naturelles dont la méthode est inductive.* » Rapport sur les recherches sociologiques appliquées à l'amélioration de la collectivité. *Première Conf. Int. du service social*, vol. I, p. 811 :

CHAPITRE IV

**APTITUDES ET QUALITÉS REQUISES
D'UNE BONNE ASSISTANTE SOCIALE**

LE ROLE QUI LUI INCOMBE

SOMMAIRE. — Observations générales. — Les qualités de la travailleuse sociale, d'après M^{lle} Louise Odencrantz, M^{lle} Mary Sewall Gardner M^{lle} de Gourlet, M. l'abbé J. Viollet. — Cas de l'assistante sociale isolée. — Qualités d'une surveillante. — Qualités d'une directrice de service ; devoirs particuliers de cette dernière. — Rôle primordial de l'idée de *justice* dans la mentalité de la travailleuse sociale. — Nécessité de la vocation.

Comme nous l'avons déjà fait observer au chapitre II, on ne s'improvise pas travailleuse sociale. Mais une éducation spéciale, si complète et si parfaite soit-elle, ne suffit pas pour former une bonne travailleuse sociale. Il faut encore que le sujet possède, avec un caractère bien trempé et bien équilibré, des aptitudes et des qualités spéciales, et enfin qu'il ait la vocation.

La meilleure méthode à adopter pour traiter la question nous semble être de nous inspirer des opinions de personnes ayant une grande expérience des exigences du service social, soit qu'elles en aient une longue pratique, soit qu'elles se soient consacrées à la formation des travailleurs sociaux.

*
* *

Les qualités et les aptitudes requises pour être une bonne assistante sociale sont très nombreuses et présentent une extrême diversité. Elles varient d'ailleurs avec la fonction ou le poste confié à l'assistante sociale. Il faudra donc examiner successivement :

l'assistante sociale des cas individuels,

l'assistante sociale chargée de la surveillance du travail
d'un certain nombre d'assistantes sociales,

l'assistante sociale directrice d'un service public ou privé.

Voici d'après Louise C. Odencrantz, *The Social Worker*, p. 50 et Mary Sewall Gardner (1), un tableau des qualités et aptitudes que doit posséder l'assistante sociale en général, et l'assistante sociale des cas individuels en particulier :

Vue rapide et précise des situations et des difficultés qui se présentent le plus communément, de leurs causes premières et secondes.

La foi dans les individus ou les familles secourues ; un intérêt véritable pour eux ; une joie véritable à se trouver en contact étroit et fréquent avec eux. Ceci implique une ferme confiance dans les possibilités de développement personnel des individus et en outre « l'aptitude à se placer au point de vue d'autrui, à sentir ce qu'il sent ».

Equilibre et stabilité émotive ; capacité de faire abstraction ou de mettre au second plan les préjugés, théories et vues personnels ; de maîtriser sa colère et d'accepter les critiques sans ressentiment. C'est ce que L. C. Odencrantz appelle « l'objectivité ».

Aptitude à faire vite un travail considérable sans précipitation ; à distinguer ce qui est important de ce qu'il l'est moins ; à organiser le travail et l'emploi du temps de manière à en obtenir le meilleur rendement.

Des qualités de chef, pour faire naître la confiance et les relations amicales, et stimuler l'énergie et les possibilités d'autrui.

Aptitude à réaliser jusqu'au bout un plan d'action mûre-

(1) Mary Sewall Gardner étudie surtout l'infirmière-visiteuse. Mais il nous a paru que ce qu'elle disait de l'infirmière-visiteuse pouvait convenir également à l'assistante sociale, et c'est pourquoi nous nous sommes inspirée en partie de son livre pour écrire ce chapitre.

ment réfléchi et volonté d'en obtenir des résultats. Ceci demande beaucoup d'énergie, d'initiative, de persévérance, de patience et de résistance au découragement.

Aptitude à prendre rapidement une décision.

Pleine possession des connaissances spéciales nécessaires à l'exercice de ses fonctions, et de la technique du service social. L'assistante sociale acquiert les premiers principes et les premiers éléments de la technique dans des écoles spéciales, et ce sont ensuite l'expérience et l'observation personnelles qui achèvent sa formation.

Bonne santé ; résistance et endurance physique, le travail de l'assistante sociale étant en général, fatigant. Il faut, d'autre part, que l'assistante sociale prenne soin de sa santé.

Ponctualité, qui facilite grandement le travail.

Lorsque l'assistante sociale veut se spécialiser dans les cas individuels, il lui est nécessaire d'avoir une vocation toute spéciale, qui est de se donner complètement, tout entière jusqu'au bout de ses capacités et de ses forces, avec le but très précis de se rendre utile le plus possible, sans se laisser arrêter par le fait qu'il y a beaucoup moins de satisfaction et d'intérêt personnel dans ce genre de travail qu'en tout autre. Il faut d'autre part, beaucoup d'imagination pour savoir quel est le traitement qu'il convient d'appliquer dans un certain cas, et beaucoup de bon sens et de persévérance pour en poursuivre l'application, de façon à ne pas se laisser décourager dès le premier échec, parce que le traitement à appliquer aura pu être mal compris. Enfin il faut beaucoup de compréhension sympathique, beaucoup d'amour pour tous ceux qui souffrent et qui ont le désir de s'aider eux-mêmes. Il faut à la fois de la douceur et de la fermeté pour ne pas se laisser entraîner à la dérive par l'épave que l'on veut amener au bord. Il y a des cas d'ailleurs pour lesquels les bénévoles sont beaucoup plus handicapées que les autres, parce que le cas individuel demande une concentration des efforts, et une rapidité, une intensité de l'action, pendant les quelques jours, parfois les longues semaines que dure ce cas. (D'après

M^{lle} de Gourlet. Réponse au rapport de M^{lle} Nora Milnes sur le recrutement des travailleurs sociaux. *Première Conf. Int. de service social*, 1928. Vol. II. p. 503-504).

Dans son « *Petit Guide du Travailleur social* », M. l'abbé Jean Viollet donne une esquisse assez poussée de la personnalité que doit posséder le travailleur social.

Le travailleur social doit d'abord s'efforcer d'acquérir, au cours d'une sérieuse préparation, de solides connaissances théoriques et pratiques. Il lui est nécessaire aussi d'avoir une certaine culture intellectuelle, et de donner à ses sentiments et à sa volonté une formation qui le mette en état de comprendre les secourus. Car « regarder autrui à travers sa propre mentalité, c'est s'interdire de le jamais bien connaître ». Il faut donc, à l'amour du prochain et à une grande générosité de cœur, joindre une connaissance approfondie du cœur humain et un sens psychologique averti. Le travailleur social doit être dégagé de tous les préjugés. Il doit être doué d'une humeur égale, et d'une simplicité naturelle qui facilite les rapports et prépare les confidences. Il ne doit pas craindre sa peine ni se préoccuper de ses succès personnels. La maîtrise de soi est indispensable : « c'est aller contre la nature des choses de prétendre avoir une bonne influence sur autrui, si l'on n'est pas maître de soi-même. » Il faut aussi savoir se méfier des erreurs d'une sensibilité excessive. « La sensibilité commence le bien, mais elle ne l'achève pas. » « La vraie charité est attentive, calme, persévérante ».

Dans son travail, le travailleur social doit être attentif et précis dans ses observations ; il sait saisir le sens d'un détail, d'un mot, d'une attitude. Il ne sépare pas l'individu de son milieu. Il fait le départ entre les défauts qui empêchent le relèvement et les qualités qui le peuvent faciliter. Il se méfie des constructions hâtives de l'imagination, et par l'observation patiente et persévérante, il détermine le remède approprié à appliquer à chaque cas.

M^{lle} Hardouin, directrice du Service des Dames auxiliaires de la Caisse de Compensation de la Région parisienne,

demande essentiellement des assistantes sociales des qualités innées de jugement et de discernement (les travailleuses sociales devant choisir parmi tant d'autres les cas à retenir et à soigner) ; du tact (les assistantes étant en rapport le plus souvent, non pas avec des solliciteurs, mais avec des familles de travailleurs qui devraient, si des vicissitudes ne les atteignaient, pouvoir vivre normalement) ; de la discrétion (les assistantes doivent avoir avant tout le respect de la personnalité de chacun) ; des qualités de persuasion et non d'autorité ; de bonté et non de pitié ; d'indulgence et non de faiblesse ; d'initiative, mais aussi de pondération, afin de ne pas céder aux impulsions irréflechies, aux générosités spontanées qui ne peuvent qu'être sans lendemain et sans portée éducative. Les assistantes sociales doivent savoir gagner la confiance, car celui auquel on vient en aide a le droit de ne se livrer que quand il connaît l'assistante sociale et la considère comme une amie. Enfin, pour étayer leur valeur personnelle, il faut exiger d'elles une sérieuse formation professionnelle, une expérience pratique de toutes les questions d'hygiène et d'assistance sociale, la connaissance de toutes les œuvres charitables avec leurs ressources et leurs possibilités.

Mais pour obtenir dans la pratique un plein rendement, il faut de plus, que l'assistante sociale soumette l'exercice de son activité à quelques principes généraux que M. l'abbé Viollet analyse d'ailleurs avec pénétration et condense en formules très claires dont voici la substance :

Ne pas porter de jugement moral sur qui que ce soit ; ne pas se croire supérieur ; se considérer comme lié par le secret professionnel.

Etre loyal ; ne faire aucune promesse qu'on ne soit prêt à tenir, pour ne pas semer l'esprit de révolte. La décision des secours accordés ou refusés doit toujours porter sur un conseil anonyme et inconnu de l'assisté lui-même. »

Même spécialisé, le travailleur social ne doit pas s'enfermer dans les limites étroites de sa spécialité. « Il doit étudier et comprendre l'ensemble des problèmes sociaux, afin de

voir clair dans les cas individuels et trouver des solutions qui seront d'autant mieux adaptées qu'il sera plus éclairé sur les œuvres sociales, les lois et l'ensemble de l'organisation sociale ».

Ne pas fausser son action « en la réduisant à une simple question d'amélioration temporelle des conditions d'existence. Le travailleur social n'oublie pas que les facteurs moraux jouent un rôle de premier plan dans l'évolution des individus et des peuples. » Il n'oublie pas cette parole d'un sociologue moderne : (1) « La question sociale est une question morale ».

Se tenir au courant de tout ce qui concerne la vie sociale. Etre capable d'éclairer et de soutenir à propos des vexations ou complications administratives.

Bien distinguer les domaines sociaux et les domaines religieux. Cependant, ne pas hésiter, « après s'être assuré que celui qui en éprouve le besoin l'y autorise expressément, à faire appel aux représentants de la confession religieuse à laquelle appartient l'intéressé ».

Ne pas conduire son action comme si l'on était seul en face des problèmes à résoudre « Se considérer comme un rouage dans une société complexe et apprendre à adapter son activité propre à celle de tous les organismes qui peuvent l'aider ».

Se tenir en rapports étroits et constants avec les multiples organisations sociales de la localité où s'exerce son activité. On pourrait, par une comparaison audacieuse, assimiler son rôle à celui du central téléphonique.

Enfin, éclairer toujours son action par des idées directrices, notamment par l'idée, d'une importance primordiale, que la « famille est le premier et le meilleur soutien des individus et de la société ». Nous reviendrons d'ailleurs sur cette idée. (*Petit Guide du Travailleur social*).

(1) Ziegler.

Nous ajouterons, pour en terminer avec l'assistante sociale des cas individuels, que la jeune fille ou la jeune femme qui acceptera un poste où elle se trouvera isolée, ce qui arrive fréquemment, surtout dans le service social rural, devra posséder une énergie et un équilibre plus trempés encore que leurs collègues qui sont groupées, afin de réagir victorieusement contre le malaise et le découragement qu'un isolement prolongé peut créer à la longue.

Au lieu de traiter des cas individuels, l'assistante sociale peut occuper un poste plus ou moins important dans l'organisme complexe du service social. Elle peut être « surveillante » ou directrice. Nous supposons bien entendu que le pays possède une organisation du service social assez complète.

La surveillante peut être une surveillante de quartier, ayant sous sa responsabilité des bureaux, des employés, des sténos, des bénévoles, et collaborant avec un comité local ; ou encore une surveillante spécialisée, chargée de diriger et de développer telle branche déterminée du travail social ; ces dernières surveillent les assistantes ou interviennent comme consultantes. La surveillante peut encore être une surveillante itinérante.

La surveillante doit d'abord posséder à fond le métier d'assistante. Elle doit de plus avoir des aptitudes administratives ; elle doit être capable d'acquérir l'habitude de raisonner d'une façon impersonnelle et avoir les qualités d'un chef. Enfin elle doit s'intéresser sincèrement aux secourus.

La position de la surveillante est naturellement différente de celle de l'assistante. Sa nomination lui donne automatiquement une part dans la direction du service ; elle doit donc « penser plus large ». Ses deux grands objectifs doivent être : le bien du service et la satisfaction du personnel dont elle connaît les besoins, puisqu'elle en fait partie.

Vis-à-vis de la directrice, elle doit faire montre d'une franchise absolue, d'honnêteté et de justice.

Vis-à-vis de ses subordonnés, ses obligations sont de

contrôler leur travail et de veiller à leur bien-être. Elle devra s'efforcer d'établir une répartition *souple* des tâches entre les assistantes, et ne jamais critiquer une assistante en présence d'un assisté.

La surveillante devra s'efforcer de faire aimer le travail ; encourager les assistantes à propos de la discussion de leurs rapports, et par là augmenter leur influence sur les secourus ; les aider et les éclairer dans les cas difficiles, leur faire acquérir de la fermeté. Elle devra aussi s'efforcer de comprendre les caractères et les personnalités de ses subordonnées, mais sans chercher à les couler toutes dans le même moule. Elle leur donnera l'exemple du travail dans le calme ; pas d'agitées ni d'agitation.

La surveillante devra savoir déléguer les responsabilités. « Par diriger, dit Florence Nightingale (Notes on Nursing), on entend non seulement prendre soi-même toutes les mesures jugées nécessaires, mais veiller à ce que les autres les prennent de leur côté, et s'assurer que personne, soit à dessein, soit par ignorance, ne vienne en contre-carrer l'exécution. Ce n'est ni se charger de tout soi-même ni se contenter de répartir le travail, c'est acquérir la certitude que chacun s'acquitte bien du service qui lui est assigné », (Mary Sewall Gardner, *l'Infirmière-visiteuse*, p. 200).

En ce qui concerne les jeunes assistantes, la surveillante leur confiera le plus tôt possible la responsabilité d'un certain nombre de cas, dont la discussion analytique fera apparaître les causes du succès ou de l'échec de la novice.

Dans les bureaux, la surveillante ne doit pas se transformer « en chef de bureau. » Elle doit faire de ceux-ci des lieux agréables, où les assistantes viendront rédiger leurs rapports plusieurs fois par jour.

Lorsqu'elle est « itinérante », la surveillante est chargée des fonctions de l'inspection.

D'une façon générale, la surveillante doit faire preuve de patience et de tolérance, et montrer une sérieuse aptitude à se placer au point de vue d'autrui, tout ceci pour éviter

bien des difficultés que les assistantes sociales se créent à elles-mêmes.

Il se peut enfin que l'assistante sociale se voit confier la direction d'un service.

Voici, d'après Mary Sewall Gardner, un résumé des devoirs et responsabilités qui incombent à la directrice d'un service social. M. Sewall Gardner parle d'un service d'infirmières-visiteuses, mais ce qu'elle dit peut parfaitement s'appliquer à la direction d'un service social.

Une distinction s'impose tout d'abord.

Dans les villes importantes, la directrice voit presque tout son temps occupé par le travail avec les comités, les conférences, l'étude des questions générales, etc. Le travail administratif est fait par des subordonnées.

Dans les services moins importants, la directrice s'occupe elle-même des questions de détail. Mary Sewall Gardner répartit les devoirs de la directrice d'un service social en cinq catégories :

1^o Devoirs envers le Conseil d'administration ou le fonctionnaire dont dépend le service ;

2^o Devoirs envers les assistantes sociales dont elle doit assurer le bien-être dans la mesure du possible, et au travail desquelles elle doit conférer le maximum d'efficacité ;

3^o Devoirs envers les personnes pour qui l'œuvre a été créée ;

4^o Devoirs envers la collectivité qui a le droit d'exiger de la directrice la compétence, le dévouement, l'esprit de coopération.

5^o Devoirs envers la cause des assistantes en général qu'il faut faire progresser dans l'avenir comme elle a progressé dans le passé.

1^o Devoirs envers le Conseil d'administration (s'il s'agit d'un service privé) ou le fonctionnaire d'où dépend le service (s'il s'agit d'un service public). — La directrice

doit tenir grand compte du Conseil d'administration, de ses tendances et préférences, car l'œuvre du Conseil d'administration est permanente, tandis qu'elle-même est temporaire. Toutefois elle n'en doit pas être la servante. Elle doit préparer avec grand soin les réunions mensuelles, s'attachant à être plus minutieuse avec les femmes, plus synthétique avec les hommes, selon la composition du Conseil. Elle devra chercher à intéresser le Conseil en le tenant très au courant de la vie de l'œuvre, et autant que possible tout présenter avec optimisme. Elle ne doit pas essayer de devancer le Conseil d'administration, et elle doit se montrer envers lui d'une loyauté parfaite.

Ces devoirs sont très difficiles à remplir. « En résumé, les membres du Conseil sont en droit d'attendre de leur directrice un effort de compréhension sincère, une impulsion avisée, l'adoption de méthodes administratives saines, un exposé franc et net de la situation et des besoins des assistantes, enfin des rapports qui, leur faisant toucher du doigt l'ensemble de l'œuvre en même temps que les détails de la besogne accomplie, stimulent l'intérêt qu'ils portent au service et l'enthousiasme qu'il leur inspire. Il faut aussi que la directrice les tienne au courant des progrès accomplis ailleurs, afin de les aider à placer la situation locale dans une plus juste perspective (*L'Infirmière-visiteuse*, p. 212-213).

Dans un service public, il n'y a pas de Conseil d'administration. Il y a un ou plusieurs comités dont les décisions sont seulement consultatives. C'est au fonctionnaire de qui dépend le service, qu'il appartient de prendre les décisions exécutives. Mais une directrice qui devient fonctionnaire songera qu'elle a beaucoup à apprendre dans le travail administratif.

2° Devoirs envers les assistantes sociales. — La directrice devra posséder à un haut degré l'idée de justice, ainsi que la faculté d'apercevoir le travail dans son ensemble et dans la juste proportion de ses parties ; elle devra posséder aussi ce que Mary Sewall Gardner appelle « l'ordonnance

méthodique » ou talent d'exécution, qui consiste surtout dans l'art de déléguer les responsabilités. Il lui faut enfin « un trésor de bonté susceptible de hausser le travail quotidien du niveau des tâches mercenaires aux clairs sommets des services joyeusement acceptés (*loc. cit.* p. 214). La directrice devra savoir s'entourer d'un groupe d'assistantes émérites, et, par des mutations judicieuses, prévenir ou faire cesser les antagonismes ou discussions qui peuvent naître entre les assistantes qui sont, après tout, des créatures humaines.

La directrice ne s'immiscera pas dans les affaires privées des assistantes, et elle surveillera leur santé.

3° Devoirs envers les personnes pour qui l'œuvre a été créée. — La directrice ne peut les accomplir que par délégation. Elle doit savoir choisir, et ceci est très important, les assistantes les mieux adaptées à chaque cas, et maintenir chez ses subordonnées le désir de bien faire.

4° Devoirs envers la collectivité. — Il faut d'abord s'habituer à parler en public, afin de faire connaître l'œuvre et y intéresser le plus grand nombre possible de personnes. En second lieu, « la directrice a le devoir d'écouter elle-même les plaintes et les réclamations des personnes en rapport avec l'œuvre. Connaissant les doléances de chacun, elle saura dissiper les malentendus, redresser les torts, et éviter ainsi de graves conflits » (*loc. cit.*, p. 219).

5° Devoirs envers la cause des assistantes sociales. — Pour faire progresser cette cause, la directrice ne négligera aucun moyen. Elle fera partie des Comités consultatifs ; siégera au bureau des assistantes sociales du canton, du département, du pays, de l'Etat, etc. D'autre part, elle mènera une vie familiale et sociale normale, cultivera ses amis, etc., ce qui est le meilleur moyen de faire connaître l'œuvre dans son entourage. M. Sewall Gardner compare avec justesse sa tâche à celle d'une directrice de lycée.

Ce sont là des obligations qui paraissent bien nombreuses et bien absorbantes, et qui le sont en réalité. La directrice pourra cependant s'en acquitter avec honneur, si elle sait organiser son travail, car « le secret d'une activité bien réglée, est l'élimination des tâches secondaires » (*loc. cit.* p. 220).

La direction même du service requiert des aptitudes spéciales, qui sont surtout des qualités de chef. Il faut en effet :

Doter le service d'une organisation conçue nettement ;

Faire appel aux suggestions constructives du personnel ;

Demeurer en contact avec lui. Causer avec lui ;

Donner aux assistantes des vues d'ensemble ;

Expliquer nettement toute délégation, obligation, prérogative.

L'organisation du service doit avoir un caractère démocratique et non ressembler à une discipline militaire.

La directrice s'attachera à développer l'esprit de corps et à combattre chez le personnel l'ignorance de l'œuvre dans son ensemble : résultats obtenus, causes d'insuccès, travail accompli par les autres assistantes, projets d'avenir, etc. Le meilleur moyen pour atteindre ce résultat sera l'organisation de réunions périodiques, dont l'intérêt sera maintenu grâce à la participation des assistantes, qui feront des rapports, poseront des questions, proposeront des sujets d'étude.

Il faut aussi que la directrice sache maintenir la discipline. Quand elle se trouvera dans l'obligation de faire des observations à une assistante, elle ne prendra pas celle-ci au dépourvu, et la fera venir plusieurs fois pour lui donner le temps de se ressaisir et de présenter sa défense avec calme. Lorsqu'on blâme, c'est *la faute*, et non les *résultats* de la faute dont on n'a pas toujours entrevu l'étendue, qui doit servir de mesure. Enfin si la directrice se trouve dans la nécessité de révoquer une assistante, toute latitude sera donnée à celle-ci pour se justifier, et, autant que possible, on l'aidera ensuite à retrouver un autre poste.

En ce qui concerne la composition du service, la directrice s'efforcera d'y faire entrer des assistantes de quelque maturité entourées d'une majorité de jeunes.

Ici, plus encore qu'ailleurs, le secret de la réussite pour la directrice, c'est de savoir se faire aimer de son personnel.

« Ce que les assistantes demandent, c'est une femme connaissant son métier mieux qu'elles ne le connaissent elles-mêmes ; une femme dans la justice de qui elles puissent avoir confiance ; une femme bonne et sympathique. La directrice qui cherche honnêtement à cultiver ces qualités peut être rassurée ; elle occupe dans le cœur des assistantes une position inexpugnable (M. Sewall Gardner, *loc. cit.*, p. 238).

Il ne sera pas difficile de se convaincre après avoir lu ces lignes, que la profession d'assistante n'est pas une profession à la portée de tous, ni même de ceux qu'anime un réel désir d'altruisme, sans présenter pourtant à un degré suffisant les qualités requises.

Nous insisterons, en terminant ce chapitre, sur deux points qui nous paraissent fondamentaux :

1^o Quoi qu'elle fasse, la travailleuse sociale devra apporter dans tous ses actes un sens profond et sûr de la *justice*. Qu'elle soit bien imbue de cette idée inspiratrice et dominatrice de tout le service social, que ce dernier n'a pas pour but de faire une aumône matérielle et morale, mais de procurer efficacement aux « moins bien lotis de la vie » l'aide à laquelle ils ont droit de la part des mieux armés, représentés près d'eux par la travailleuse sociale.

2^o Mais ce rôle de « déléguée », cette fonction de représentation, la travailleuse sociale ne pourra et ne devra l'assumer qu'à condition d'en avoir réellement la *vocation*. Or la vocation n'est pas un enthousiasme passager destiné à s'éteindre comme un feu de paille, ou un goût vague qui ne s'appuie sur aucune qualité sérieuse, mais un acte d'amour ; acte d'amour qui pousse un être à consacrer sans réserve toute son activité, toutes ses connaissances et toutes ses facultés à une noble cause et qui est inspiré par le

dévouement à un idéal. S'engager dans le service social sans vocation sérieuse, c'est s'exposer à trouver rapidement sur sa route les déceptions, le dégoût et le découragement. C'est encore, ce qui est plus grave, se mettre à une place qui ne vous est pas destinée, ne pas remplir la tâche qui vous convient normalement, et retirer de sa valeur et de sa puissance productive personnelles des avantages fatalement moindres pour soi et pour les autres, et même pour ceux à qui on voulait se dévouer plus particulièrement ; car on fait mal le travail auquel ne vous dispose aucune aptitude spéciale, surtout lorsqu'il s'agit d'un travail délicat ou spécialisé, exigeant justement comme condition essentielle d'efficacité et de succès des aptitudes bien déterminées et l'adaptation souple et exacte de l'individu à sa tâche.

CHAPITRE V

LES SPÉCIALISATIONS DE LA TRAVAILLEUSE SOCIALE

SOMMAIRE. — L'assistante sociale à l'hôpital et dans les services de psychiatrie. — L'assistante sociale près du tribunal et notamment près du tribunal pour enfants et adolescents. — La travailleuse sociale dans l'industrie. — La travailleuse sociale rurale. — L'assistante du service social des migrants. — L'assistante scolaire. — Autres débouchés offerts à la travailleuse sociale.

Ce chapitre sera consacré à l'étude des principales spécialisations que peut, et doit même envisager la travailleuse sociale, car les besoins auxquels se propose de satisfaire le service social sont extrêmement complexes et variés, et il serait chimérique de penser qu'une seule personne puisse venir à bout d'une tâche aussi écrasante, lorsque le rayon dans lequel devra s'exercer son activité est quelque peu étendu. La travailleuse sociale devra donc se spécialiser, selon ses goûts et ses aptitudes, mais seulement après une solide et sérieuse formation générale.

Voici les principales spécialisations qui s'offrent aux étudiantes : assistante sociale à l'hôpital ou dans un service de psychiatrie ; assistante sociale près du tribunal, notamment près du tribunal pour enfants ; surintendante d'usine, travail social rural ; travail social des migrants, assistante scolaire.

L'assistance sociale à l'hôpital et dans les services de psychiatrie ⁽¹⁾

Lorsqu'un malade entre à l'hôpital, c'est avec l'intention et le désir d'obtenir le plus rapidement et le plus complètement possible la guérison du mal dont il souffre. Mais pour que le traitement médical ou chirurgical obtienne son maximum d'efficacité, il faut assurer corrélativement au malade la tranquillité morale ; et, si besoin est de continuer certains soins après la sortie de l'hôpital, souvent insuffler au convalescent la volonté de s'astreindre à ces soins et précautions. Comment un malade pourrait-il voir son état s'améliorer, s'il est tourmenté par l'incertitude de conserver ou de retrouver une situation et par la pensée de l'état précaire où sa maladie plonge sa famille dont son gain assurait le pain quotidien ? Comment d'autre part, la guérison pourrait-elle « se consolider » si, après sa sortie de l'hôpital, le convalescent ne veut pas ménager ses forces et observer les prescriptions qu'on lui a faites avant son départ ?

Lorsque le malade est seulement consultant, et se soigne ou est soigné chez lui, les difficultés sont analogues. Il faut s'assurer si le malade est capable d'observer le traitement prescrit, si les conditions matérielles et morales dans lesquelles il se trouve ne rendent pas impossible ou très difficile l'observance des prescriptions médicales. Conseiller du repos, des vacances, un meilleur régime à un malade dont le travail est le seul soutien de sa famille, c'est inévitablement courir à un échec, puisque ce traitement coûteux ne pourra être appliqué, si aucune aide ne peut être apportée à la famille du malade et au malade lui-même pendant le temps de sa maladie, et jusqu'à son complet rétablissement. La situation est la même, si le malade est un enfant appartenant à une famille peu fortunée, ou une femme sur qui pèse la lourde

(1) Toute cette étude est inspirée du rapport du Dr Richard Cabot à la *Première Conf. Int. du service social* (1928). Vol. III, p. 322 et seq, et du petit volume « *Essai de Médecine sociale* », du même auteur.

responsabilité d'assurer l'ordre et le bien-être à son foyer. Dans d'autre cas, le traitement n'est pas appliqué ou l'est imparfaitement, parce que les indications du médecin ont été mal comprises ou que le malade ne veut pas s'astreindre à des soins parfois longs et minutieux. Surchargé de besogne, le médecin consultant n'a pas le temps « de visiter le malade chez lui, de s'enquérir de sa situation pécuniaire, de pénétrer sa mentalité, de comprendre et d'influencer cette multiple ambiance psychique, domestique et industrielle, qui souvent est pour beaucoup dans les maux qui affligent le patient, et où il importe, notons-le bien, de chercher le chemin de sa guérison (1) ».

D'autre part, les infirmières sont attachées à l'hôpital et ne peuvent suivre le malade chez lui. Et quant à celles qui se sont spécialisées dans les soins à domicile, le malade ne leur fait pas appel, soit parce qu'il n'y pense pas, soit surtout parce que ses ressources ne le lui permettent pas.

De cette brève analyse, il ressort à l'évidence que « médecin et malade avaient besoin d'un collaborateur pour développer et interpréter les instructions du premier en les transmettant au second, à la famille de celui-ci et aux œuvres de bienfaisance extra-hospitalières » (2).

Ce collaborateur existe : c'est l'assistante sociale attachée à l'hôpital. C'est elle qui, suivant le malade pendant tout le temps de sa maladie, fera disparaître les déficiences que nous signalions tout à l'heure et aidera économiquement, matériellement et moralement le malade et sa famille à appliquer intégralement le traitement, et à lui assurer le maximum d'efficacité. Et c'est à cause de l'ampleur des résultats qu'elle peut obtenir et du bien qu'elle peut réaliser qu'un service hospitalier n'hésite pas à lui confier de lourdes responsabilités et à assurer sa situation matérielle ».

« Nous ne saurions déterminer la date et le lieu où des prêtres, des femmes compatissantes et autres auxiliaires

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. III, p. 523.

(2) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. III, p. 523.

bénévoles se mirent les premiers à visiter les hôpitaux dans l'espoir de favoriser le rétablissement du malade, de le réconforter dans ses souffrances ou de lui expliquer la signification de sa maladie. Assurément, cette forme de bienfaisance s'est exercée çà et là depuis des siècles, et il nous est impossible d'en indiquer l'origine. Mais nous pouvons en fixer une, et très précise, au service social à l'hôpital en tant qu'emploi exclusif et rémunéré.

« C'est en 1895, au Royal Free Hospital de Londres, sur l'initiative de M. C. S. Loch, de la Société d'organisation de la charité, que la première « Dame aumônière » (Lady Almoner) fut autorisée à se mettre à l'œuvre... Trois tâches principales lui étaient assignées : 1^o Contrecarrer les « abus de la charité hospitalière » ; 2^o Remettre aux soins de l'Etat les malades qui peuvent trouver le meilleur secours auprès des autorités publiques ou dans les institutions publiques ; 3^o Rendre le traitement des pauvres plus efficace grâce à la coopération des institutions sociales extra-hospitalières. A mesure que le service social à l'hôpital s'est développé, c'est ce dernier but qui a fini par éclipser les autres fonctions d'abord assignées aux « Dames aumônières ». (1) Ce ne fut d'ailleurs pas sans des luttes ardues que le rôle important que pouvait jouer la « Lady Almoner » dans la prévention et la guérison des maladies finit par être compris et accepté. Naturellement, aucune fonction administrative, aucun travail de bureau afférent à la réception des malades ne devait être mis à la charge de la Dame aumônière.

L'année 1913 est une date importante dans l'histoire du service social à l'hôpital ; c'est cette année là que fut publié le « Social Work in Hospitals » de M^{lle} Ida M. Cannon, premier ouvrage sur le service social à l'hôpital qui traitât le sujet dans son ensemble. Et c'est aussi de l'année 1913 que date l'établissement en Europe du service social à l'hôpital ; établissement presque simultanée en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche, et qui eut pour

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. III, p. 525.

causes principales les voyages aux Etats-Unis du Dr Charles W. du Bouchet, et de M^{me} le Professeur Else Strauss. En Belgique la première assistante sociale à l'hôpital date de 1925 ; en Suède, au Danemark, en Australie, en Chine, le service social à l'hôpital n'est apparu qu'après la guerre. On sait peu de chose sur son organisation et son fonctionnement dans les hôpitaux d'Italie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Norvège et des autres pays d'Europe.

Pourquoi le service social à l'hôpital, qui nous apparaît aujourd'hui comme un besoin si fondamental et si évident, est-il d'origine relativement si récente ? Selon M. le Dr Richard Cabot, la cause en est due aux changements eux-mêmes récents, qui se sont produits dans la conception du diagnostic et du traitement médical, et à l'influence des campagnes antituberculeuses.

Pendant bien longtemps, par tempérament professionnel, les médecins étaient incités à « concentrer leur attention sur les manifestations physiques de la maladie, et à négliger partiellement ou totalement l'intelligence, les émotions et la volonté du patient, ainsi que ses réactions aux rapports familiaux et amicaux, à son travail ou à ses amusements, à sa religion ou à son manque de religion, à toutes les influences enfin qui s'exercent sur sa vie ». Or, il y a un peu plus de trente ans, on a fini par s'apercevoir que les malades ne profiteront efficacement du traitement que si l'on modifie « leur état hygiénique, leurs conditions de travail, d'alimentation, de sommeil, leur activité mentale et émotionnelle. Ces transformations à leur tour ne sont le plus souvent possibles que si l'on améliore la condition économique, domestique ou spirituelle du malade ». Et le Dr Cabot avoue : « C'est assurément le sentiment d'un échec, de l'inutilité de mon travail de médecin d'hôpital qui me conduisit à rechercher le concours des travailleuses sociales ».

Quant aux campagnes antituberculeuses, leur influence bienfaisante en la matière s'explique ainsi. Avant toutes les autres maladies, la tuberculose a démontré « qu'elle ne se peut combattre avec succès que si le malade comprend son mal et

prend part à la lutte ». Peu à peu cette expérience s'est étendue au traitement des autres maladies, et le médecin s'est mis à « enseigner la médecine à son malade », c'est-à-dire à lui expliquer, autant que faire se peut, sa maladie, et l'action du traitement prescrit.

Il est évident que, pris par une besogne souvent écrasante, le médecin d'hôpital ne peut songer à assumer encore les deux tâches délicates et souvent de longue haleine que nous venons d'exposer et dont l'accomplissement est aussi nécessaire à la guérison du malade que le diagnostic et la prescription d'un traitement. On ne peut compter non plus sur les infirmières qui, soit hospitalières, soit spécialisées dans les soins à domicile, ne sont guère préparées à assumer la tâche très délicate et très complexe dont nous venons de donner un aperçu.

Pénétrons maintenant au cœur même du sujet, et voyons avec un peu plus de détail ce qu'est, ce que doit être la tâche de l'assistante sociale à l'hôpital.

« Le but du service social à l'hôpital est de parvenir à comprendre le malade et tout ce qui est de nature à permettre de compléter les efforts des médecins et des infirmières à la fois dans l'intelligence de sa maladie et dans son traitement.... Comprendre le malade, c'est surtout comprendre : 1° son état d'esprit ; 2° sa situation pécuniaire, domestique et professionnelle ; 3° les mêmes faits touchant sa famille et son entourage immédiat à l'école, au travail, dans ses distractions, dans sa vie religieuse. Eclairer et secourir le malade, c'est surtout lui expliquer : 1° la nature et l'évolution ultérieure de sa maladie ; 2° ce qu'on fait pour l'atténuer ou la guérir ; 3° quelles personnes ou quelles organisations extra-hospitalières pourront lui être utiles par l'assistance ou le traitement qu'elles lui fourniront » (1).

Le premier rôle de l'assistante sociale à l'hôpital est donc un rôle *d'interprète*. L'assistante sociale à l'hôpital doit

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. III, p. 532.

« interpréter » au malade l'hôpital d'abord, qui le plus souvent l'effraie et où il entre désespéré ; ensuite la situation dans son ensemble et l'aide sur laquelle il peut compter de la part des organisations extra-hospitalières et de certains particuliers.

Le second rôle de l'assistante sociale à l'hôpital est un *rôle de liaison*. Son œuvre « consiste essentiellement à établir *un lien* entre le patient et toutes les *sources* où il pourra trouver du secours », à « relier le patient à toutes les sources de secours disponibles : 1° en Dieu ; 2° en lui-même ; 3° dans le monde environnant ». C'est, comme on le voit, le rôle général de toute travailleuse sociale qui vient se superposer au rôle particulier que nous avons signalé auparavant.

Il est bon de faire remarquer d'ailleurs que l'assistante sociale à l'hôpital doit obligatoirement et plus que toute autre être doublée d'une infirmière. Le cumul des deux formations est indispensable. Car une assistante sociale, quelles que soient par ailleurs sa science et ses qualités personnelles, ne sera capable d'aider complètement et efficacement un malade qu'autant que sa formation et ses études antérieures l'auront familiarisée avec la mentalité et les besoins spéciaux, aussi bien moraux que matériels, créés par la maladie.

Voici maintenant, d'après les rapports publiés dans les principaux pays depuis une dizaine d'années, comment on conçoit techniquement les fonctions de l'assistante sociale à l'hôpital (1).

Angleterre. — Les fonctions des *Almoners* sont, d'après Cabot :

1° D'acquérir une certaine connaissance des conditions familiales du malade, à l'usage du personnel médical et chirurgical ;

2° De coopérer avec les autres institutions sociales de la ville ;

(1) Pour tout ce qui suit, se reporter aux Comptes rendus de la *Première Conf. Int. du service social*, Vol. III. p. 541 et suiv.

3° De faire tout ce qui mettra le patient en mesure d'exécuter plus exactement le traitement du médecin (par exemple de le munir d'appareils chirurgicaux, tels que bandages herniaires, plaques pour pieds plats, etc, d'aider à organiser les soins de la convalescence, d'assister le malade qui doit changer de métier ou émigrer);

4° De veiller à ce que les malades sortis des services continuent à se faire traiter ;

5° De s'enquérir des institutions publiques qui intéressent la santé ou la situation sociale du patient, et d'agir en coopération intime avec ces institutions ;

6° D'administrer les fonds d'assistance de l'hôpital ;

7° De discuter avec les patients leur quote-part des frais de traitement, et d'en assurer l'encaissement, si l'hôpital l'en charge ;

8° De prévenir l'abus que font de l'hôpital : *a)* ceux qui pourraient payer ; *b)* ceux qui ont déjà reçu des soins médicaux en vertu des lois sur l'assurance contre la maladie ; *c)* ceux qu'il conviendrait plutôt de traiter dans des institutions publiques telles que les asiles d'indigents par exemple ;

9° Insister auprès du malade sur la nécessité de s'affilier à une société de secours mutuels agréée par un Acte du Parlement, et de profiter des services des médecins des caisses d'assurance contre la maladie ;

10° Encourager l'usage des services externes des hôpitaux comme moyen d'obtenir une consultation destinée à renseigner le médecin traitant.

Allemagne. — « En 1926, la Conférence nationale des travailleuses sociales et les personnes qui s'intéressent au service social hospitalier adoptèrent pour celui-ci un code de « principes directeurs » qui est intéressant et assez complet. Les devoirs de la travailleuse, tels que nous les y trouvons formulés, sont les suivants :

La travailleuse sociale hospitalière doit procurer au malade :

- 1° Les secours de la religion,
- 2° Les secours d'ordre temporel, comme suit :
 - a) Enquête sur les facteurs sociaux et psychologiques qui ont pu jouer un rôle dans l'origine de la maladie ;
 - b) Distractions et nouvelle direction à donner à l'attention du malade, en lui fournissant de la lecture, des exercices physiques et la thérapeutique par le travail ;
 - c) Attention à porter sur la situation de la famille pendant l'absence de l'hospitalisé ;
 - d) S'assurer que le patient ne perdra point sa situation pendant qu'il est malade et ne sera privé d'aucun de ses droits civils ;
 - e) Organiser l'examen médical de toute personne qui a été en contact avec un patient atteint de tuberculose ou de maladie vénérienne ;
 - f) Pourvoir au rétablissement durable du malade sorti de l'hôpital (secours pécuniaires, soins d'une infirmière, transfert à d'autres institutions ou œuvres, aide au placement ou au changement de travail).

« Dans l'exposé donné par M^{lle} Landsberg du service social à l'hôpital dans trente-cinq villes d'Allemagne pendant l'année 1926, nous lisons que les hôpitaux attendent unanimement de la travailleuse sociale les services suivants :

- 1° Aider le malade à se procurer les médicaments, bandages, etc.
- 2° Organiser les soins aux consultants,
- 3° Organiser la convalescence,
- 4° Administrer les secours matériels,
- 5° Améliorer l'hygiène du foyer,
- 6° Améliorer l'hygiène du travail,
- 7° Coopérer avec toutes les institutions privées et publiques.

France. — Les fins que se propose le service social des hôpitaux ont été énumérées en 1927 comme suit :

1° Découvrir toutes les causes sociales que le médecin peut ignorer qui entretiennent et aggravent la maladie ;

2° Résoudre toutes les difficultés morales et matérielles qui s'opposent au traitement ;

3° Aiguiller les malades, sous la direction médicale, sur les services dont ils relèvent ;

4° Faire agir simultanément toutes les œuvres qui peuvent venir en aide à la famille ;

5° Prolonger au delà de l'hôpital l'influence médicale, afin d'éviter une récurrence de la maladie et ramener aux consultations les malades qui seraient tentés d'abandonner leur traitement ;

6° Remettre la famille en état de se suffire à elle-même ;

7° Contribuer à la prévention des maladies et à la conservation de la santé.

Etats-Unis. — C'est dans la brochure de M^{lle} Louise S. Bryant, Ph. D. intitulée *Fonctions of Medical social service*, parue sous les auspices du *Committee on Functions*, institué par l'association américaine des assistantes sociales des hôpitaux, qu'on trouve le mieux analysé le rôle de la travailleuse sociale dans les hôpitaux des Etats-Unis.

En Amérique, la travailleuse sociale hospitalière a pour principales fonctions :

1° D'apporter au médecin, qui les utilisera non seulement dans le diagnostic, mais aussi dans l'interprétation des problèmes relatifs à la santé de son malade, des données prises dans l'histoire sociale de ce dernier (1), dans la connaissance de sa vie familiale et de ses rapports avec d'autres milieux, enfin dans son histoire économique et industrielle.

(1) L'histoire sociale du malade est un compte-rendu de son hérédité, de son développement, de sa conduite, de son éducation, de ses intérêts actuels de ses distractions, de ses fréquentations et des traits de sa personnalité.

2° D'expliquer et d'interpréter l'état physique et mental du malade, tel qu'il résulte des constatations du médecin de l'hôpital, au malade lui-même, à sa famille et à ses amis, dans la mesure où la chose est désirable.

3° D'apporter les mêmes données d'ordre physique et mental concernant le malade aux institutions extra-hospitalières compétentes que l'on groupe dans les catégories suivantes :

- a) œuvres d'hygiène,
- b) œuvres sociales (1),
- c) œuvres industrielles,
- d) œuvres éducatives,
- e) œuvres des loisirs,
- f) œuvres d'assistance légale et administrative,
- g) œuvres religieuses.

4° De collaborer à la régénération physique et sociale du malade en s'informant de sa condition actuelle au point de vue social et économique, de son état de santé et de sa moralité d'après ses états de service industriels.

5° De tirer parti pour son traitement des ressources qu'on pourra découvrir en lui-même, dans sa famille, ses relations, ou dans une œuvre quelconque appartenant aux catégories ci-dessus énumérées.

6° D'améliorer l'état matériel de son foyer ou la direction de son ménage, en tant que sa santé physique et morale peut en être influencée.

7° De fortifier les liens de l'affection et de la fidélité familiales, de favoriser autant que possible l'établissement de rapports meilleurs entre le malade et ses amis.

8° De procurer au malade des distractions convenables.

9° D'améliorer autant que possible l'ambiance matérielle de son travail ou la façon dont il organise son travail.

(1) C'est-à-dire s'occupant des familles, des enfants ou d'assistance en général.

10° De lui expliquer la nature, l'importance et l'évolution ultérieure de son mal, et les interdictions qu'il lui impose.

11° De reconnaître, protéger et développer dans la psychologie du malade les éléments de vitalité qui peuvent fortifier sa santé mentale et physique.

12° D'organiser en faveur du malade ou de sa famille les secours pécuniaires et matériels indispensables à son rétablissement ou aux soins qu'exigent son état, sans diminuer son indépendance.

13° De procurer à sa famille les conseils d'hygiène ou les examens médicaux que paraissent exiger les intérêts du malade et ceux de l'hygiène publique.

De plus il entre dans les fonctions de l'assistante sociale à l'hôpital d'utiliser les connaissances et l'expérience acquises dans l'accomplissement des fonctions ci-dessus exposées pour le perfectionnement des œuvres existantes, ainsi que pour l'amélioration de l'état de choses dans l'industrie locale, dans l'enseignement, dans l'utilisation des loisirs, dans l'hygiène publique. Il en résulte que :

14° Là où les ressources manquent dans ces divers domaines, la travailleuse sociale fera œuvre utile en attirant l'attention sur les lacunes, d'après le témoignage de son expérience personnelle... C'est à elle de faire connaître les besoins de sanatoriums antituberculeux, d'hôpitaux ou de services de psychiatrie, d'établissements pour les arriérés mentaux ou les syphilitiques. En outre :

15° Son expérience pourra lui inspirer de chercher à obtenir une meilleure coordination, une coopération plus efficace entre les œuvres sociales et les œuvres d'hygiène.

16° De plus, elle aidera à recueillir des observations individuelles en vue des études et des discussions entreprises par petits groupes (par exemple, observations de maladies professionnelles, de filles-mères, d'enfants cardiopathes) qui fraieront un chemin aux études et enquêtes ultérieures.

Ces programmes d'action sont, comme on le voit, fort détaillés. Cependant ils n'épuisent pas encore la possibilité

d'action de l'assistante sociale à l'hôpital. Bien souvent en effet, l'assistante sociale devra suppléer au chef de famille, et savoir prendre les décisions d'où dépendra la conservation ou le salut du foyer. Un exemple sera plus éloquent qu'un long raisonnement. Un malade veut à toute force sortir de l'hôpital, parce que sa femme et son enfant sont dans le besoin. Il accuse 40° de fièvre. C'est là un cas d'urgence. L'assistante sociale se met en campagne. En 4 heures, elle s'est procuré 210 frs, a fait envoyer du charbon à la maison et trouvé pour la femme du travail pour dès le lendemain.

Et c'est la tranquillité pour le malade, en même temps que le salut de ce foyer menacé de ruine par la maladie.

Il nous reste à dire un mot du concours que peut et doit apporter l'assistante sociale à la direction de l'hôpital. On peut ramener à deux les formes essentielles de ce concours :

1° Distinguer parmi les malades qui sollicitent leur admission dans un hôpital ceux qui ont le plus besoin de l'assistante sociale, sans cesser pour cela de consacrer une partie de son temps au service des cas individuels, afin d'éviter le découragement et le dégoût qui tarderaient à naître de ce contact trop bref et trop superficiel de cette multitude d'êtres humains.

2° Assurer, dans la conduite générale d'un service de consultations, la coordination nécessaire des médecins, infirmières, techniciens, employés administratifs et assistantes sociales.

Cette revue des programmes d'action que se proposent en la matière les différents pays, nous permet de noter quelques petites différences sur le caractère plus spécifiquement national de l'objectif visé.

En Angleterre, la tâche de l'assistante sociale à l'hôpital est plus particulièrement médicale et hygiénique. En Allemagne et en France, on fait la part plus grande à l'action sociale proprement dite.

Mais c'est aux Etats-Unis qu'on trouve un programme

d'action aussi complet qu'on peut le souhaiter. Les divers rôles de l'assistante sociale sont nettement définis ; et chacun se voit accorder l'importance qui lui revient : rôle d'interprète près du malade, de sa famille, du médecin, etc ; rôle d'agent de liaison entre les œuvres et le malade, et entre les œuvres elles-mêmes ; rôle d'initiative enfin là où une modification ou une innovation utile suggérée par les circonstances paraît devoir être apportée pour le plus grand profit de tous.

Est-ce à dire que les autres pays aient, pour bien faire, à copier servilement les Etats-Unis ? Non, car les physionomies des services sociaux dans les différents pays correspondent aux traits particuliers des mentalités nationales, et aussi à des nécessités qui peuvent être plus ou moins pressantes, plus ou moins accentuées selon le standard de vie moyen de la population à laquelle ont le plus généralement affaire les assistantes sociales.

*
* *

Dans le service social psychiatrique, la tâche de la travailleuse sociale est double. Selon M. Roger Dupouy, elle doit : 1° aider à la guérison ou au soulagement de la psychopathie et de ses conséquences, c'est-à-dire faire œuvre d'assistance individuelle ; 2° s'efforcer de préserver d'une atteinte psychopathique l'entourage ou la descendance du malade, c'est-à-dire fait œuvre d'assistance collective, et, plus exactement, de prophylaxie mentale.

Cette tâche, la travailleuse sociale devra l'exercer en toute circonstance, en faveur des sujets de tout âge.

La travailleuse sociale pourra donc se spécialiser plus particulièrement dans le service social psychiatrique de l'enfance, dans celui de l'adulte ou du sénile. Dans le premier cas, la collaboration de l'instituteur et du médecin, du pédagogue et du neuropsychiatre est indispensable, et la travailleuse sociale devra s'occuper non seulement de l'enfant anormal ou en danger moral, mais aussi des « élèves brillants » afin de s'assurer qu'on ne les soumet pas à un

travail dépassant leur résistance individuelle à la fatigue et à l'effort mental, et enfin des enfants et adolescents coupables dont le relèvement s'avère possible.

Dans le service social de l'adulte, la travailleuse sociale aura à détourner autant qu'elle le pourra les individus de l'alcoolisme et du surmenage ; elle aura aussi à s'occuper des prévenus et détenus civils et militaires, et à dépister parmi eux ceux qui ne sont que des psychopathes délinquants ou criminels en provoquant une expertise psychiatrique susceptible d'éclairer les juges sur la meilleure appropriation au cas de l'individu d'une sanction médicale ou d'une sanction juridique, d'un traitement ou d'une peine, de l'hôpital ou de la prison. De même, dans les refuges de vagabonds, elle aidera à opérer le triage clinique des débiles, pervers, trimardeurs paranoïaques, affaiblis intellectuels, miséreux sans logis ni ressources, paresseux incorrigibles, fugueurs délirants, etc. Elle essaiera également d'arracher à la prostitution celles qu'une débilité mentale congénitale ou un déséquilibre constitutionnel lui aura amenées. Enfin elle aidera le psychopathe guéri à reprendre sa place dans la société.

Dans le service social psychiatrique du sénile, c'est à l'assistante sociale à « catéchiser » la famille pour qu'elle garde près d'elle le vieillard encore capable de conscience et de souffrance morale, à faire obtenir les secours nécessaires, à faire admettre dans les hospices les vieillards qui n'ont plus ni ressources, ni famille, etc.

C'est au dispensaire, dans les services d'hospitalisation, au domicile du malade, à sa « permanence » enfin, que l'assistante sociale de psychiatrie exercera ses fonctions, comme l'expose dans sa thèse, d'une façon très intéressante et détaillée, M^{me} Lacroix-Dupouy (1), mais que le cadre de cette modeste étude ne nous permet malheureusement pas de reproduire ici.

(1) M^{me} Lacroix-Dupouy. *La conception de l'hôpital psychiatrique. Le dispensaire de prophylaxie mentale et le service social*. Thèse, Paris 1926.

L'assistante sociale près du tribunal et notamment près du tribunal pour enfants ⁽¹⁾

S'il est une misère bien propre à émouvoir les sensibilités et à susciter un désir et une volonté efficaces d'y remédier dans toute la mesure du possible, c'est la misère morale aussi bien que matérielle des jeunes délinquants ou des enfants maltraités ou poussés au mal par ceux-là mêmes qui sont leurs protecteurs et leurs éducateurs naturels ; et c'est à bon droit que la triste situation morale dans laquelle se trouvent un trop grand nombre de ces enfants et de ces adolescents a ému des hommes et des femmes de cœur.

Un premier pas vers l'amélioration du sort de ces malheureux avait été fait par la création de tribunaux spécialisés dans les cas de délits et de crimes juvéniles. Mais il ne suffisait pas de proportionner la peine à l'âge et au degré de responsabilité des prévenus. On pouvait envisager mieux ; on pouvait vouloir assurer la préservation future ou entreprendre le relèvement d'un enfant dont la situation moralement déplorable a été découverte à l'occasion d'une plainte ou d'une arrestation. Préservation et relèvement qui sont un besoin, autant pour la société que pour l'individu, et qui pour la société est une nécessité vitale autant qu'une mesure de justice.

C'est pour répondre à ce besoin et accomplir ce devoir de justice que le service social de l'Enfance en danger moral a été créé à Paris, en mai 1923, à la demande des magistrats du Tribunal pour Enfants et Adolescents, M. Rollet et Aubry. Son but est d'aider les magistrats de ce tribunal dans le rôle d'éducateurs et de protecteurs de l'Enfance que les lois de 1912 leur ont prescrit sans leur donner toutefois les possibilités pratiques de le remplir.

Le rôle des assistants et assistantes du service social de l'Enfance en danger moral, est de servir de liaison entre les magistrats, la famille de l'enfant, l'enfant lui-même et les

(1) Nous donnons comme exemple dans les pages qui suivent ce qui s'est passé en France.

institutions publiques ou privées qui s'occupent de l'enfance à un titre quelconque.

Leur action est triple :

1° Faire sur l'enfant et son entourage des enquêtes sociales et familiales, qui, complétées par les consultations médico-psychiatriques et syphiligraphiques du service, documentent le magistrat sur l'histoire de l'enfant et les causes réelles des difficultés à résoudre.

2° Proposer des solutions au juge (mesure d'éducation, soins, changement de milieu).

3° Exécuter certaines mesures adoptées et exercer sur l'enfant et sa famille une surveillance amicale et une influence éducative.

Les progrès de ce service ont été assez rapides. Les corrections paternelles d'abord attirèrent son attention. On commença par considérer les enfants difficiles, puis on s'attacha également aux enfants moralement abandonnés ou négligés.

Parents et enfants sont convoqués devant le juge de correction avec l'assistante sociale.

Les parents adressent une lettre au Président du Tribunal qui fait faire une enquête sommaire. Le Président convoque les parents et l'enfant avec l'assistante, laquelle s'occupe de trouver une solution. Notons que bien souvent l'enquête a fait découvrir l'indignité de la famille.

C'est ensuite la question délicate de la déchéance paternelle qui a préoccupé le service social. Intéressé par la multitude de cas classés purement et simplement, il s'est efforcé de leur faire donner par ses assistants une solution consistant presque toujours en des arrangements à l'amiable. La méthode est très simple : au point de vue poursuites judiciaires, le juge classe l'affaire. Mais ensuite, il délègue l'assistante sociale en l'appuyant de son autorité, en la chargeant de donner à l'affaire la meilleure solution possible.

La troisième phase de l'évolution suit de près, et au bout d'un an et demi, on la voit déjà se dessiner. A ce moment, le Président du Tribunal était M. Aubry, qui se passionnait vivement pour le service social. M. Aubry découvre dans la

loi une disposition qui n'est pas appliquée : le juge d'instruction a le droit de nommer un auxiliaire social (ou rapporteur). Tout naturellement, il se pose la question : « Pourquoi ne fait-on pas d'enquête? » — et on institua l'enquête.

On commença par appliquer le nouveau régime aux mineurs de treize ans. L'Assistante ou l'assistant social (le rapporteur) fait une enquête, et la donne au juge d'instruction. L'enquête est ensuite versée dans le dossier et communiquée au juge. On étendit ensuite ce régime aux plus de treize ans. Actuellement, les enquêtes sont faites pour tous les enfants jusqu'à 18 ans.

Notons que depuis l'organisation d'une consultation médico-psychologique dans les prisons, le médecin qui s'en occupe réclame également l'enquête sociale.

Bien entendu, le travail de l'assistante sociale diffère un peu selon les cas, car on n'assiste pas de la même manière un jeune voleur ou un jeune vagabond dont la famille se désintéresse, un enfant maltraité ou poussé au vice, et un jeune délinquant qui fait le désespoir d'une famille honorable.

Etudions maintenant plus en détail cette triple action.

La première branche du service social a été organisée auprès du Juge des Corrections paternelles. Le Code Civil (article 375 et sqq.), ne prévoit que la détention de l'enfant ou de l'adolescent dont les parents ont à se plaindre. C'est un peu sommaire et bien des abus étaient possibles. Avec l'aide et le concours des assistantes sociales, les magistrats ont transformé les audiences de correction paternelle en une véritable consultation paternelle où sont envisagées avec les familles les diverses solutions susceptibles d'amender le mineur. La correction un peu trop primitive a été ainsi peu à peu transformée en traitement curatif approprié à chaque cas. Cette pratique a fini par créer une heureuse tendance. Beaucoup de parents sollicitent maintenant l'assistance du Tribunal en spécifiant qu'ils ne désirent pas un emprisonnement, mais seulement un placement ou une surveillance. Actuellement aucune ordonnance de correction paternelle ne peut être obtenue par surprise de

la bonne foi des juges, et en tout état de cause, l'enquête bienfaisante du « Service social de l'Enfance en danger moral » a évité l'incarcération prématurée ou injustifiée d'un enfant plus malheureux que coupable.

La seconde branche importante du service social de l'Enfance en danger moral est celles des Déchéances Paternelles. Le but de cette seconde « formation » est d'aider le substitut chargé de protéger les enfants maltraités ou en danger. Là encore le travail et l'influence des assistants et assistantes ont été des plus bienfaisants. Renseigné par leurs enquêtes, le magistrat rend sa décision en toute connaissance de cause. Il prononce la déchéance, s'il ressort avec évidence que les parents sont indignes ou incapables. Il leur laisse l'autorité paternelle si, par une influence régulièrement exercée, il semble possible d'améliorer la situation de l'enfant. Souvent grâce à l'autorité du magistrat et à l'influence de l'assistante, les parents consentent à placer leurs enfants comme on le leur conseille et la famille reste sous la surveillance du service social.

Les résultats de ce régime sont très encourageants. On constate chaque année :

— Une grande diminution du nombre des jugements de déchéance ou même des retraits de garde (286 jugements de déchéance en 1931 sur 1866 demandes) ayant toutes fait l'objet d'enquêtes de police et d'enquêtes sociales.

— Un bien plus grand nombre de placements tutélaires, amiables, des enfants, en plein accord avec la famille coupable ou négligente.

— Une diminution sensible de l'envoi des enfants maltraités à l'Assistance publique.

— Une surveillance prolongée des familles.

La troisième branche du service est celle de rapporteurs auprès des Juges d'instruction pour les petits délinquants mineurs de treize ans.

Tels sont les trois domaines dans lesquels s'effectue le travail des assistants et assistantes du service social de

l'Enfance en danger moral. Mais là ne se borne pas leur activité.

Ces travailleurs sociaux assistent également les parents et les adolescents qui s'adressent spontanément à lui, ainsi que certains enfants que lui signale la Préfecture de Police.

D'autre part, depuis novembre 1927, à l'occasion de l'examen médico-psychologique de certains jeunes délinquants qui a lieu régulièrement à Fresne, les assistants font pour les médecins les enquêtes familiales qui sont communiquées au Juge d'instruction et restent dans le dossier.

Parfois encore, ils se voient confier par l'Administration pénitentiaire la surveillance et la direction de pupilles qui, vu leur conduite, ont mérité d'être libérés conditionnellement.

Ils assurent aussi les enquêtes sociales que le Parquet se propose d'ordonner pour les mineurs « libres » des deux sexes qui seront l'objet d'une information et seront soumis à un examen médico-psychologique à l'instar des mineurs détenus.

Enfin les Travailleurs du service social de l'Enfance en danger moral collaborent également d'une façon active avec diverses œuvres de protection ou de relèvement, notamment avec les *Délégués à la liberté surveillée*, la *Sauvegarde de l'Adolescence*, l'*Aide sociale aux Jeunes*, les *Marraines sociales* (œuvre fondée par M^{lle} Zwiller), la *Brigade ou section spéciale de la Protection des mineurs de la Police judiciaire* et enfin avec le *Service des examens médico-psychologiques des jeunes détenus des deux sexes*. (1).

Lorsque pour une raison quelconque, l'enfant ou le mineur ne peut être laissé à sa famille, les enfants sont confiés à des écoles de l'Etat (Maisons d'éducation surveillée, Ecoles de Préservation) ou à des Patronages. En 1931, 163 mineurs ont été confiés aux premières, et 634 aux seconds.

(1) D'après le rapport pour l'année 1931, de M. Robert Baffos, substitut près le Tribunal pour Enfants et Adolescents de la Seine, sur le fonctionnement de ce tribunal.

Toute cette amélioration apportée aux sort des enfants et adolescents difficiles ou délinquants n'a été possible que grâce au travail des assistantes et assistants sociaux, qui a permis aux juges de rendre leurs verdicts en pleine connaissance de cause et d'adapter leurs décisions aux besoins normaux des jeunes délinquants en transformant dans toute la mesure du possible, la punition en un véritable traitement curatif ou préventif.

C'est surtout près des tribunaux pour enfants que le service social s'est beaucoup développé et cela pour des raisons faciles à comprendre : dans bien des cas, en effet, on peut se demander si l'enfant est pleinement responsable de ses actes. Il serait à souhaiter que le service social se développât également près des tribunaux pour adultes. Ce service social devrait avoir un caractère plus nettement psychiatrique encore que celui près des Tribunaux pour enfants, car normalement un adulte criminel ne peut voir sa peine diminuée ou changée en « traitement » que pour anomalie mentale. (1)

La travailleuse sociale dans l'industrie.

Dans toute forme de travail ou d'industrie, le grand nombre de ceux qui s'y appliquent pour en tirer leur subsistance et celle des leurs ne gagnent pas beaucoup plus que ce qui leur est strictement nécessaire. La plupart même ne gagne que ce strict nécessaire. Un accident, la maladie peut donc désorganiser rapidement une famille d'ouvriers ou de petits employés. D'autre part la femme travaillant souvent en même temps que le mari, la maison demeure vide toute la journée, et de pressants problèmes se posent relativement à l'organisation de la vie des tout-petits et des écoliers durant l'absence de la mère. Enfin toute la responsabilité de la concentration industrielle et de ses consé-

(1) V. ci-dessus : *L'Assistante sociale dans les services sociaux de Psychiatrie*, p. 88.

quences sociales et familiales doit être pratiquement assumée par les patrons des entreprises. Comme le fait très justement remarquer M. H. Pauwels, secrétaire de la Confédération des syndicats chrétiens (Bruxelles), c'est à eux qu'il incombe « d'éviter, ou tout au moins d'atténuer aussi complètement que possible les conséquences funestes qui résultent au point de vue de l'hygiène physique et morale de leurs ouvriers et même de leurs familles de l'état social » (1) qu'ils ont contribué à créer, à maintenir et à développer tout en demeurant impuissants à en supprimer les inconvénients qui lui sont inhérents. Et ce n'est qu'en faisant du service social qu'ils pourront satisfaire à l'obligation qu'ils se sont créée de parer aux déficiences de l'état de choses dont ils sont responsables.

Là encore, ce sera la travailleuse sociale qui sera leur principale collaboratrice, à l'usine, à l'atelier, ou dans le service des allocations assurées par les caisses de compensation.

La surintendante d'usine.

La surintendante d'usine est, par excellence, la travailleuse sociale de l'industrie. C'est la travailleuse sociale qui a accepté comme tâche l'organisation du service social à l'intérieur d'une usine, d'un atelier ou de toute autre entreprise industrielle.

Son action sociale peut s'exercer à l'usine ou hors de l'usine.

A. — A l'usine.

A l'usine même la surintendante crée, dirige ou contrôle les services sociaux :

cantines et réfectoires, salles de repos, de lecture et de détente qui accueillent les ouvriers qui demeurent trop loin pour pouvoir retourner chez eux ;

crèches et garderies qui délivrent les mères d'angoissantes incertitudes ;

(1) *Première Conf. Int. du service social*, Vol. III, p. 53.

dispensaires et consultations qui permettent aux ouvriers de se faire soigner plus facilement et dans les meilleures conditions et qui permettent de dispenser aux accidentés les premiers soins.

D'autre part, les surintendantes veillent à ce que le travail en usine s'accomplisse dans les meilleures conditions hygiéniques. C'est ainsi qu'en Belgique on vit s'étendre l'usage des bains-douches, des lavoirs, une meilleure aération, un éclairage plus parfait, souvent une disposition plus agréable des locaux.

La surintendante s'occupe également de la prévention des accidents du travail, qui constitue d'ailleurs un problème aussi bien économique que social.

Elle « doit avoir de solides connaissances d'hygiène et de prophylaxie, car elle doit savoir dépister la tuberculose dans une famille pour la mettre en rapport avec le dispensaire antituberculeux qui devra faire soigner le malade, envoyer en préventorium les enfants suspects et organiser la prévention de ceux qui sont encore indemnes.

« Elle doit savoir également prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec le médecin, pour éviter l'extension d'une épidémie qu'il s'agisse de diphthérie, rougeole ou scarlatine parmi les enfants d'un groupe scolaire aussi bien que de grippe ou de dysenterie chez les adultes travaillant dans le même atelier.

« Il lui faut aussi, étant donné ses rapports avec les ouvrières ou même simplement avec les femmes d'ouvriers, être au courant de toutes les questions d'hygiène autant que d'assistance prénatales, d'accouchement et de puériculture, afin de prévenir les avortements accidentels ou criminels, faire soigner la femme enceinte, l'adresser à la consultation prénatale, puis à la maternité, ou la confier à une sage-femme compétente. Après la naissance de l'enfant, elle aura de même à diriger la mère nourrice vers une consultation de nourrissons, la crèche ou la chambre d'allaitement, et ensuite vers la garderie d'enfants, toutes organisations dont elle doit assurer la surveillance et la haute direction, mais

au fonctionnement desquelles elle ne doit pas exclusivement se consacrer, sous peine de se laisser trop absorber par les détails et ainsi perdre de vue l'ampleur de sa responsabilité et l'étendue de sa mission ». (1)

L'aide d'une infirmière-visiteuse spécialisée dans les deux branches *tuberculose, enfance*, et d'une infirmière soignante lui sera donc à peu près indispensable, soit que ces infirmières soient attachées spécialement à l'entreprise ou à un groupe d'entreprises, soit qu'une entente ou un arrangement soit conclu avec elles, dans le cas où l'entreprise ne serait pas assez importante ou ne nécessiterait pas une « permanence » de toutes les heures.

La surintendante joue aussi un rôle important dans l'embauchage du personnel. D'accord avec les chefs techniques, elle se préoccupe de la sélection et de l'emploi de la main d'œuvre, s'efforçant de constituer une base plus scientifique au système souvent trop empirique qui régit l'emploi et l'embauchage des travailleurs. Elle s'intéresse plus particulièrement au personnel féminin qui a plus besoin d'être soutenu, protégé et guidé. La répartition et l'avancement des ouvriers sont également des domaines dans lequel la surintendante a son mot à dire... (2)

La tâche de la surintendante se voit encore compliquée par les problèmes que pose l'immigration. Beaucoup de nos industries ont dû, après la guerre, faire appel à la main d'œuvre étrangère. De même notre agriculture. Polonais et Italiens, Espagnols et Kabyles vinrent donc nombreux en France, les premiers avec leur famille, les seconds isolément. Transplantés volontairement sans doute, mais presque brutalement dans un pays dont ils ne connaissent ni la langue ni les coutumes, ces ouvriers, leurs femmes

(1) D^r P. F. Armand Delille. — *Le Service social dans les collectivités contemporaines*, Chap. VIII, p. 161-162.

(2) Consulter le rapport de M^{lle} Catelet, surintendante d'usine, à l'assemblée générale de l'Association des surintendantes, Mai 1928, v. notamment la partie de ce rapport consacrée au rôle des surintendantes dans l'embauchage et la sélection professionnelle par la méthode psychotechnique.

et leurs enfants sont pratiquement des inadaptés. En plus des difficultés ordinaires inhérentes à la vie de l'ouvrier, se pose donc en plus pour eux le problème vital d'une adaptation progressive au milieu environnant. Adaptation non moins importante du point de vue du patron que de celui de l'ouvrier, car une inadaptation prolongée de la part de ces déracinés peut amener des troubles soit dans la marche normale de l'usine, soit dans la discipline.

Un autre rôle de la surintendante, rôle dont l'importance ne le cède en rien à celle des précédents, c'est celui de *conciliatrice*. Connaissant à fond par définition la vie de l'usine sous tous ses aspects et dans tous ses détails, n'oubliant jamais d'autre part que la femme doit toujours être une messagère de paix, la surintendante se trouve éminemment qualifiée pour jouer le rôle d'intermédiaire entre ouvriers, contremaîtres et patrons lorsqu'un conflit vient à naître. Mais pour être à même de jouer utilement ce rôle, il va sans dire que la surintendante devra posséder un minimum de notions juridiques et être au courant de la législation du travail.

B. — En dehors de l'usine.

L'activité d'une surintendante d'usine s'exerce également hors de l'usine. Ce n'est pas seulement la vie de l'ouvrier à l'usine qu'elle veut adoucir et améliorer ; c'est également sa vie en dehors de l'usine, sa vie dans sa famille ; ce qui la préoccupe au même point, ce sont ses distractions qu'elle veut saines, sa culture intellectuelle et morale qu'elle veut étendre et intensifier.

Et cette activité revêt des formes aussi multiples et aussi variées que celles qu'elle exerce à l'usine même.

La surintendante organise l'emploi des loisirs ouvriers, et s'occupe d'encourager et de promouvoir toutes sortes d'œuvres d'éducation ou d'agrément : écoles professionnelles, jardins ouvriers, cercles de sports ou de voyages, bibliothèques, conférences sur l'hygiène, la morale, etc ; cours d'enseignement ménager de couture ou de coupe ; création

de l'œuvre du trousseau ; création d'écoles ménagères pour les jeunes filles qui veulent bien sacrifier une année avant d'entrer à l'usine.

Toutes les fois qu'elle le pourra, elle essaiera de résoudre le problème des logements ouvriers par la création de cités ouvrières et de cités-jardins.

L'un des plus chers objectifs d'une surintendante, l'un des plus nobles, l'un des plus utiles aussi, et d'un intérêt et d'une importance qui n'échapperont à personne, c'est de réorganiser dans toute la mesure du possible et de restaurer la vie familiale de la famille ouvrière, désemparée et désorganisée par le travail en usine de la femme et le manque déplorable d'éducation ménagère dont font preuve tant de jeunes filles et de jeunes femmes qui seraient pourtant aptes par leurs qualités foncières à fonder et à garder des foyers heureux.

Ce que font et ce que peuvent faire les surintendantes pour mener à bien cette tâche délicate et pourtant primordiale, M^{lle} Geoffroy l'a très bien exposé et résumé dans un rapport présenté à l'assemblée générale de l'association des surintendantes, en mars 1928. Création de cours ménagers, et d'écoles ménagères ; organisation et présentation agréables et avenantes des ateliers, lavabos, vestiaires, crèches, infirmeries..., prêchant d'exemple par leur aspect l'ordre et la propreté plus efficacement que toutes les objurgations, tels sont les moyens essentiels que peut mettre en œuvre la surintendante pour atteindre son but.

C'est donc dans tous les domaines qui de près ou de loin intéressent la vie de l'ouvrier et de sa famille que la surintendante doit faire rayonner son activité, son intelligence, sa connaissance théorique et pratique des besoins de la vie ouvrière, et surtout son désir sincère et désintéressé de mettre un peu plus de bien-être et un peu plus d'idéal dans cette vie souvent si pénible. Elle considère tous les ouvriers ou ouvrières de l'usine ou de l'atelier ou de l'entreprise comme une sorte de grande famille dont elle a la charge ; c'est à elle qu'il incombe de veiller à la santé physique et

morale de tous ses membres, et à leur bonne entente, et de s'assurer que chacun mène une existence normale. Son rôle est un peu celui d'une maîtresse de maison et d'une mère de famille. C'est aussi un rôle d'initiatrice et d'organisatrice. La tâche de la surintendante n'est pas d'assumer elle-même le fonctionnement de toutes les œuvres et organisations qu'elle a créées ou développées. Son rôle est un rôle de créatrice, d'animatrice et de directrice. C'est elle qui « met en train » cantine, réfectoire, crèche, dispensaire, sociétés de sports, bibliothèques, etc. Mais une fois l'élan donné, elle place à la tête de l'organisme nouveau une personne compétente et se réserve seulement la surveillance, et le droit d'apporter les modifications qui peuvent devenir nécessaires. D'une façon générale, elle cherche à mettre en action le désir de voir tout le monde jouir d'une existence plus satisfaisante et à aider de tout son pouvoir et de tout le pouvoir des institutions sociales existantes « l'effort d'hommes qui veulent former leur personnalité au milieu des souffrances de l'organisation moderne » (1).

Rôle social de la surintendante. — Devant l'introduction des surintendantes dans l'industrie, certains esprits méfiants ont cru bon d'attirer l'attention sur ce qu'ils appellent les « abus d'un fraternalisme excessif ».

Sans doute, certains patrons peuvent avoir une pensée intéressée en attachant à leurs usines, ateliers ou exploitations une ou plusieurs surintendantes. Toutefois, des abus qui ne semblent encore à l'heure actuelle qu'en état de puissance ne saurait faire fermer les yeux sur les bienfaits réels et nombreux de l'institution. Après avoir dépeint l'action immédiate et la plus visible de la surintendante d'usine, le côté technique pour ainsi dire de son activité, nous devons maintenant envisager notre sujet sous un angle plus large et considérer le rôle social de la surintendante.

L'influence de la surintendante sur les rapports qui lient le patronat au monde ouvrier peut être considérable. En

(1) *Première Conf. Int. du service social*. Vol. III, p. 460.

contact permanent, par la nature même de sa tâche, avec les chefs d'entreprise d'une part, les ouvriers de l'autre, la surintendante peut beaucoup pour améliorer ces rapports et atténuer dans de notables proportions la « haine des classes » et en supprimer les déplorables conséquences.

Insistons un peu sur ce côté particulièrement intéressant et bien d'actualité de l'activité de la travailleuse sociale dans l'industrie.

Nous avons déjà vu quel rôle pacificateur la surintendante pouvait jouer en qualité de conciliatrice.

D'autre part le soin avec lequel elle essaie d'atténuer la dureté du travail en en améliorant les conditions et en organisant des réfectoires et des salles où les ouvriers pourront se détendre, l'intérêt efficace qu'elle étend jusqu'aux familles mêmes des ouvriers ne peuvent que transformer à la longue la mentalité de ceux-ci, en les amenant à comprendre qu'ils ne sont pas seulement des rouages ou des machines analogues à celles qu'ils dirigent, mais des collaborateurs des patrons revêtus comme lui de la dignité humaine et ayant droit comme lui à la considération et à l'estime. Et tout ceci ne peut qu'aboutir à un rapprochement moral entre le travail et le capital, entre les classes « dirigeantes » ou « possédantes » et les masses ouvrières qui, à moins d'une mauvaise volonté manifeste, finiront par comprendre que le patron ne veut pas égoïstement garder pour lui seul ou les siens le surcroît de bien-être que peuvent apporter avec eux les bénéfices réalisés.

Meilleure adaptation de l'ouvrier à sa tâche, stabilité plus grande du personnel, développement de la conscience professionnelle, sentiment de sécurité accru aussi bien chez le patron que chez l'ouvrier, et par suite diminution et même suppression du « gaspillage social » dans tous les domaines, voilà ce que la travailleuse sociale contribue très effectivement à assurer. Et elle assure en même temps, indirectement, la prospérité et la fécondité de la vie économique, qui dépendent pour beaucoup de la paix et de la prospérité sociales.

Ajoutons que la surintendante peut trouver une aide et une

collaboration efficaces en la personne de *l'Ingénieur social*, dans les usines où un poste correspondant a été créé (1).

La travailleuse sociale rurale.

La travailleuse sociale rurale est celle qui veut se consacrer au service social à la campagne.

Le service social rural est peut-être, de toutes les formes qu'a prises le service social en face des besoins qui ont suscité son développement, celle qui est la moins répandue, et qui l'est le plus inégalement.

Au point de vue enseignement, ce sont les Etats-Unis qui viennent au premier rang : Dix écoles américaines sont spécialisées dans la préparation au service social des districts ruraux. En France et surtout en Pologne, on se préoccupe de cette question (2). En Grande-Bretagne, l'école d'Oxford offre des facilités toutes particulières pour l'étude des questions rurales (3).

Au point de vue pratique, c'est peut-être en Tchécoslovaquie que le service social rural est le plus développé et organisé.

Ce retard et cette inégalité dans le développement du service social rural tient aux différences multiples et spécifiques des circonstances dans lesquelles il est appelé à s'exercer.

D'abord dans beaucoup de campagnes, le paysan, s'il ignore les règles de l'hygiène, n'est pas malheureux. En second lieu, la misère se présente sporadiquement ; sauf

(1) Le cadre de cette étude ne nous permet pas d'insister sur le caractère et le rôle de *l'ingénieur social*. Consulter sur le sujet les travaux et études de H. Gleize, *Ce que l'Ingénieur Social doit savoir* ; Georges Lamirand, *Le rôle social de l'Ingénieur* ; Dr P. F. Armand Delille, *Le service social dans les collectivités contemporaines*, p. 192 et suiv.

(2) En France, il existe une Ecole sociale rurale, l'Ecole « Pro Gallia », filiale de l'Ecole d'action sociale, 5, rue Las Cases, Paris (VII) et qui donne un enseignement spécialisé, de Pâques à juillet, à Argeronne, par la Haye-Malherbe (Eure).

(3) *Première Conf. Int. du service social*. Vol. II, p. 28.

exception, elle n'affecte pas, comme à la ville, les habitants de tout un immeuble, de toute une rue ou de tout un quartier. Elle se présente le plus souvent sous forme de cas isolés, et par suite, n'attire pas l'attention comme la misère urbaine ni ne donne comme elle l'impression *d'urgence*.

Une troisième raison de cet état de chose, c'est que le cadre de l'action sociale n'est pas, comme en ville, tracé d'avance. On ne peut pas recourir à l'expérience de ses collègues, limiter ses responsabilités. Il faut prendre seul des décisions souvent graves. Les distances rendent physiquement le travail plus rude. D'autre part le travailleur social se trouve placé dans un isolement moral relatif. Le service social rural n'attirera donc que des caractères fortement trempés.

Une autre cause, essentiellement psychologiquement celle-là, du lent développement du service social à la campagne, c'est le caractère même du paysan. « Ce monde des champs, enveloppé de réserves séculaires est peut-être de tous le plus difficile à pénétrer. Silencieux, concentrés, défiants, le paysan et la paysanne ne se livrent jamais qu'à demi. Sans en avoir l'air, ils sont extrêmement susceptibles, disons... sensibles à la critique, et hélas ! devant certains défauts d'hygiène ou de propreté, la critique jaillit en quelque sorte spontanément. Cette défiance de l'inconnu, le paysan n'est pas seul à la montrer ; la nouvelle venue la rencontrera souvent chez ceux qui par leurs fonctions ou leur situation sembleraient qualifiés pour devenir ses appuis naturels, médecins, fonctionnaires, autorités sociales du village, jusqu'au moment où, à force de dévouement et d'intelligente adaptation aux circonstances, elle aura gagné sa cause ». (1)

La confiance de l'ouvrier au contraire, beaucoup plus facile à gagner, permet un travail plus efficace et surtout plus rapidement efficace. Et c'est peut-être pourquoi le service social s'est développé relativement vite dans les

(1) Les exigences particulières de la préparation au service social rural. Rapport de M^{me} la comtesse de Keranflech-Kernezne. *Première Conf. Int. du service social*, Vol. II, p. 193.

villes, et qu'instinctivement on a laissé relativement « en jachère » le service social dans les campagnes.

Enfin, dans les campagnes, le nécessaire est beaucoup plus rarement que dans les villes, un *isolé*. A la campagne, tout le monde se connaît, et si une détresse devient trop pressante, si une maladie, une mort, un accident plonge momentanément une famille ou un individu dans le besoin, il est bien rare que des voisins ou une personne charitable ne procurent pas les secours et l'aide matérielle et morale dont il a besoin.

Trois voies surtout semblent s'ouvrir à la pénétration de la travailleuse rurale :

les soins aux malades,

l'éducation sous toutes ses formes et surtout l'éducation ménagère,

enfin l'organisation des loisirs.

1° A la campagne, plus que partout ailleurs, c'est la maladie qui fera pénétrer la travailleuse sociale dans les familles. Et ceci nous oblige à nous demander si, dans le cas particulier, et par exception, une seule et même personne ne devrait pas cumuler travail social et travail de l'infirmière. Nous nous sommes attachée dans le chap. I à montrer que la travailleuse sociale et l'infirmière avaient des tâches bien distinctes à remplir, et qu'elles ne devaient pas être confondues ; nous avons montré qu'elles avaient avantage à se spécialiser l'une dans les soins aux malades et l'assistance médico-sociale, l'autre dans le service social proprement dit. Dans le service social à la campagne, il vaudrait mieux, au contraire, que la travailleuse eût à la fois une formation d'infirmière et une formation sociale, puisque c'est surtout à l'occasion d'une maladie qu'elle pourra pénétrer chez le nécessaire pour essayer d'extirper les causes profondes de la misère ou de la maladie ; et que c'est le plus souvent une maladie qui l'amènera les premières fois dans une agglomération et lui permettra d'établir le contact avec la population.

2° Un autre moyen d'agir sur les masses paysannes, c'est l'établissement de cercles d'études, de cours ménagers, de cercles d'éducation populaire ou familiale. Tout ceci doit se faire surtout sous la forme de causeries très simples, où tout le monde pourra demander des renseignements ou des conseils, et même faire part de ses observations et expériences personnelles.

3° Quant à l'organisation des loisirs, la première chose à faire, nous semble-t-il, est d'essayer de restaurer dans la mesure du possible, les fêtes et coutumes locales qui, parce qu'elles ont jailli spontanément du fond psychologique de la population, sont ce qui expriment le mieux leur caractère et répondent le mieux à leur conception particulière du délassement et de la distraction. On pourra également chercher à organiser des séances de cinéma avec un choix judicieux de films, et à créer des sociétés sportives.

Qu'il nous soit permis de faire observer que sous ses deux dernières formes, le travail social ne pourra guère s'effectuer que dans les campagnes où la *masse* de la population est réellement pauvre et plus ou moins au-dessous du niveau normal de vie du paysan au point de vue hygiène et aux points de vue moral et intellectuel, et où le paysan subissant parfois un sort dur, sent plus le besoin de recourir à l'assistante sociale.

Dans les campagnes à population aisée, la pénétration de la travailleuse sociale est beaucoup plus difficile, son influence beaucoup plus problématique, à cause même du caractère du paysan et de sa méfiance invétérée. Dans ces campagnes, l'œuvre éducative et l'organisation des loisirs seraient accomplies avec beaucoup plus de profit et avec plus de « justesse d'adaptation » par les instituteurs, institutrices, les curés ou pasteurs, et par les municipalités, autorités sociales du pays, qui, par la formation reçue, ou le sens des responsabilités qu'ils assument, doivent être par définition capables d'une action intelligemment conduite. Dans les campagnes relativement riches, il semble qu'une

infirmière-visiteuse établie au chef-lieu du canton ou du district suffira à la tâche, puisque c'est presque seulement le service médico social qu'il lui sera possible d'assurer. D'un rapport très intéressant et très détaillé de M^{me} le Dr Marie Krakesova (1), on peut, en effet, conclure que ce qui est possible en Tchécoslovaquie ne le serait pas, par exemple, dans la plus grande partie de la France. Et c'est parce que les centaines de pétitions qui arrivaient à son quartier général de toutes les parties du territoire témoignaient de la situation critique des masses paysannes que « la Croix-rouge tchécoslovaque fut la première organisation à établir le service des cas individuels à la campagne sur une base plus générale et plus méthodique ». En un an, il se présenta 2.306 cas, provenant de toutes les parties du pays. Ce chiffre est éloquent et se passe de commentaires.

Disons en terminant, qu'en ce qui concerne le traitement des cas individuels, la travailleuse sociale trouve une aide non négligeable dans le fait qu'à la campagne, presque tout le monde se connaît et qu'on peut espérer que des voisins intelligents et charitables consentiront à collaborer à l'œuvre de relèvement ou d'amélioration entreprise à l'occasion d'un cas.

L'Assistante du service social des migrants.

Comme le fait remarquer M^{lle} Françoise de Bacourt (2), peu de questions sont aussi délicates, aussi litigieuses à notre époque que la question des migrations de populations d'un pays à un autre ; et les susceptibilités nationales viennent s'opposer ou s'ajouter, suivant les cas, aux nécessités économiques ».

« Pour des raisons de commodité, on peut diviser en deux groupes les nombreux problèmes des migrants : le

(1) *Première Conf. Int. du service social*. Vol. II, p.389 et sqq^{ta}.

(2) Rapport sur la nécessité du service social des cas individuels pour les migrants. *Première Conf. Int. du service social*. Vol. II, p. 426.

premier comprendra toutes les complications ayant trait aux passe-ports, visas, permis d'entrée, affidavits, certificats de bonne vie et mœurs, aux exigences des pays d'émigration comme des pays d'immigration au sujet de l'état sanitaire, de l'analphabétisme, du service militaire, etc (1) ; le second, les difficultés sociales auxquelles tout être humain peut être en butte, mais compliquées par ce fait que la famille peut se trouver dans un pays de transit où elle ne connaît personne et dont elle ne comprend pas la langue ; elle peut aussi être récemment arrivée à destination et n'avoir pu encore s'adapter aux conditions du pays ou s'y faire des amis ; elle peut encore être séparée par l'émigration antérieure d'un ou plusieurs de ses membres. Mais alors même qu'il semble nécessaire d'étudier l'un après l'autre ces deux groupes de problèmes, il n'est pas inutile de répéter que ce sont bien les problèmes que nous essayons de diviser en catégories et non les émigrants, la même famille se trouvant souvent en butte en même temps à des difficultés techniques et à des difficultés sociales, des questions de passe-port et de maladie, de manque d'argent et de mauvaise conduite, de séparation et d'abandon se combinant constamment, si souvent semblables dans leurs aspects extérieurs, et cependant toujours différentes dans leurs effets sur l'individu, à cause de sa personnalité propre, de sa façon de réagir, de son énergie ou de son apathie, de son degré d'adaptabilité. Ainsi par exemple, si M^{me} Capek se voit refuser un visa pour elle et ses enfants parce qu'elle n'a pas fait sa demande en temps voulu, on peut appeler cela une difficulté technique ; mais si de ce fait, elle est séparée pendant plusieurs années de son mari qui est dans un autre pays, et s'il résulte de sérieuses difficultés matérielles et morales, c'est bien des problèmes sociaux qu'il s'agit. Et si telle autre famille s'est mise dans la même situation, le résultat peut être absolument différent. Tout ceci semble plus qu'évident, et pourtant la tendance qui se manifeste parfois de spéciali-

(1) Il faut y ajouter les difficultés provenant d'une législation particulière sur le « contingentement », comme aux Etats-Unis.

ser les œuvres ou organisations s'occupant d'émigrants, de telle sorte qu'elle ne soit apte à résoudre que certaines difficultés à l'exclusion des autres, ne peut avoir que de très fâcheux résultats ».

Quelques exemples achèveront de faire comprendre toute l'importance et les difficultés de la question.

« Il y a à l'heure actuelle (1) des femmes et des enfants tchécoslovaques qui, attendant un visa pour aller rejoindre aux Etats-Unis leurs maris et leurs pères, ont demandé leur passeport avant 1923 ; certains attendront encore dix ou douze ans. Telle vieille Arménienne dont le fils unique est citoyen américain devra attendre dix ans encore avant de pouvoir aller le rejoindre dans le pays où il a fait sa vie, a ses intérêts et où il est désireux de l'avoir auprès de lui pour lui procurer une vie confortable pendant ses dernières années ». Ou bien c'est une famille peu aisée dont un des membres tombe malade au cours du voyage. Si toute la famille veut attendre la guérison, tout l'argent du voyage sera absorbé en frais de toutes sortes et tout espoir de l'achever jamais sera perdu ; si la famille continue son chemin, laissant derrière elle le malade, c'est à propos de celui-ci que se poseront d'angoissantes questions au sujet du traitement de la maladie, des subsistances, de la poursuite de son voyage après guérison, etc... Ou bien c'est une femme qui est sur le point de recevoir son visa, à qui ses économies permettent maintenant d'aller rejoindre ses enfants bien établis en Amérique et qui ne peut passer l'examen mental... et qu'il faudra bien qu'on aide à réorganiser sa vie, si elle n'y arrive pas toute seule. »

Ces exemples suffisent à montrer combien est délicate la tâche de la travailleuse sociale qui s'occupe d'aider les migrants dans toutes les difficultés qui font obstacle à leur déplacement, et combien solide, approfondie et étendue doit être la formation de la travailleuse sociale qui se spécialise dans cette branche du service social.

(1) On est en 1928.

Il lui faudra d'abord une souplesse innée d'intelligence qui lui permettra de s'adapter immédiatement et exactement à la mentalité raciale du migrant, d'être à l'aise avec lui et de mettre également celui-ci à l'aise et en confiance (1).

Il lui faudra ensuite une connaissance complète et toujours tenue à jour des formalités et des dispositions législatives nationales relatives aux déplacements des migrants, ainsi que des hôtels, établissements, lieux de refuge où ils pourront s'adresser. La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères prend ici une importance capitale. Tout ceci sans préjudice d'une formation sociale générale, car les problèmes sociaux relatifs aux migrants ne sont autre chose que les problèmes sociaux qui se posent à propos de nationaux, mais compliqués du fait que le migrant se trouve dans un pays qui n'est pas le sien, qui peut en être très différent, et dont, le plus souvent, il ne connaît ni la langue ni les habitudes.

L'idée de M. le Professeur Fuster relative à la création d'une Ecole internationale de service social dont un des rôles serait la formation au service social des migrants nous paraît donc parfaitement justifiable par la nature et le nombre des difficultés qui compliquent cet aspect particulier du service social. (2)

Naturellement, c'est dans les grands ports, et dans les villes qui se trouvent sur le parcours ou aux carrefours des grandes voies internationales et intercontinentales, que les travailleuses sociales seront le mieux placées pour atteindre un plus grand nombre de migrants dans l'embarras et accomplir leur tâche avec le maximum d'efficacité.

(1) « Un sens profond d'autrui, voilà qui est une première nécessité pour quiconque s'occupe d'êtres humains ; une compréhension très réelle des diverses nationalités, de leurs coutumes, de leurs mœurs, de leurs croyances, voilà qui est une seconde nécessité pour toute travailleuse sociale qui veut aider efficacement des émigrants de plusieurs pays ». (Rapport de M^{lle} Francoise de Bacourt, *Première Conf Int. du service social*, Vol. II, p. 438).

(2) Voir supra, chap. II, p. 44.

L'assistante scolaire.

Comme toutes les formes de travail social, le travail social à l'école tire son origine de l'initiative et du dévouement privés ; et on peut certainement attribuer son origine à la création de l'école d'infirmes de la Résidence sociale Tavistock (Tavistock Settlement) à Londres, la première école de ce genre, par M^{me} Humphrey Ward, la romancière bien connue.

Depuis, le service social à l'école n'a cessé de se développer, et presque partout avec l'aide des municipalités et des pouvoirs publics. Essayons d'analyser la tâche de l'assistante scolaire.

Des études et rapports présentés au Premier Congrès du service social qui s'est tenu à Paris du 8 au 13 juillet 1928, il résulte au premier abord que l'assistante scolaire est surtout une infirmière scolaire (1). D'une façon générale cependant, on pourrait considérer le fond de sa tâche comme étant l'application des principes formulés dans la « Charte de l'Enfant », rédigée pour la Grande-Bretagne par le Conseil national des Femmes (National Council of Women) et l'Union de secours aux enfants (Save the Children Fund) et basée sur la Déclaration de Genève votée par la Société des Nations au cours de sa cinquième assemblée (2), ainsi que

(1) V. rapport de M^{lle} de Hurtado. *Première Conf. Int. du service social*. Vol. III, p. 682.

(2) Voici l'article de la Charte consacré aux « besoins particuliers » de l'Enfant pendant son séjour à l'école :

1° Les enfants seront examinés périodiquement par des médecins, pendant la durée entière de la scolarité ; toutes facilités seront fournies pour obtenir le traitement nécessaire selon les indications de ces médecins. -

2° On nommera des médecins scolaires et des infirmières scolaires en nombre suffisant. Ces dernières aideront à l'examen médical des enfants et visiteront les familles pour assurer l'exécution des ordres du médecin.

3° On installera des cliniques pour le traitement des dents, du nez, de la gorge, des yeux, des oreilles, de la peau, pour les soins orthopédiques et pour les vaccinations gratuites, antivarioliques et autres qui seront prescrites par l'Etat.

4° On réservera dans les hôpitaux un nombre suffisant de lits pour le traitement des maladies infantiles, on instituera des préventoriums et des maisons de convalescence, placés sous une surveillance adéquate.

dans le rapport de Sir George Newman, médecin chef du Ministère de l'instruction publique de l'Angleterre et du Pays de Galles publié en décembre 1927 sur l'état sanitaire des écoliers. (1)

Or, de l'examen de ces déclarations, il résulte qu'à côté de de l'instruction proprement dite, il faut encore assurer à l'enfant :

1^e La sauvegarde ou l'amélioration de sa santé ;

2^e L'adaptation aussi adéquate qu'on le pourra du niveau de l'instruction et des méthodes pédagogiques à la person-

5^e On créera des écoles et des classes en plein air avec toutes facilités de repos pendant les heures scolaires, pour les enfants prédisposés à la tuberculose, et pour ceux auxquels le médecin scolaire aura prescrit la cure de plein air.

6^e On pourvoira dans la mesure du possible, à la prévention des maladies et à leur guérison, ainsi qu'aux soins et à l'instruction à donner aux arriérés, aux infirmes, aux aveugles, aux sourds-muets, aux anormaux mentaux.

7^e Des cliniques spéciales seront installées pour l'étude psychologique des enfants anormaux.

8^e Des vacances à la campagne ou au bord de la mer seront mises à la portée des enfants qui habitent des grandes villes, ou dont la santé laisse à désirer.

9^e Les orphelins nécessiteux, les enfants abandonnés seront élevés par l'Etat dans des conditions rappelant autant que possible celles d'un foyer normal.

10^e On fournira les repas aux enfants nécessiteux qui ne sont pas nourris par ailleurs.

(1) Selon Sir George Newman, le service médical scolaire a pour but :

1^o De mettre l'enfant en mesure de recevoir l'éducation que lui donne l'Etat, d'où il résulte aussi qu'on doit adapter les méthodes pédagogiques aux capacités physiologiques naturelles, aux possibilités de l'enfant. Ceci implique l'étude et la compréhension de sa physiologie.

2^o De déceler immédiatement tout ce qui peut s'écarter de l'état physiologique normal dans sa santé et sa croissance, toutes les atteintes, anomalies, déficiences ou maladies physiques ou mentales ; de recommander les mesures à prendre pour l'amélioration ou la cure de ces états, que ces mesures soient réalisables à l'école ou non, afin de prévenir une aggravation des phénomènes observés.

3^o De rechercher les causes et les conditions internes et externes de ces déficiences ou maladies, et de les prévenir dans toute la mesure possible.

4^o D'enseigner et de pratiquer dans toutes les écoles, l'hygiène personnelle, afin que les enfants contractent des habitudes d'hygiène, et que chaque génération suive désormais une règle de vie conforme à la physiologie.

(V. *Première Conf. Int du service social*, Vol. III, pp. 647, 648, 649).

nalité, au niveau mental et à la capacité de réceptivité de chaque enfant.

3° Lorsqu'un enfant n'arrive pas à s'adapter suffisamment à l'école, travaille mal, ne retire aucun profit de sa vie à l'école, il faut en rechercher les causes (mauvaise volonté ou paresse dans certains cas, mais aussi dans beaucoup d'autres déficiences physiques, physiologiques ou mentales ou encore mauvaise organisation du travail et de la vie) et essayer de les supprimer ou de les atténuer, soit en faisant soigner l'enfant, soit en agissant directement sur lui en faisant appel à sa volonté, à des sentiments de dignité, d'émulation, d'initiative, etc, soit enfin en essayant de modifier ses conditions générales de vie, l'action à exercer devant toujours être adaptée minutieusement au « cas ».

Comme on le voit, le travail de l'infirmière et celui de la travailleuse sociale sont étroitement mêlés ; l'un prépare et appelle l'autre qui achève et consolide. C'est pourquoi, plus qu'à une autre, il est nécessaire à une assistante scolaire de doubler sa formation de travailleuse sociale de sérieuses études d'infirmière. Mais en revanche, une simple infirmière scolaire se révélerait insuffisante. Car pour être assistante scolaire, il ne suffit pas de savoir dépister les maladies et déficiences de tout ordre, et de prendre les dispositions nécessaires pour faire bénéficier l'enfant du traitement approprié. Il faut encore savoir discerner les causes morales, sociales et même économiques qui ont pu créer un état regrettable chez un enfant, dont la santé physique peut par ailleurs être satisfaisante. Et il faut enfin pénétrer dans la famille de l'enfant pour essayer de modifier les conditions de vie de cet enfant, si cela s'avère nécessaire. Y pénétrer en qualité d'infirmière-visiteuse, s'il s'agit de vérifier si les prescriptions médicales et hygiéniques sont convenablement appliquées et au besoin d'aider à leur application ; y pénétrer en qualité d'assistante scolaire proprement dite, s'il s'agit de procéder à une meilleure organisation de la vie de l'enfant.

Qu'elle agisse en qualité d'infirmière ou d'assistante, il est d'ailleurs nécessaire dans tous les cas que l'assistante

scolaire ne soit pas systématiquement ignorante des programmes d'enseignement et des méthodes pédagogiques. Il serait même très bon qu'elle en acquière une connaissance assez familière. De 6 à 13 ans, la vie de l'enfant, en effet, a son centre à l'école, aussi bien que dans la famille, et dans beaucoup de cas, plus à l'école que dans la famille. Et la nécessité officielle dominante de ces années, c'est l'acquisition de certaines connaissances, et l'assimilation d'un programme bien déterminé, et l'obligation d'une fréquentation scolaire régulière et assidue se justifie par le fait que la formation intellectuelle et morale donnée à l'école doit, au moins en partie, armer l'enfant pour la vie. Il ne faut donc pas que par une intervention intempestive, l'assistante scolaire vienne troubler l'enfant dans son travail. Dans beaucoup de cas, d'autre part, il faut que l'assistante scolaire puisse juger si le niveau de l'enseignement donné à l'écopier est bien celui qui convient à son degré de développement. Lorsqu'un enfant n'arrive pas « à suivre » la classe et se dégoûte de travailler, ce n'est pas toujours parce qu'il est anormal ou manque d'intelligence, c'est souvent parce qu'on l'a placé dans une classe trop forte pour lui. Or l'assistante scolaire ne sera jamais bien à même de juger de ces points délicats, si elle est demeurée complètement étrangère aux choses de l'enseignement.

Enfin, si l'assistante scolaire possède des fonctions assez bien délimitées, elle ne doit jamais oublier qu'à l'école, c'est l'instituteur ou le directeur qui est investi de l'autorité. Elle devra collaborer avec eux sans jamais les gêner, dans l'exercice de leurs fonctions. De leur côté, instituteurs et directeurs s'efforceront de comprendre quelle auxiliaire précieuse l'assistante scolaire peut être pour eux dans leur magnifique tâche d'éducateurs, en les aidant à former non seulement l'esprit et le caractère, mais aussi le corps et la santé des enfants, et ils essaieront dans toute la mesure du possible de lui faciliter l'accomplissement de sa tâche. Cette collaboration ne sera d'ailleurs féconde qu'autant que les deux parties y apporteront inlassablement du tact et de la compréhension mutuelle.

On peut condenser ainsi les principes généraux auxquels doit obéir le service social scolaire, si l'on veut qu'il soit efficace :

1° « Tout service social scolaire doit se placer sous la direction des services de l'Instruction publique et suivre les règles établies par ceux-ci.

« L'intrusion dans les écoles de personnes dépendant d'un autre service, le service d'hygiène par exemple, amène la mésentente et aliène les sympathies du personnel enseignant ; sans l'étroite coopération des instituteurs, sans leur aide, les services sociaux scolaires aboutissent à un échec, car les maîtres jouent le rôle d'une agence de renseignements, et sont les premiers à percevoir la nécessité d'agir.

« 2° Le service social scolaire doit ou bien faire partie du service social général du district, ou établir une coordination, un accord complet, un échange de renseignements avec les autres services sociaux du district. Il est essentiel que la famille soit traitée comme un tout et qu'on évite le chevauchement d'œuvres diverses d'assistance.

« 3° Il faut reconnaître le fait que ce qui est une maladie pour le service médical est « un symptôme pour le service social » (1).

Nous avons insisté ailleurs sur cette règle très générale.

A ces trois principes, nous en ajouterons un quatrième, formulé, celui-là, par M^{me} Jean Camus et qui souligne le rôle essentiel de la responsabilité paternelle et maternelle en la matière. « Le sens de la responsabilité chez les parents, dit M^{me} Jean Camus, est, en effet, d'une importance capitale, car rien de ce qui concerne l'enfant ne peut, et surtout ne doit être envisagé sans l'autorisation de la famille et sans une collaboration intime avec elle. » (2)

(1) Rapport du Dr G. J. Thomas, médecin principal du Conseil du Comité de Londres. *Première Conf. Int. du service social*. Vol. III, p. 657.

(2) *Première Conf. Int. du service social*, p. 669.

Nous reviendrons sur ce point à propos du service social familial (v. ci-après, p. 124).

Selon M. le Dr C. J. Thomas, « le système scolaire d'un pays est son œuvre d'amélioration sociale la plus importante », car « c'est dans les écoles seulement que l'ensemble de la population, et chaque famille en particulier, fait l'objet d'un examen ». Et il ajoute : « C'est donc de l'école que devrait s'irradier toute l'action sociale ». (1)

Cette dernière affirmation nous paraît un peu absolue, au moins en ce qui concerne le service social curatif, car pour le service social préventif, elle semble parfaitement juste. N'oublions pas, en effet, comme on a pu s'en rendre compte en étudiant la travailleuse sociale à l'hôpital, que c'est souvent, très souvent la maladie qui ouvre à la travailleuse sociale la porte des foyers, et que c'est par le canal de la maladie que l'assistante pénètre dans les familles nécessiteuses et peut entreprendre maternellement son œuvre de remise sur pied des individus et des foyers. N'oublions pas non plus que, dans les familles ouvrières, c'est la surintendante de l'usine ou de l'atelier qui, par le jeu des circonstances, se trouve devoir agir. De la constatation de ces faits, un enseignement découle et un principe se pose : jamais le travail et l'action de ces trois travailleuses ne doivent interférer, afin d'éviter les doubles emplois et les pertes de temps, et surtout ne pas indisposer les familles par de multiples visites ou les désemperer et ouvrir la porte au scepticisme. Quelle que soit, en effet, l'unité qu'on ait essayé d'apporter dans leur formation et les méthodes du service social, chaque travailleuse ne peut pas les appliquer sans les marquer de sa nuance personnelle ; mal interprétées, les différences qui en résultent dans les façons d'être, d'agir et de conseiller peuvent être prises pour des contradictions, et en fait, elles le sont presque toujours, la nature humaine étant ainsi faite qu'elle s'empresse de déceler avec une malheureuse facilité jusqu'aux apparences de faiblesses ou

(1) *Première Conf. Int. du service social*, p. 663.

d'incompétence même chez ceux qui lui veulent le plus de bien. Quoi qu'il en soit, l'effet produit est déplorable à tout point de vue. Il faut donc que surintendante d'usine, assistante sociale à l'hôpital, assistante scolaire s'entendent entre elles pour ne pas se neutraliser ni se gêner mutuellement, et là où elles seraient toutes trois qualifiées pour intervenir, se partager la besogne, c'est-à-dire les cas. Toutefois, là où c'est l'enfant, sa santé, son avenir qui sont le plus particulièrement en jeu, il sera préférable de laisser agir l'assistante scolaire qui appliquera naturellement la méthode des cas individuels telle que nous l'avons décrite au chapitre III.

Presque aussi souvent d'ailleurs qu'un état sanitaire défectueux, ce sont des circonstances familiales défavorables ou une mauvaise organisation du travail ou de la vie qui entravent ou compromettent le développement de l'enfant. Et c'est la modification de ces circonstances ou de cette organisation qui est proprement le travail de l'assistante scolaire.

Mary Richmond, dans son beau livre : « *Les méthodes nouvelles d'assistance* » a merveilleusement précisé ce que doit être le rôle de l'assistante scolaire, en illustrant son exposé d'un exemple concret :

« Une institutrice visiteuse (nous dirions : une assistante scolaire) dit-elle, est une assistante sociale possédant, de préférence, quelque expérience personnelle de l'enseignement. La direction de l'école lui signale un certain nombre d'élèves dont le travail, la santé, la conduite, l'exactitude, la régularité laissent à désirer, ou qui paraissent soumis à des influences familiales défavorables. Le rôle de l'institutrice visiteuse consiste à découvrir les causes de ces situations et à y remédier par une meilleure adaptation. Il n'est donc pas étonnant que, parmi les moyens dont elle se sert le plus souvent, figurent l'usage de son influence personnelle, la mise en œuvre de la collaboration des parents, le recours aux conseils et à l'aide de spécialistes de la médecine et de la psychiatrie, l'appui des œuvres

sociales, l'utilisation des occasions de récréation existantes, la modification du milieu dans lequel évolue l'enfant. Nous avons constaté, à plusieurs reprises, que ce sont là les mesures les plus fréquemment employées par toutes les assistantes sociales spécialisées dans le service des cas individuels ». « Modification du milieu » peut signifier un changement effectué en dehors de l'école, un changement effectué à l'école même, ou bien encore le passage d'une école à l'autre. Les changements effectués à l'école que fréquente l'enfant, tels que le passage dans une classe supérieure, dans une classe inférieure, ou dans une classe spéciale, se fondent sur les renseignements donnés aux instituteurs après étude individuelle de l'enfant dans son quartier et dans sa famille. L'analyse des réponses faites aux demandes envoyées par l'association montre que :

« même dans les écoles où l'on a opéré un reclassement basé sur le niveau mental, les institutrices visiteuses ont trouvé des enfants dont les résultats scolaires ne correspondaient pas à leur quotient mental, et dont « l'état physique », les influences « extra-scolaires », l'« histoire familiale », les « défauts de caractère », etc... devaient être pris en considération pour expliquer leur insuccès. Le rajustement des conditions familiales défavorables, quelles qu'elles fussent, eut pour résultat d'amener ces enfants à fournir un travail scolaire en rapport avec leur niveau mental. Le récit suivant dépeint ce type d'enfants. Un garçon de neuf ans, dont le quotient mental était de 120 (1), était un très mauvais élève de quatrième année primaire. L'institutrice visiteuse apprit qu'il avait coutume de lire jusqu'à onze heures du « soir des livres pris au hasard dans la bibliothèque ». Il sortait rarement : « Dans un pareil quartier ! » L'institutrice visiteuse lui fit un choix de lectures en rapport avec ses études ; elle l'intéressa aux sports en plein air et arrêta avec sa mère un programme quotidien très rempli, de sorte que, le soir venu, l'enfant, le corps fatigué et l'esprit satisfait, était disposé à se coucher tôt. L'intérêt qu'on lui témoigna et la surveillance qu'on exerça lui firent obtenir des résultats scolaires en rapport avec son intelli-

(1) Le quotient mental normal à un âge quelconque est 100. Au-dessus de ce chiffre, l'intelligence de l'enfant dépasse la normale.

gence et transformèrent son caractère. Lambin et rêveur jadis, il est devenu un garçon énergique et un bon écolier (1).

Notons pour terminer que c'est surtout dans les grandes villes et dans les centres un peu importants, là où les écoles « regorgent » d'enfants (le mot n'est pas trop fort devant certaines classes surpeuplées !) que l'assistante sociale est à sa place, est même nécessaire : D'abord pour décharger les instituteurs surmenés et débordés de la surveillance de la santé et de l'organisation de la vie des élèves en dehors des heures de classe et d'études. Ensuite, parce que le milieu est souvent mélangé et que les enfants des émigrants ont besoin d'une aide toute spéciale pour s'adapter à une ambiance et à des méthodes entièrement nouvelles pour eux, aide que peuvent très difficilement leur accorder les instituteurs. Dans les villages et les centres moins importants, pour peu que l'instituteur ou l'institutrice ait quelques notions du but et des méthodes du service social scolaire, ils peuvent très bien, avec l'aide du médecin, suppléer à l'assistante scolaire dont le petit nombre d'élèves ne justifie pas la nomination. Là où existe une travailleuse rurale (cas très rare en France) c'est à elle qu'incombera le travail social scolaire.

*
* *

Telles sont les grandes directions dans lesquelles une travailleuse sociale peut songer à s'orienter selon ses goûts et ses préférences et qui sont les « carrières-types » du service social.

Il ne faut pas croire d'ailleurs, que ces spécialisations épuisent le champ d'activité du travail social, et qu'aucune autre perspective ne s'offre à ceux et à celles qui veulent embrasser cette carrière.

L'assistante sociale peut, en effet, également trouver à s'employer dans les Permanences sociales, dans les cantines

(1) *The Visiting Teacher in the United States*, p. 33 et suivantes. A survey by the National Association of Visiting Teachers and Home and Schools Visitors New-York Public Education Association, 1921.

et Foyers féminins, dans les Caisses de compensation, qui s'assurent par le moyen d'assistantes sociales que les allocations familiales sont utilement employées pour la protection de la mère et de l'enfant ; dans les bureaux de bienfaisance et dans certaines administrations d'assistance et de prévoyance pour les enquêtes ; dans les cercles d'études populaires et les bibliothèques ; dans les centres sociaux et les services d'orientation professionnelle ; dans les services sociaux organisés par les Habitations à Bon Marché de la Ville de Paris et du département de la Seine ; dans les services sociaux de la main-d'œuvre étrangère ; dans les services de syphiligraphie ; à la Préfecture de Police ; à la Mutuelle des Agents de Police, à Strasbourg, dans la lutte antialcoolique ; dans les jardins d'enfants, dans les Résidences sociales, etc... (1)

Les carrières sociales présentent donc, comme on le voit, une extrême diversité, sur lesquelles le cadre de ce travail ne nous permet pas de nous étendre, mais que nous n'avons pas voulu non plus passer sous silence, car cette énumération, qui n'est pas limitative, montre avec quelle souplesse le service social sait placer ses agents partout où l'on est susceptible d'avoir besoin de leur travail, et avec quelle ingéniosité il s'efforce de les rendre accessibles à tous ceux que des difficultés permanentes ou passagères ont jetés dans l'embaras, ou « désadaptés ».

(1) V. *L'Orientation Professionnelle*, février 1933. R. Jeanty. — *Les carrières sociales*, p. 2.

CONCLUSION

SOMMAIRE. — I. — Base et idéal du travail social : protection ou reconstitution de la famille.

II. — L'assistante sociale, « pont » entre le juridique et le social.

III. — L'assistante a-t-elle un caractère officiel ? — L'assistante sociale dans le cadre municipal : assistante des services publics et assistantes des services privés. — Carrières sociales.

Nous voici parvenus au terme de notre étude. De ce qui précède, il découle que l'assistante sociale est à la fois un « agent de liaison » et une « interprète ». « Agent de liaison » (1), c'est à elle qu'il appartient, après étude et réflexion, de mettre le « cas » en relation avec les œuvres et institutions qui sont susceptibles de lui procurer l'aide passagère ou durable dont il a besoin, et d'assurer la collaboration des différentes œuvres, tout en évitant les doubles emplois. « Interprète », elle éclaire les œuvres sur le « cas » et sur la meilleure solution à lui appliquer : surtout elle explique au « cas » lui-même sa situation, l'idéal à réaliser et les moyens à employer pour atteindre ce but. L'essence du rôle de l'assistante sociale est donc d'individualiser l'aide offerte aux nécessiteux de toute sorte, par toutes les œuvres et institutions d'assistance, tant morale que matérielle, le nécessaire, ou « sujet », ou « cas », étant, selon les circonstances, un individu ou une famille (service social des cas individuels), ou bien un groupement (service social collectif).

Il nous faut maintenant, dans ce dernier chapitre, tenter une synthèse de notre sujet. Nous parlerons d'abord de l'esprit dans lequel l'assistante sociale doit constamment travailler. Nous montrerons ensuite comment la travailleuse

(1) La signification originelle du mot *social* est : *ce qui met en rapport ou ce qui joint*.

sociale peut être « un pont » entre le « juridique » et le « social », et, par des observations judicieuses, provoquer parfois directement, quoique la nature de son travail ne lui permette guère que l'action et l'influence indirectes, des réformes de détail dans la teneur et l'application des lois, rendre plus souples certaines dispositions législatives et obtenir qu'elles soient mieux adaptées aux nécessités économiques et morales de la vie familiale et sociale. Enfin nous verrons s'il est possible d'assigner un cadre à l'activité de l'assistante, si ses fonctions sont actuellement devenues officielles, et enfin si la carrière de travailleuse sociale peut être considérée comme une carrière au même titre que n'importe quelle autre, assurant la vie matérielle, dont ne peuvent se désintéresser même celles et ceux qui ne rêvent que de se dévouer toute leur vie à leurs semblables.

I

Comme il a été rappelé dès le début de cette étude (1), c'est la famille qui est la véritable cellule sociale, le groupe par excellence où se forme l'homme de demain, et où l'homme de la génération actuelle vient retremper ses forces physiques et morales pour être à même de remplir vaillamment et avec honneur la tâche qu'il s'est assignée dans la société. C'est encore dans la famille que trouve aide et protection l'individu malade ou momentanément affaibli.

La source principale des maux qui peuvent atteindre l'individu est donc soit dans l'isolement, soit dans la désagrégation de la famille.

Et c'est pourquoi, quelles que soient les nécessités particulières du cas dont elle s'occupe, la travailleuse sociale doit toujours tendre, si elle veut donner à son œuvre l'efficacité maximum, à restaurer la famille, à ramener à la famille, ou s'il s'agit d'un véritable isolement, à créer autour de lui, avec tous les concours bénévoles qu'elle pourra trouver, une atmosphère aussi familiale que possible. La restauration de la

(1) Voir Introduction.

famille doit être l'idéal et la base de tout travail social et de tout travailleur social.

Mais cet idéal, la travailleuse sociale ne l'atteindra qu'autant qu'elle amènera les individus à réaliser eux-mêmes cet autre idéal, qui commande toute la vie, la *pratique intégrale de la morale naturelle*. Il convient d'insister sur ce point et de le bien préciser. D'aucuns, en effet, éprouvent une certaine difficulté à concevoir le service social séparé de tout prosélytisme ou propagande confessionnelle. Or, comme l'a excellemment montré M. H. Deroy (1), le service social ne doit pas être confessionnel. Service social et religion, l'un aussi bien que l'autre, ont tout à perdre à être mêlés.

L'objectif du service social est de donner ou de redonner aux individus une vie économique, morale, intellectuelle, familiale et sociale normale ; celui des confessions religieuses, de régler les rapports de l'homme avec Dieu. Le seul idéal moral que peut, mais que doit aussi poursuivre le service social, c'est l'instauration ou la restauration de la morale naturelle dans son intégralité. Avant de vivre « surnaturellement », il faut d'abord vivre « naturellement ». Au service social donc la tâche d'établir ou de rétablir une vie naturelle normale ; aux Églises de greffer sur cette vie naturelle une vie surnaturelle.

Cette distinction, qui doit être d'une netteté absolue, n'implique pas cependant un manque total de souplesse. Il est des cas où service social et œuvre religieuse pourront être étroitement unis, et marcher de pair en donnant les meilleurs résultats. Il est des cas, en effet, où, sur le désir ou la volonté expresse du sujet, le travailleur social devra faire appel aux pasteurs ou aux prêtres de la religion à laquelle appartient le « patient ». Il en est d'autres, où, connaissant exactement les croyances de l'individu dont elle s'occupe, et l'adjuvant puissant de relèvement qu'elles

(1) H. Deroy. — Les œuvres du Mculin-Vert. *De l'assistance éducative à l'organisation familiale*, p. 43 et sqq.

peuvent fournir au désemparé, la travailleuse sociale n'hésitera pas à suggérer à celui-ci de recourir aux secours qu'elles lui offrent. Mais en dehors de ces exceptions, très délimitées comme on le voit, le travailleur ou la travailleuse sociale devront se retrancher derrière une neutralité absolue. (1)

(1) M. H. Deroy insiste surtout sur la neutralité confessionnelle, parce que celle-ci est dans la pratique de beaucoup la plus importante et la plus discutée. Et il montre comment la religion elle-même a plus à perdre qu'à gagner dans la méconnaissance ou la violation de cette neutralité... « Nous touchons ici, dit-il, page 45, au danger que présente pour la cause religieuse elle-même, l'usage que l'on prétend en faire dans un domaine qui n'est pas le sien. Il est grave d'employer l'action sociale comme un moyen d'apostolat, car c'est rendre la fortune de celui-ci solidaire du succès ou de l'échec de celle-là. Il n'est pas moins fâcheux de mêler les préoccupations matérielles aux soucis d'ordre spirituel : à prendre parti dans les luttes économiques, les religions tendent à s'aliéner telle ou telle catégorie de la population : ici les patrons quand elles semblent incliner au socialisme chrétien, là les ouvriers lorsqu'elles apparaissent appuyer les éléments conservateurs, souvent les uns et les autres, si elles prétendent imposer leur médiation. La confusion ainsi produite dans les esprits favorise, dans les milieux populaires surtout, la propagation d'idées fausses sur le rôle de la religion, à qui sont attribués des desseins d'ordre temporel : de là naissent et les préjugés de ceux qui s'indignent de telles ambitions et les déceptions de ceux qui se scandalisent de leur échec. Dans l'un et l'autre cas, on aboutit à affaiblir le rayonnement des idées qu'on entendait promouvoir » M. H. Deroy ajoute d'ailleurs en note que « les considérations qui viennent d'être exposées, si elles expliquent la préférence du Moulin-Vert pour le principe de la neutralité dans l'assistance, n'entraînent pas ses membres à « méconnaître les services rendus, même au seul point de vue charitable, par les œuvres confessionnelles » et ne leur font pas oublier que ces institutions peuvent aussi respecter la liberté de conscience du pauvre, pourvu qu'elles s'abstiennent de toute pression à son égard ». (A. F... juillet 1920, p. 153).

Enfin M. H. Deroy complète ces considérations par l'exposé des raisons doctrinales de la neutralité (distinction des deux pouvoirs).

A ces considérations théoriques, nous ajouterons l'énoncé de la règle pratique posée par M. l'abbé Viollet pour faciliter la distinction entre le spirituel et le temporel, distinction sur laquelle on n'insistera jamais trop. « La distinction... », dit M. l'abbé Viollet, sera relativement facile, si [le travailleur social] considère avec attention l'objet qu'il se propose. Si ce dernier intéresse la vie temporelle, c'est de la société civile qu'il dépend, c'est donc avec les représentants de cette société qu'il devra s'efforcer de travailler, s'il est de nature religieuse, il se tournera tout naturellement vers les représentants de la société religieuse.

« En cas d'hésitation et cela arrivera fréquemment, il pourra utilement se poser la question suivante : Laquelle des deux Sociétés est compétente pour résoudre le problème particulier que j'ai actuellement en vue ? Laquelle est en mesure d'en définir les méthodes et les moyens d'exécution ? » (Abbé J. Viollet, *Petit Guide du Travailleur social*, p. 22).

Restaurer la famille, restaurer la morale naturelle, voilà quel doit être l'idéal du travailleur social. Une dernière condition, *indispensable*, s'impose à celui et à celle qu'anime la noble ambition de mener, autant qu'il est en lui, cette œuvre à sa perfection.

Cette condition, la voici :

Jamais, en aucun cas, il ne faudra perdre de vue le grand principe du respect compréhensif de la liberté et de la personnalité d'autrui. *En aucun cas*, la travailleuse sociale ne doit se substituer à l'individu. *En aucun cas* non plus, lors même que c'est l'avenir ou le sort d'un enfant qui est en cause, elle ne doit chercher à substituer sa propre autorité à celle des parents. Elle doit seulement donner à l'individu le goût de l'idéal, c'est-à-dire le désir de pratiquer, autant qu'il est en lui, la morale naturelle dans son intégralité, et l'aider de son mieux à réaliser cet idéal. Mais elle ne doit jamais oublier qu'elle travaille sur un vivant — un vivant doué de conscience morale et qui a, par conséquent, le droit et le devoir de prendre connaissance de ses responsabilités et de les assurer entièrement. « Vivre, fait dire à son héroïne une de nos contemporaines qui vient de se révéler comme une romancière de talent, vivre, c'est se tenir responsable de ses choix, de ses actes, des tâches entreprises ». (1) Personne n'échappe à cette loi, car vivre, c'est agir, et agir, c'est choisir. La travailleuse sociale doit aider l'individu désarmé à comprendre ce sens, le sens de la vie, et à y conformer sa conduite. Mais là se borne son rôle, et son idéal doit être de devenir inutile et de disparaître, une fois l'individu « renfloué ».

Il nous semble impossible de terminer cet aperçu rapide de l'esprit qui doit animer la travailleuse sociale, sans faire allusion aux admirables principes que formule le Dr. Richard C. Cabot lorsqu'il examine la raison d'être du traitement social. (2) Après avoir constaté que *toutes nos richesses*,

(1) Geneviève Fauconnier, *Claude*.

(2) Richard C. Cabot. — *Essais de médecine sociale*, p. 283 et sqq.

aussi bien aux points de vue moral, intellectuel et spirituel qu'aux points de vue matériel et physique, nous viennent du dehors, de la nature, de la famille, de la société ou de Dieu, Richard C. Cabot écrit : *« il faut donner comme quelqu'un qui transmet une chose qui ne lui appartient pas en propre »*. Principe d'un admirable désintéressement et qui, compris par le travailleur social et par celui qu'il assiste, préservera l'un d'un orgueil déplacé et maladroit, et l'autre d'un douloureux sentiment d'humiliation.

II

Nous avons dit en second lieu qu'il était au pouvoir de la travailleuse sociale, par une longue accumulation d'expériences et de documents, d'établir peu à peu un pont entre le « juridique » et le « social ». Par organisation juridique il faut entendre l'ensemble des principes et des règles posées dans le Code civil et les lois qui les complètent ou les modifient, et qui sont la charte légale des rapports sociaux des individus entre eux à l'intérieur d'une nation. Quant à l'organisation sociale, il faut la définir en deux temps : cette organisation est d'abord, si l'on peut dire, l'ensemble des « classes sociales » qui naissent spontanément des différences de métiers, de professions, de fortune et aussi d'éducation ; classes sociales autrefois relativement peu nombreuses et séparées par des cloisons étanches ; aujourd'hui multipliées, avec une tendance marquée à l'interpénétration. C'est ensuite l'ensemble des rapports qui naissent au sein de cette organisation entre les individus et les groupes d'individus qui la constituent ; c'est-à-dire qui constitue la société humaine, la facilité et la rapidité des moyens de transport et de communication ayant mêlé les peuples et rapproché les races.

Il est bien évident que l'organisation sociale est infiniment plus complexe et plus mouvante que l'organisation juridique, attendu qu'elle est créée et recrée à chaque instant pourrait-on dire, par le libre jeu des volontés humaines au sein des conditions de vie qui lui sont

offertes sur la planète. Et il est non moins évident que l'organisation juridique, dont le but et le rôle est de mettre un peu d'ordre dans la multiplicité des rapports sociaux et d'assurer aux individus la sécurité dans ceux de ces rapports qui ont pour lui un caractère vital (rapports familiaux, rapports entre patrons et salariés) ne peut immédiatement adapter sa rigidité, même relative, à la mobilité des rapports sociaux et aux nouvelles nécessités, surtout aux nécessités économiques qui sont la conséquence des formes sans cesse renouvelées revêtues successivement par la vie économique. Il se peut aussi qu'une loi ait vieilli et que la rareté relative des cas où elle devait s'appliquer n'ait pas imposé au législateur la nécessité d'envisager certaines situations particulières. Et il se peut enfin que les législations nationales ne se préoccupent pas assez de la situation parfois tragique où se trouvent des étrangers résidant sur le territoire qui est de leur ressort ; problème particulièrement intéressant à l'heure actuelle où les courants d'émigration et d'immigration sont si nombreux, si fréquents, et entraînent un nombre de plus en plus considérable d'individus, problème que seule pourrait résoudre avec souplesse une législation internationale, résultant de l'accord de tous les pays sur la condition des non-nationaux résidant sur leurs territoires respectifs.

Les exemples suivants feront mieux saisir notre pensée :

1^{er} exemple. — Si l'on consulte les articles du Code civil relatifs à la tutelle, on constate que celle-ci n'est pas *automatique*. Dès lors, si la tutelle n'a pas été dûment déférée et organisée, il peut s'élever des difficultés lorsque le mineur veut contracter un mariage ou un engagement militaire. Actuellement, c'est l'assistante sociale qui intervient pour organiser la tutelle. Il serait pourtant très facile pour le législateur de modifier cet état de chose.

2^e exemple. — Dans les cas où la déchéance paternelle n'est pas obligatoire (loi du 13 novembre 1921 complétant la loi du 24 juillet 1899 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés), les enfants sont

laissés sans surveillance à la garde de parents dont la moralité s'avère pour le moins douteuse. L'avenir moral de ces enfants est donc fortement menacé. Il suffirait pour remédier à ce grave inconvénient, de modifier légèrement la loi par l'adjonction d'une disposition rendant obligatoire la surveillance des familles par le service social, dans le cas où la déchéance paternelle, n'étant pas obligatoire, n'a pas été prononcée.

Ces deux exemples sont empruntés au fonctionnement de la législation nationale française. Les questions internationales, ou si l'on préfère les questions relatives à la situation légale imposée aux étrangers par les lois des pays où ils se trouvent d'une façon momentanée ou durable, en présentent d'aussi intéressants et de plus poignants.

3^e exemple. — Un Anglo-Saxon, résidant en France depuis de longues années, se trouve en Angleterre au moment de la promulgation de la loi sur les conditions exigées des étrangers pour obtenir la carte de travail. Il ne peut donc obtenir celle-ci à son retour. D'autre part, il ne réalise pas les conditions exigées en Angleterre pour avoir le droit de travailler. Voilà donc un individu condamné à mourir de faim ou à recourir à l'assistance.

4^e Autres exemples. — (1) Parce qu'elle n'a pas fait sa demande en temps voulu, une femme, M^{me} C... se voit refuser un visa pour elle et ses enfants, refus qui l'obligera à rester pendant plusieurs années séparées de son mari qui est établi à l'étranger. D'où nombreuses difficultés matérielles et morales.

Dans un autre cas, « c'est une femme âgée qui est sur le point de recevoir son visa, à qui ses économies permettent maintenant d'aller rejoindre ses enfants bien établis en Amérique et qui ne peut passer l'examen mental », ce qui la condamne à rester définitivement séparée des siens.

(1) Ces exemples sont empruntés au rapport de M^{lle} F. de Bacourt sur la nécessité du service social des cas individuels pour les migrants, présenté à la *Première Conf. Intern. du service social* (Juillet 1928).

Citons encore, dans le même ordre d'idées, les conséquences désastreuses de refoulements pratiqués par certains pays, refoulements qui « signifient non pas le renvoi dans le pays d'où l'on vient, où l'on a vécu un certain temps, mais le renvoi au pays natal quel qu'il soit, ou au pays de nationalité, s'il s'agit d'une femme mariée. C'est ainsi qu'une jeune fille partie d'Angleterre avec ses parents à l'âge de 18 mois et ayant habité le Canada jusqu'à l'âge de vingt ans, fut renvoyée des Etats-Unis avec son enfant non pas au Canada qu'elle connaissait et où elle avait une partie de sa famille, mais en Angleterre où elle n'avait plus personne et où elle n'avait en somme jamais habité ; et qu'une Irlandaise mariée à un Grec fut renvoyée à Athènes où elle ne pouvait ni se faire comprendre ni gagner sa vie, alors que ses parents à Londres s'offraient à la recevoir » .

Si nous avons multiplié les exemples de cas fournis par le service social des migrants, c'est qu'il nous paraît d'une importance *capitale* d'insister sur les situations véritablement navrantes imposées à certains individus par la rupture, parfois quasi définitive du lien familial du fait de législations rigides, mal adaptées, et parfois, osons le dire, inhumaines, ou du fait du manque d'entente et de correspondance entre les législations nationales. L'immigration et l'émigration sont devenues trop courantes et ont pris de nos jours une importance trop considérable pour qu'on n'insiste jamais trop sur la nécessité de donner des solutions souples aux problèmes épineux et douloureux qu'elles font naître inévitablement. Nous y avons insisté aussi, parce qu'elles nous paraissent des cas typiques de rupture entre l'organisation juridique et l'organisation sociale, rupture déplorable, puisque la première n'existe que pour faciliter les rapports qui naissent de la seconde.

L'assistante sociale nous semble particulièrement qualifiée pour améliorer cet état de chose. Son travail, en effet, ne consiste pas seulement à aider les individus ou familles isolés (service social des cas individuels) ou groupés (service social collectif). C'est également sur les *cadres juridiques et sociaux*, cadre familial, cadre professionnel, organisation de

la cité, relations internationales, à l'intérieur desquels se meuvent les individus, que l'assistante sociale doit exercer son action, afin qu'ils n'entravent pas tyranniquement le développement et l'activité de l'individu. Il ne faut pas, en effet, que l'individu soit l'esclave de ces cadres qui n'ont été peu à peu constitués et remaniés au contraire par les volontés humaines que pour lui faciliter la vie, en ordonnant et disciplinant certaines conditions d'existence et en tirant au mieux parti des circonstances. Si donc ces cadres, par suite d'une rigidité excessive ou de leur relâchement ne remplissent plus leur rôle normal, c'est aux Assistantes sociales, mises à même par la nature de leur travail de mettre le doigt sur la plaie, qu'il appartiendra, par un effort intelligent et persévérant et des suggestions présentées avec tact, d'influer sur cet état de chose dans le sens du plus grand bien de l'individu et de la collectivité.

III

Il nous reste maintenant à examiner le caractère des fonctions de l'assistante sociale du point de vue de la puissance publique, et à déterminer le cadre dans lequel elle pourra exercer ses fonctions avec le maximum de facilité et de succès ; nous terminerons ensuite par quelques mots sur les carrières sociales.

1° D'une manière générale, on peut dire que les fonctions de l'assistante sociale sont à la fois officielles et non officielles. Elles ne sont pas officielles en ce sens qu'elles ne sont pas prévues par la loi, que leur création et leur développement sont dus à l'initiative privée et que l'Etat a gardé, pendant très longtemps, à l'égard de ce développement une attitude passive, semblant même l'ignorer complètement. Et dans un autre sens, on peut considérer ces fonctions comme officielles pour trois raisons au moins :

a) Elles sont maintenant entrées dans les mœurs, en raison de leur grande utilité qui les rend presque indispen-

sables. L'hôpital, le tribunal, l'industrie conçoivent difficilement à l'heure actuelle la possibilité de se passer de leurs services ;

b) Les études préparatoires à ces fonctions sont dans plusieurs pays sanctionnées par des diplômes d'Etat. En France, le diplôme officiel a été institué par le décret du 12 janvier 1932, sur le rapport du Ministre de la Santé publique qui en avait été saisi par le Comité d'entente des Ecoles de service social, ainsi que par le Comité d'Etudes des services sociaux de la région parisienne ;

c) Enfin les services publics eux-mêmes ont maintenant recours aux services des assistantes sociales (service social des Agents de Police, assistantes municipales...)

2° Quel cadre faut-il assigner à l'activité de l'assistante sociale, et notamment à celle de l'assistante sociale des cas individuels ? Le temps et l'énergie de l'assistante n'étant pas illimités, il est indispensable, en effet, de délimiter avec soin le champ d'action qu'on lui assignera, afin d'éviter d'une part le surmenage de l'assistante et d'autre part le traitement superficiel d'un trop grand nombre de cas, ce qui aurait pour conséquence la stérilité presque complète du travail de l'assistante et irait directement à l'encontre du but poursuivi. D'aucuns, s'appuyant sur les résultats d'essais et d'expériences, ont proposé le cadre municipal (1) C'est une idée judicieuse. L'administration municipale appointerait une, deux ou plusieurs assistantes selon l'étendue de sa circonscription et le nombre de ses ressortissants. Ces assistantes pourraient être polyvalentes ou spécialisées selon qu'on adopterait le système de la division géographique ou celui de la centralisation de services spécialisés. Le premier système paraît d'ailleurs préférable surtout si le

(1) Voir en particulier la très intéressante étude de M. Louis Boulonnois secrétaire général de la Mairie de Suresnes : *Le Service social dans l'Administration municipale. L'expérience de Suresnes. Annales d'Hygiène publique, industrielle et sociale*, janvier 1931.

territoire de la commune est un peu étendu ; l'assistante, travaillant toujours dans le même quartier, arrive à connaître à fond les besoins et les habitudes de sa population, et réciproquement, celle-ci s'habitue à « son assistante » et l'a pour ainsi dire « sous la main » dans les cas d'urgence. Quant aux communes dont le territoire est peu étendu, la question ne se discute même pas, c'est l'assistante polyvalente qui s'impose. Du point de vue de la municipalité elle-même, l'adjonction aux services dont elle a la charge d'un service social et d'assistantes sociales ne peut que lui faciliter certaines tâches, et notamment compléter l'œuvre d'assistance qui lui est confiée par l'Etat, par une œuvre de maintien et de relèvement à résultats durables dont le non moins important serait de diminuer les charges du budget d'assistance au sens légal du mot.

Toutefois un écueil devra être soigneusement évité dans l'hypothèse de la municipalisation de l'assistante sociale : en aucun cas la municipalité ne devra user du service social pour faire pression plus ou moins avouée sur les consciences dans un but politique ou autre. D'autre part, il serait souhaitable que les municipalités conservassent leur autonomie en matière de service social, et que la municipalisation ne soit pas un acheminement vers l'étatisation ; faisons remarquer enfin qu'on ne saurait d'une manière absolue, renfermer l'action de l'assistante sociale dans le cadre municipal. Certaines organisations privées (caisses de compensations, entreprises industrielles...) ou même publiques (Tribunaux...) peuvent tenir à s'attacher en propre une assistante sociale spécialisée ou non.

3^o Il a été fait allusion à la situation un peu « en marge » faite pendant assez longtemps aux carrières sociales. La multiplication et le développement des services sociaux, dans la grande industrie, le haut commerce, les administrations, les Institutions de prévoyance sociale, dus à leur heureuse influence sur le relèvement du niveau social des familles de leur ressort, et la création de diplômes officiels pour garantir la capacité du nombre croissant de ceux qui

se dévouent au service social (1), montrent assez que les carrières sociales tendent de plus en plus à prendre rang près de celles d'infirmière et de visiteuse, et qu'elle cesseront bientôt d'être considérées par beaucoup, comme elles le sont encore, comme des carrières un peu à part. Carrières à part, elles le sont bien, en effet, dans un sens, puisqu'elles se ramènent, tout bien pesé et examiné, à un apostolat laïque, inspiré d'ailleurs par un idéal social, philosophique ou religieux, mais carrières tout de même, au même titre que les autres, puisque les apôtres du service social sont des hommes et des femmes comme les autres et sont obligés de demander à leur travail, commandé pourtant par le désintéressement, leur pain quotidien.

On a parfois objecté au service social, considéré comme carrière, le manque de débouchés. Cette objection n'est pas fondée, car, à l'heure actuelle, le nombre de demandes enregistrées par les Ecoles de service social est supérieur à celui des candidatures. Les colonies commencent même à offrir des situations aux Travailleuses sociales. Au Congo Belge, où on a reconnu que leur activité ne fait pas double emploi avec celle des œuvres déjà existantes, on les demande, et elles sont envoyées par l'Etat. Deux y sont déjà installées, et une troisième ne tardera pas à les rejoindre. Quant à la rémunération des postes proposés, elle est très convenable, et nullement inférieure à celles des emplois moyens qu'ambitionne la grande majorité des individus.

Qu'il nous soit permis, pour terminer, de rappeler encore une fois la nécessité et la noblesse du travail social, et de résumer en quelques mots le grand idéal de la travailleuse sociale. « L'idéal sans assise matérielle, a dit un philosophe et un moraliste contemporain, (2) et l'assise matérielle sans

(1) Voir, pour ce qui concerne la France, le rapport de M. Camille Blaisot, Ministre de la Santé publique, au Président de la République sur l'institution d'un brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'assistant ou d'assistante de service social diplômé de l'Etat Français. (*J. O.* du 3 février 1932)

(2) Lucien Romier. — *L'action moderne* (*Figaro*, 23 Juillet 1925).

idéal sont..... également pauvres d'action ». L'idéal de la travailleuse sociale est précisément de travailler au relèvement et au règne de la morale naturelle en donnant pour assise à ce règne, une vie normale stable à ceux qui en sont dépourvus.

Vu : le Président de Thèse,
G. PIROU,

Vu : le Doyen,
E. ALLIX,

Le recteur de l'Académie de Paris,
Vu et permis d'imprimer :
CHARLETY.

ANNEXES

ANNEXE I

Tableau comparatif résumant l'organisation de l'enseignement du Service social dans les principaux pays

APPENDICE I. — LES ÉCOLES DE SERVICE SOCIAL EN FRANCE.

— II. — LE DIPLÔME DE SERVICE SOCIAL INSTITUÉ EN FRANCE
PAR LE DÉCRET DU 12 JANVIER 1932.

I. — NOMBRE des ÉCOLES de SERVICE SOCIAL

PAYS	Nombre des écoles	PAYS	Nombre des écoles
Afrique du Sud.	1	Grande-Bretagne	13
Allemagne	36	Hongrie	2
Argentine	1	Inde	1
Australie.	2	Pays-Bas.	4
Autriche.	6	Pologne	1
Belgique.	8	Roumanie	2
Canada	2	Suède	3
Chili	1	Suisse	3
Espagne	1	Tchécoslovaquie	2
Etats-Unis d'Amérique	23 (1)	Uruguay	1
France	9		

(1) Ce chiffre ne comprend que les écoles de service social représentées dans l'Association of Schools for Professional social Work.

II. — PAYS possédant une FÉDÉRATION NATIONALE des ÉCOLES.

Allemagne. Canada, Etats-Unis.	France. Grande-Bretagne. Suisse.
--------------------------------------	--

III. — DIRECTION des ÉCOLES

PAYS	1. Sont-elles rattachées à une Université et dans quels rapports ?	2. Dépendent-elles d'organisations de protection sociale ?	3. Sont-elles dirigées par un Comité autonome ?	4. Relèvent-elles d'une direction privée ?	5. Relèvent-elles des pouvoirs publics ?	6. Sont-elles régies par une réglementation de l'Etat ?
Allemagne.	non	non	27, dont : 10 laïques 11 protes- tantes 6 catho- liques	1 privée	8	oui
Autriche .	non	2	»	»	4	»
Belgique . .	non	non	oui, par un Comité repré- sentatif	non	Du Ministère de la Justice, Elles sont inspec- tées par le Ministère de l'Hygiène et le Ministère de l'Ins- truction publique	oui
Canada. .	Elles sont des départe- ments des univer- sités	non	non	non	non	oui
Chili . . .	non	oui	non	non	Oui, Sub- ven- tionnée par l'Etat	oui
Etats-Unis d'Amérique.	oui sauf deux	une	une	non	Huit sont des départe- ments d'univer- sités des Etats	»

PAYS	1. Sont-elles rattachées à une Université et dans quels rapports ?	2. Dépendent-elles d'organisations de protection sociale ?	3. Sont-elles dirigées par un Comité autonome ?	4. Relèvent-elles d'une direction privée ?	5. Relèvent-elles des pouvoirs publics ?	6. Sont-elles régies par une réglementation de l'Etat ?
France . . .	Une d'elles est intimement rattachée à l'Université	non	oui	non	non	non
Grande-Bretagne .	Oui. Départements d'universités ; ou diplôme ou certificat donnés par l'Université	non	non	non	non	non
Hongrie . . .	»	»	Commission représentant 20 œuvres sociales	Une, catholique	Ministère de l'Instruction publique	non
Inde	non	oui	non	non	non	non
Pays-Bas . . .	non	non	oui	non	Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Sciences ; subventionnée de l'Etat	en partie

PAYS	1. Sont-elles rattachées à une Université et dans quels rapports ?	2. Dépendent-elles d'organisations de protection sociale ?	3. Sont-elles dirigées par un Comité autonome ?	4. Relèvent-elles d'une direction privée ?	5. Relèvent-elles des pouvoirs publics ?	6. Sont-elles régies par une réglementation de l'Etat ?
Pologne . . .	Oui, rattachée à la Faculté de Pédagogie	»	»	»	»	»
Suède	non	une	une	une	non	Pour une de ces écoles, l'Etat sanctionne les règlements et nomme des auditeurs
Suisse . . .	A Genève cours rattachés aux Facultés d'Economie politique et de sociologie	»	»	Une, catholique	Toutes reçoivent des subsides de l'Etat ou de la municipalité	non
Tchéco-Slovaquie . . .	non	Oui, avec comité représentatif	»	»	Subventions de l'Etat et des municipalités	»

IV. — CONDITIONS d'ADMISSIBILITÉ et d'ÂGE

PAYS	ADMISSIBILITÉ	ÂGE
Allemagne	Certificat de fin d'études secondaires, plus une année de préparation comme infirmière, institutrice de jardin d'enfants ou professeur d'économie ménagère; études à l'Ecole de Commerce ou expérience professionnelle ou commerciale de plus de 4 années.	20 ans
Autriche.	Une bonne instruction générale autant que possible dans un lycée	18 ans au minimum ; on préfère 20 ans
Belgique.	Aptitudes personnelles.	18 ans
Canada	On encourage les élèves munis d'un grade universitaire, mais on accepte ceux qui ont subi l'examen d'entrée à l'université ou terminé leurs études secondaires. On admet aussi les élèves qui ont une expérience sérieuse, sans qualifications académiques.	
Chili	Trois ans d'humanités ou l'équivalent.	20 ans
États-Unis d'Amérique	Variables ; depuis une bonne instruction jusqu'aux grades universitaires ; dispositions spéciales selon les cas quant à l'âge minimum.	Variable, dans certains cas 21 ans
France	Une instruction générale	18 ans en général
Grande-Bretagne . . .	2 catégories : a) diplômés de l'Université ; b) non diplômés possédant une bonne instruction.	20 ans, souvent plus
Hongrie	Certificat de fin d'études secondaires ou expérience préalable du service social.	19 ans
Inde	Instruction équivalente à l'examen d'entrée de l'Université de Bombay.	
Pays-Bas.	Instruction secondaire.	18 ans

PAYS	ADMISSIBILITÉ	AGE
Pologne	Ecole secondaire, plus deux ans d'Université, d'Ecole polytechnique, etc ; 1 an de service social.	20 ans
Suède	A. Instruction à l'Université, bonne expérience pratique, B. Expérience préalable du service social, C. Etudes secondaires ou l'équivalent.	A 20 ans B. 23 ans C. 17 ans
Suisse	Une bonne instruction. Les conditions varient d'une école à l'autre.	Variable ; jamais moins de 18 ans
Tchécoslovaquie	Etudes dans une école secondaire ou dans une école normale ; langue française.	20 ans

V. — SEXES

PAYS	Admet-on les élèves des deux sexes ?	Quelle est la proportion des sexes ?
Allemagne	La plupart des écoles sont ouvertes aux femmes seulement ; 6 écoles reçoivent quelquefois des élèves hommes ; 2 sont réservées aux hommes.	Les statistiques manquent.
Autriche	Les femmes seulement.	»
Belgique	Oui. Certaines écoles sont mixtes, d'autres réservées soit aux hommes, soit aux femmes. Très peu d'hommes dans les écoles mixtes.	Dans l'ensemble, il y a moins d'hommes que de femmes.
Canada	oui	A Mc Gill moins de 1 % d'hommes. A Toronto plus de 10 %.
Chili	non	»
Etats-Unis d'Amérique.	Oui, à part 4 écoles qui sont réservées aux femmes.	Dans une école, de 1925 à 1928, il y avait 9 % d'hommes.

PAYS	Admet-on les élèves des deux sexes ?	Quelle est la proportion des deux sexes ?
France	Oui, à l'avenir.	»
Grande-Bretagne . . .	oui	Très peu d'hommes : moins de 10 % dans chacune des écoles.
Hongrie	A l'école expérimentale de service social, les deux sexes.	Majorité d'élèves femmes.
Inde	non	»
Pays-Bas	Oui, mais en fait, il n'y a pas d'élèves hommes.	»
Pologne	oui	15 hommes sur 42 élèves.
Suède	A. Oui B. Non C. Non	Femmes 85 % (1). Hommes 15 %.
Suisse	Non, excepté dans la section des Bibliothécaires à Ge- nève.	»
Tchécoslovaquie . . .	Oui, à Prague.	7 hommes sur 290 élèves.

(1) A l'Institut de préparation et de recherches municipales.

VI. — BRANCHES de l'ENSEIGNEMENT

PAYS	1° Sujets académiques généraux (1)	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'une part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part.	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Allemagne . . .	Hygiène Psychologie Pédagogie Politique Economie sociale Administration sociale Législation Droit constitutionnel Protection sociale	Droit : 120 h. Econ. pol. : 210 h. Hygiène : 130 h. Psychol. : 210 h. Pédagogie	Assistance publique et privée Surveillance continuée des cas Délinquants Hygiène publique Assistance des sans foyer Protection de l'enfance Service social Progrès social	Service des cas individuels Administration publique Travaux pratiques dans les œuvres sociales	a) Néant b) C'est la méthode normale de l'enseignement c) Petits groupes dirigés par un maître pour la spécialisation dans la matière principale de l'élève
Autriche . . .	Psychologie Pédagogie Anatomie Pathologie Economie politique	Varié selon les écoles	Législation sociale Lois relatives à la jeunesse Lois d'assistance Protection sociale Civisme	»	»

(1) Non compris les matières religieuses dans les écoles catholiques ou protestantes.

PAYS	1° Sujets académiques généraux	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'une part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part.	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Belgique . . .	Assistance Economie ménagère Organisa- tion industrielle Assurances sociales Biblio- thèques Etude de l'enfant L'habita- tion Economie politique	Législat. : 1/4 Econ. pol. : 1/3 Hygiène : 1/4 Psychol. : 1/7	Assistance Protection de l'enfance Hygiène publique Adminis- tration publique	Service des cas individuels Service social collectif	a) 2/5 b) 2/5 c) néant
Canada . . .	Economie politique Psycholo- gie Sociologie Législation sociale et industrielle Adminis- tration sociale Hygiène publique	Toronto Mc Gill Econ. pol. : 3 4 Hygiène : 1 2 Psychol. : 2 3	Diagnostic social Hygiène publique Résidences Adminis- tration sociale	Service des cas individuels Protection de l'enfance Récréa- tions Organisa- tion de la collectivité Résidences	Pas de dé- marcation tranchée entre a) et b), les classes étant peu nom- breuses c) selon les besoins particuliers
Chili . . .	Economie sociale Adminis- tration publique Hygiène Psycholo- gie Etude de l'enfant Statistique Philoso- phie morale	Propor- tions égales	Services sociaux publics Diététique Civisme Etudes in- dustrielles	Etude des hôpitaux, des écoles Assistance	»

PAYS	1° Sujets académiques généraux	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'autre part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part.	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Etats-Unis d'Amérique	Morale Sociologie Histoire Psychologie sociale Traitement social Administration Psychiatrie Statistique etc.	Variable	Service des cas familiaux Protection de l'enfance Problèmes de l'avenir, etc...	Œuvres sociales de l'industrie Criminologie Sociologie rurale Problèmes de l'immigration (voir colonne précédente)	Variable
France	Economie politique Psychologie Pédagogie Législation Hygiène	Econ. pol. : 50 % Hyg. : 25 % Psycholog. 25 %	Œuvres d'assistance Protection de l'enfance Législation industrielle Service social public	Organisation familiale Méthodes de l'administration sociale publique	b) = 20 à 30 % du temps réservé à a)
Grande-Bretagne	Economie sociale Philosophie sociale Psychologie Physiologie Statistique Histoire industrielle et politique Législation économique, industrielle et sociale	La plus grande partie du temps de beaucoup, est réservée à l'économie sociale Histoire Philosophie, Psychologie et législation	Administration locale, Institutions sociales Administrations sociales (les matières d'enseignement pratique sont groupées sous ces trois rubriques)	(Voir colonne précédente) Œuvres sociales de l'industrie	Variable Direction individuelle dans quelques écoles

PAYS	1° Sujets académiques généraux	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'une part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part.	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Hongrie	Economie politique Histoire de la civilisation Géographie Hygiène Chimie Philosophie sociale L'Etat et la Société Législation sociale	Econ. pol. : 232 leç. Hygiène : 146 leç. Psychol. : 58 leçons Droit : 40 leçons dans une seconde école	Organisation sociale Résidences Problèmes de la misère Service social familial Psychologie sociale Progrès social Méthodes de service social Statistiques sociales	»	a) Une leçon d'une heure est suivie de b) une discussion d'une heure
Inde	Economie politique élémentaire Sociologie élémentaire Morale sociale	Les chiffres manquent	Psychologie Hygiène publique Tribunaux d'enfants Sauvetage moral Sté d'organisation de la charité Service des cas individuels Coopératives Législation industrielle Organisation des travailleurs	»	»

PAYS	1° Sujets académiques généraux	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'une part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part.	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Pays-Bas . . .	Histoire de la protection du travail Economie politique Législation sociale Psychologie Pédagogie Hygiène Hygiène sociale Histoire de la civilisation Protection de l'enfance Conditions sociales Questions sociales dans la littérature Histoire de la pédagogie	Droit et économie polit. 12 Hygiène 3 Psych. 4	Habitation Criminalité juvénile Résidences Problèmes de la misère Tempérance Enseignement ménager Couture Confection des jouets	»	a) En général des leçons b) Deux ou trois fois par semaine ; les élèves participent à la discussion c) Une après-midi par semaine et le soir
Pologne . . .	Pédagogie Organisation industrielle Législation industrielle Self Government Législation agricole Etude de l'enfance Hygiène	Les chiffres manquent	Assistance Emigration Coopératives Enseignement ménager	»	»

PAYS	1° Sujets académiques généraux	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'une part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Suède	Economie politique Sciences politiques Politique sociale Psychologie Morale Hygiène sociale	Econ. pol. et assistance : 370 h. Hygiène : 50 h. Psychol. : 80 h.	Assistance publique Protection de l'enfance et de l'adolescence Assurances sociales Retraites Législation du travail Alcool Législation sanitaire Hygiène publique Assurances contre les accidents	Préparation pratique au service social Psychologie et éthique	a) 2/3 b) 1/3 de cercles d'études Les élèves rédigent des travaux et font des causeries suivies de discussions sous la direction d'un maître c) L'enseignement individuel se rencontre aussi
Suisse	Economie politique Droit Psychologie Morale sociale Civisme Féminisme Sociologie Morale Histoire de l'hygiène publique	3 écoles : Zurich Lucerne Genève Econ. pol. et droit : 10 3 6 Hygiène : 13 3 4 Psychol. : 17 3 3	Assistance sociale Economie sociale Morale sociale Hygiène Protection de l'enfance Habitation Tuberculose. Enseignement populaire de l'hygiène Surveillance continuée des cas	Administration publique Surveillance continuée des cas traités Lutte anti-tuberculeuse Administration des hôpitaux Etude des institutions	a) 1/3 b) 1/3 c) 1/3

PAYS	1° Sujets académiques généraux	2° Proportion du temps consacré à la législation et à l'économie politique d'une part, à l'hygiène et à la psychologie d'autre part	3° Travail social pratique	4° Matières susceptibles de préparer au service social	5° Temps consacré : a) aux leçons b) aux cercles c) à l'enseignement individuel
Tchécoslovaquie	Economie politique et sociale Sociologie Administration sociale Statistique Droit civil Droit criminel Hygiène Psychologie Culture physique	Econ. pol. et droit : 2 Hygiène et physiol. : 4 Psychol. : 1	Protection de l'enfance Criminalité juvénile Service social public Hygiène publique Surveillance continuée des cas Psychologie Législation	Statistiques Institutions Service social collectif (par ex. étude des syndicats, services publics, lois sociales, administration de l'hygiène) Service des cas individuels (y compris surveillance continuée) Enfants négligés Protection de l'enfance	a) et b) en proportions à peu près égales

VII. — TRAVAUX PRATIQUES

PAYS	1° Quelles sont les différentes catégories de travaux pratiques exécutés par les élèves?	2° Nomme-t-on un moniteur spécial, ou les dirigeants des œuvres sont-ils chargés de diriger ces travaux?	3° Facilités de recherches pour : (a) l'ensemble des élèves; b) certains élèves; c) quelle proportion?	4° Proportion du temps consacré aux travaux pratiques.
Allemagne . .	Hygiène Protection de l'enfance Assistance Surveillance continuée des cas traités Service des établissements	Ordinairement c'est le directeur de l'école qui en est chargé Dans les grandes écoles il y a un ou plusieurs moniteurs Les dirigeants des œuvres et les professeurs des écoles se réunissent régulièrement pour conférer	Aucune facilité	La moitié du temps environ, plus 4 mois de travaux pratiques pour une scolarité de 2 ans
Autriche . .	Protection des adolescents Criminalité juvénile Jardins d'enfants Cercles Assistance aux enfants arriérés, Protection des nourrissons. Soins aux malades, Protection des femmes en couches, des infirmes, des tuberculeux Premiers secours, Hygiène	Les monitrices sont chargées de la direction des travaux pratiques	Pour certains élèves	Variable

PAYS	1° Quelles sont les différentes catégories de travaux pratiques exécutés par les élèves ?	2° Nomme-t-on un moniteur spécial, ou les dirigeants des œuvres sont-ils chargés de diriger ces travaux ?	3° Facilités de recherches pour : a) l'ensemble des élèves; b) certains élèves; c) qu'elle proportion ?	4° Proportion du temps consacré aux travaux pratiques.
Belgique.	Criminalité juvénile Visites dans les établissements, dans les foyers de jeunes filles Abris Cantines Visites aux usines Assurances sociales Bibliothèques Ouvres sociale-de l'industrie	Les directeurs des œuvres de protection instruisent les élèves ; mais ceux-ci travaillent en grande partie tout seuls, La direction de l'école surveille leurs travaux	Dans les écoles de jeunes gens. oui; pour tous les élèves dans les questions qui intéressent leur parti politique Dans les autres écoles pour quelques élèves seulement	Au moins $\frac{1}{2}$ du temps
Canada . . .	Résidences et cercles principalement Protection familiale Service social à l'hôpital Service social psychiatrique	Les élèves travaillent sous la surveillance de personnes choisies dans le personnel des œuvres en accord intime avec les écoles	Pour un élève spécialement qualifié de temps en temps	Un tiers
Chili	Service des cas individuels, etc.	La directrice de l'école dirige les trav. pratiques	Oui, pour tous les élèves	La moitié aux travaux pratiques
Etats-Unis d'Amérique.	Service social familial Placement des enfants Criminalité juvénile Visites Enseignement Service social des hôpitaux Service social psychiatrique des maisons de réforme Récréations Organisation rurale Enquêtes Statistiques Administration du personnel	La direction immédiate en appartient aux œuvres sociales mais un moniteur coordonne tous les travaux pratiques	Les enquêtes font partie du programme de toutes les écoles Les chiffres manquent quant à la proportion des élèves qui en exécutent	Variable

PAYS	1° Quelles sont les différentes catégories de travaux pratiques exécutés par les élèves ?	2° Nomme-t-on un moniteur spécial, ou les dirigeants des œuvres sont ils chargés de diriger ces travaux ?	3° Facilités de recherches pour : a) l'ensemble des élèves; b) certains élèves; c) quelle proportion ?	4° Proportion du temps consacré aux travaux pratiques
France . . .	Hygiène Cas individuels Enquêtes Bibliothèques Jeux Etablissements Protection de l'enfance et de l'adolescence	On pratique les deux méthodes : à l'école appartient la direction générale ; les directeurs des œuvres dirigent les travaux	Les facilités ne manquent pas, mais peu d'élèves en profitent	La moitié
Grande-Bretagne.	Société d'organisation de la charité Œuvres sociales de l'industrie Protection de l'enfance Service social scolaire Placement professionnel des mineurs Cercles Délinquants en liberté surveillée Enquêtes, etc...	Les deux méthodes Quelqu'un est toujours chargé d'organiser les travaux pratiques	Dans certaines écoles	Varie du tiers à la moitié
Hongrie . . .	Visites à toutes œuvres sociales ou institutions importantes suivies de discussions	Les élèves visitent les établissements et de retour à l'école discutent ce qu'ils ont vu	»	»
Inde	Société d'organisation de la charité Service des cas individuels Visites aux logements des coolies Cours pour les femmes Ecoles maternelles Centres de jeux Crèches Visites des hôpitaux	L'école organise les travaux pratiques mais les auxiliaires sociales surveillent les élèves qui leur sont confiées	Les élèves n'en sont pas encore au point de pouvoir participer à des enquêtes	La moitié environ

PAYS	1° Quelles sont les différentes catégories de travaux pratiques exécutés par les élèves ?	2° Nomme-t-on un moniteur spécial, ou les dirigeants des œuvres sont-ils chargés de diriger ces travaux ?	3° Facilités de recherches pour : a) l'ensemble des élèves; b) certains élèves; c) quelle proportion ?	4° Proportion du temps consacré aux travaux pratiques.
Pays-Bas . . .	Résidences sociales Secours aux indigents Enquêtes sociales Protection et hygiène de l'enfance Institutions pour enfants Inspection de l'habitation Service social des hôpitaux	Un moniteur spécial organise les cercles, etc	Très peu Ces facilités seront plus grandes à l'avenir	Une soirée ou une après-midi par semaine en première année; deux en seconde année
Pologne . . .	Visites à 94 œuvres sociales Voyages d'enquêtes	Les visites aux institutions etc sont organisées par des chefs choisis par les élèves; compte-rendu en est donné par des <i>rapporteurs</i> nommés par l'école	»	»
Suède . . .	Pas de travaux pratiques Mais pour l'obtention du « Certificat de service social pratique » l'élève doit se qualifier dans une branche particulière du service pratique Visites aux institutions et entreprises	Des moniteurs dans une école ailleurs les élèves vont en qualité de visiteurs d'élèves ou de remplaçants dans les diverses organisations sociales	»	17 semaines dans une école la moitié du temps dans une autre néant dans une troisième

PAYS	1° Quelles sont les différentes catégories de travaux pratiques exécutés par les élèves ?	2° Nomme-t-on un moniteur spécial, ou les dirigeants des œuvres sont-ils chargés de diriger ces travaux ?	3° Facilité de recherches pour : a) l'ensemble des élèves ; b) certains élèves ; c) quelle proportion ?	4° Proportion du temps consacré aux travaux pratiques
Suisse . . .	Etablissements Oeuvres sociales de l'industrie Assistance Cercles Crèches Maisons de vacances Protection de l'enfance Placement professionnel des mineurs Service social scolaire Hôpi- taux d'enfants Protection mo- rale de l'enfance Criminalité juvénile Lutte antituber- culeuse	La directrice de l'école surveille les travaux pratiques les organisations sociales donnent la formation aux élèves	Oui, pour toutes les élèves	Zurich : 6 mois ($\frac{1}{4}$) Genève : 1 an et 1 à 3 après-midi Lucerne : les vacances plus 1 à 3 $\frac{1}{2}$ journées par semaine plus 3 mois
Tchéco- slovaquie.	Service social général plus : a) Criminalité juvénile Surveillance continué des cas Enfants arriérés b) Assistance Emigration Bourses du Travail c) Hygiène Protection de l'enfance Consultations prénatales Dispensaires antituber- culeux Maladies vénériennes	Pas de moniteurs Les élèves travaillent sous la surveillance de la direction des œuvres	Toutes les élèves font des enquêtes sur des cas spéciaux sous la direction d'une maîtresse	Plus de la moitié : Travaux pratiques 960 heures Leçons, etc., 758 heures

VIII. — VISITES aux INSTITUTIONS SOCIALES

PAYS	1° Fait-on des visites ?	2° A quelles catégories d'institutions ?	3° a) Donne-t-on un enseignement spécial sur le travail de ces institutions ? b) les élèves rédigent-ils un compte rendu ?
Allemagne . . .	oui	Administrations publiques. Asiles de vieillards, d'aveugles, d'enfants, de nourrissons. Hôpitaux. Usines. Expositions. Tribunaux des enfants. Institutions municipales. Bibliothèques. Réunions des corps constitués.	a) Oui et aussi un exposé oral par l'élève, suivi d'une discussion générale
Autriche. . . .	oui	Institutions de protection sociale et œuvres sociales de l'industrie.	a) Parfois
Belgique. . . .	oui	Institutions d'enseignement. Hôpitaux. Usines. Œuvres de protection de l'enfance. Œuvres d'assistance, Assurances et mutualités, Foyers.	a) oui b) oui
Canada	oui	De tous les types.	oui
Chili	oui	Institutions sociales publiques et privées. Résidences. Bureaux de renseignements. Bureaux des administrations publiques.	a) oui b) oui
Etats-Unis d'Amérique.	oui	Trop nombreuses pour être énumérées ; varient d'une école à l'autre.	oui
France	oui	Institutions d'assistance. Résidences. Asiles de sauvetage moral. Protection maternelle et infantile, Hôpitaux. Usines. Coopératives. Administrations publiques, Mines.	a) oui b) oui
Grande-Bretagne.	oui	Œuvres privées de protection sociale ; institutions dépendant de l'Etat ou des municipalités, Réunions des corps constitués.	oui

PAYS	1° Fail-on des visites ?	2° A quelles catégories d'institutions ?	3° a) Donne-t-on un enseignement spécial sur le travail de ces institutions ? b) les élèves rédigent-ils un compte-rendu ?
Hongrie . . .	oui	Toutes les œuvres et institutions sociales importantes du pays.	a) oui
Inde	oui	Prisons. Maisons de réforme. Camps de mendiants. Centres de protection de l'enfance. Filatures de coton. Ecoles d'aveugles. Ecoles de sourds-muets.	„
Pays-Bas . . .	oui	Toutes sortes d'institutions sociales, privées ou officielles, par exemple : usines, asiles d'indigents, lavoirs publics.	a) oui b) oui
Pologne . . .	oui	Non spécifié.	a) oui b) Oui, ceux qui sont choisis comme rapporteurs
Suède	oui	Assistance publique. Institutions de protection des enfants et des adolescents. Administrations municipales. Bienfaisance privée. Inspection de l'habitation. Tempérance. Résidences. Aveugles. Sourds-muets. Protection des travailleurs. Dispensaires anti-tuberculeux, etc.	a) oui b) oui
Suisse	oui	Conférence de l'Office international du Travail. Usines. Bibliothèques. Institutions pour enfants. Pouponnières. Crèches. Institutions d'enseignement. Hôpitaux. Asiles de vieillards.	a) oui b) oui
Tchéco-slovaquie.	oui	a) d'éducation b) d'hygiène c) d'assistance	a) oui b) oui

IX. — DURÉE des COURS

PAYS	Durée des cours	PAYS	Durée des cours
Allemagne . .	2 ans	Inde	Une année scolaire
Autriche. . .	2 ans	Pays-Bas. . .	3 ans
Belgique. . .	2 ans	Pologne . . .	2 ans
Canada . . .	2 ans	Suède	Institut de recherches : 1 an et demi avec travaux pratiques en plus
Chili	2 ans		Associations d'assistance et de protection infantile 7 mois
Etats-Unis d'Amérique	Variable ; ordinai- rement 2 ans		Institut éthico pédagogique, 1 an
France . . .	2 ans		
Grande- Bretagne.	2 ans Pour ceux qui ont un grade univer- sitaire en une matière connexe. 1 an seulement	Suisse	Zurich, 2 ans pour le certificat complet Lucerne 4 semestres Genève 2 ans et demi
Hongrie . . .	214 leçons 200 heures d'études à domicile	Tchéco- slovaquie.	1 an à 2 ans

X. — SPÉCIALISATIONS

PAYS	1° Y a-t-il des cours spéciaux pour des branches spéciales de service social ?	2° Dans quelle mesure consulte-t-on les œuvres pour l'organisation de ces cours ?	3° Forme-t-on des fonctionnaires pour les services sociaux de l'Etat ou de la municipalité ?	4° Un enseignement social supérieur peut-il attirer les diplômés des universités ?	5° Enseignement des méthodes de recherches sociologiques	6° Prépare-t-on au service social rural ?
Allemagne.	Compris dans les cours généraux	Les élèves sont confiés, chacun selon le sujet choisi, aux œuvres sociales intéressées	Pas de cours spéciaux ; les anciens élèves trouvent à se placer auprès des administrations publiques	Un cours supérieur d'un an à l'Akademie für soziale und pädagogische Arbeit	»	oui
Autriche	Dans une école il y a un cours pour le service des délinquants en liberté surveillée	»	A Vienne on prépare des auxiliaires sociales municipales	Oui dans une école	Oui	oui
Belgique	Les cours comprennent 6 groupes 1. Protection de l'enfance 2. Assistance 3. Foyers 4. Industrie 5. Assurances sociales 6. Bibliothèques	Le programme est dressé par les autorités	non	»	»	non

PAYS	1° Y a-t-il des cours spéciaux pour des branches spéciales de service social ?	2° Dans quelle mesure consulte-t-on les œuvres pour l'organisation de ces cours ?	3° Forme-t-on des fonctionnaires pour les services sociaux de l'Etat ou de la municipalité ?	4° Un enseignement social supérieur peut-il attirer les diplômés des universités ?	5° Enseignement des méthodes de recherches sociologiques	6° Préparation au service social rural ?
Canada.	Compris dans les cours généraux sauf pour quelques élèves occasionnels	Les surveillants consultent constamment le directeur des travaux pratiques. Les écoles sont en relations avec la direction des diverses œuvres	non	»	»	non
Chili	Les élèves de seconde année peuvent se spécialiser	Elle est étudiée en commun mais non officiellement	Pour ceux qui s'occupent des assurances sociales	»	»	non
Etats-Unis d'Amérique.	Les écoles sont ordinairement divisées en plusieurs départements. Les élèves ont toute facilité pour se spécialiser	Dans beaucoup de cas, des cours de ce genre sont créés à la demande des œuvres nationales ou locales	Dans plusieurs écoles, les élèves se préparent en vue de ces débouchés ; ordinairement pour la statistique et les enquêtes	Facilités de spécialisation. Accès à des diplômes supérieurs en sociologie. Facilités de recherches	Oui dans la plupart des écoles	oui dans 10 écoles au moins

PAYS	1° Y a-t-il des cours spéciaux pour des branches spéciales de service social ?	2° Dans quelle mesure consulte-t-on les œuvres pour l'organisation de ces cours ?	3° Forme-t-on des fonctionnaires pour les services sociaux de l'Etat ou de la municipalité ?	4° Un enseignement social supérieur peut-il attirer les diplômés des universités ?	5° Enseignement des méthodes de recherches sociologiques	6° Prépare-t-on au service social rural ?
France . .	La spécialisation s'ajoute au programme général	Elles sont représentées dans les comités directeurs des écoles de service social	Non, mais certains services prennent les élèves sortis des écoles	»	»	On étudie la question
Grande-Bretagne .	Un cours spécial de service social des hôpitaux est organisé à la suite des cours d'études sociales Il y a aussi des cours sur la gérance des immeubles et pour les auxiliaires de la Société d'organisation de la charité	On nomme des comités consultatifs	Les cours et cercles d'études sont ouverts à tout le monde ; quelquefois on organise des cours spéciaux A Glasgow, un cours du soir pour les fonctionnaires	»	Dans certaines écoles	Peu, excepté à Oxford
Hongrie . .	Au cours du deuxième mois les élèves déclarent la spécialité qu'ils choisissent	On choisit des conseillers dans le personnel de l'organisation intéressée	»	»	»	On espère organiser le service social rural

PAYS	1° Y a-t-il des cours spéciaux pour des branches spéciales de service social ?	2° Dans quelle mesure consulte-t-on les œuvres pour l'organisation de ces cours ?	3° Forme-t-on des fonctionnaires pour les services sociaux de l'Etat ou de la municipalité ?	4° Un enseignement social supérieur peut-il attirer les diplômés des universités ?	5° Enseignement des méthodes de recherches sociologiques	6° Prépare-t-on au service social rural ?
Inde	Pas encore	»	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore
Pays-Bas . .	Oui, chaque année il y a des cours assez nombreux sur des sujets divers (par exemple l'enfance la police les œuvres de protection infantile les mouvements de la jeunesse)	En général les moniteurs sont pris parmi les directeurs des œuvres sociales	On forme les élèves en vue de l'assistance, de la protection des enfants de la police, de l'inspection des habitations et ces services publics les prennent souvent	»	»	non
Pologne . . .	Compris dans les cours généraux	»	»	»	Oui	On fait l'étude des œuvres rurales, avec des excursions à la campagne

PAYS	1° Y a-t-il des cours spéciaux pour des branches spéciales de service social ?	2° Dans quelle mesure consulte-t-on les œuvres pour l'organisation de ces cours ?	3° Forme-t-on des fonctionnaires pour les services sociaux de l'Etat ou de la municipalité ?	4° Un enseignement social supérieur peut-il attirer les diplômés des universités ?	5° Enseignement des méthodes de recherches sociologiques	6° Prépare-t-on au service social rural ?
Suède . .	Non Une école a un cours d'assistance et de protection des enfants	B) Les institutions et les asiles offrent des facilités de pratique	Certaines villes (Stockholm) offrent à leurs fonctionnaires des bourses d'études à l'Institut L'Instruction publique fait de même pour ses instituteurs Les services municipaux prennent beaucoup l'anciens élèves	»	Non à A Oui à B	Dans une école
Suisse . . .	Compris dans les cours généraux	Des cours et des conférences ont lieu dans les institutions intéressées	Oui, par les travaux pratiques de service social dans les administrations des villes et dans les cantines	»	»	oui

PAYS	1° Y a-t-il des cours spéciaux pour des branches spéciales de service social ?	2° Dans quelle mesure consulte-t-on les œuvres pour l'organisation de ces cours ?	3° Forme-t-on des fonctionnaires pour les services sociaux de l'Etat ou de la municipalité ?	4° Un enseignement social supérieur peut-il attirer les diplômés des universités ?	5° Enseignement des méthodes de recherches sociologiques	6° Prépare-t-on au service social rural ?
Tchéco-slovaquie.	Pas de cours spéciaux	Les organisations intéressées qui sont représentées dans le comité d'administration participent à l'établissement du programme	non	»	»	non

XI. — EXAMENS

PAYS	1° Examens écrits ? oraux ? ou les deux ?	2° Comment évalue-t-on les travaux pratiques ?	3° Diplômes ou certificats ?
Allemagne . .	Les deux.	Les élèves ne peuvent se présenter à l'examen que si leurs travaux pratiques sont satisfaisants.	Après l'examen et un an de pratique le diplôme (de l'Etat) d'auxiliaire de la protection sociale (Wohlfahrtspflegerin, Soziale Beamtin)
Autriche. . .	Les deux.	Par le rapport sur les travaux pratiques.	Diplôme et certificat.
Belgique. . .	Les deux.	Par le rapport sur les travaux pratiques qui fait partie de l'examen final.	Diplôme officiel d'auxiliaire sociale.

PAYS	1° Examens écrits ? oraux ? ou les deux ?	2° Comment évalue-t-on les travaux pratiques ?	3° Diplômes ou certificats ?
Canada	Epreuves écrites.	Par l'étude soignée de la personnalité du candidat et les rapports des divers surveillants.	Diplôme au bout de de 2 ans.
Chili	Les deux.	Par des rapports.	Le titre de visitado- ra social (visi- teuse sociale).
Etat-Unis d'Amérique.	Epreuves écrites surtout.	On donne des points pour les travaux pratiques surveillés.	Diplômes, certificats et parfois grades universitaires.
France	Les deux.	Par les rapports et par les notes obtenues dans chaque branche des travaux prati- ques.	Chaque école a ses propres sanc- tions (1).
Grande - Breta- gne.	Epreuves écrites ordi- nairement ; parfois on exige une thèse.	Par les rapports des directeurs des œu- vres.	Les deux.
Hongrie	Epreuves orales.	On tient compte du travail de l'année.	Certificat reconnu par toutes les œuvres sociales.
Inde	Epreuves écrites.	»	»
Pays-Bas. . . .	Pas d'examen spécial à la fin de la scolarité, mais travaux écrits 2 ou 3 fois par an.	Au bout de six mois passés auprès des œuvres sociales, la direction doit rem- plir un questionnaire sur le travail de l'élève.	Certificat au bout de 2 ans d'études. Diplôme au bout de 3 ans.
Pologne	Une thèse écrite et un examen (on ne dit pas s'il est oral ou écrit).	Par une thèse basée sur les observations personnelles.	»

(1) Depuis le décret du 12 janvier 1933, il existe un diplôme d'Etat d'Assistante Sociale.

PAYS	1° Examens écrits ? oraux ? ou les deux ?	2° Comment évalue-t-on les travaux pratiques ?	3° Diplômes ou certificats ?
Suède	Les deux.	a) Par un certificat sur les travaux pra- tiques. b) Les dirigeants des œuvres font rapport sur le travail de l'élève.	a) Diplôme de l'ins- titut. b) Certificat don- nant le droit de porter l'uni- forme.
Suisse	A Zurich, écrit. A Lucerne, les deux. A Genève, les deux.	Les élèves ne peuvent se présenter à l'exa- men que si leurs travaux pratiques sont satisfaisants.	Zurich : un certificat un diplôme. Lucerne : un diplôme. Genève : certificat au bout de 2 semestres diplôme de fin d'é- tudes (4 semes- tres).
Tchéco - Slova- quie	Les deux à Prague. Pas d'examen final à Turc. sv. Martin.	Les institutions auprès desquelles les élèves ont fait un stage leur donnent un certi- ficat.	Certificat d'aptitude au service social général et au ser- vice d'hygiène sociale.

XII. — DROITS D'INSCRIPTION

PAYS	1° Pour les élèves faisant des études complètes a) Enseignement seul b) l'pension comprise	2° Comparée aux frais des études conduisant aux autres professions	3° Les œuvres font-elles payer les travaux pratiques ?
Allemagne . . .	Variable. En Prusse : a) 200-300 marks par an. b) 100-135 marks par mois pour la pension.	Inférieurs à ceux des autres écoles : par exemple écoles d'en- seignement techni- que, 360 à 520 marks. Mais pour la prépa- ration aux jardins d'enfants ou aux soins des nourris- sous les frais ne sont pas plus élevés.	non

PAYS	1° Pour les élèves faisant des études complètes a) Enseignement seul b) Pension comprise	2° Comparée aux frais des études conduisant aux autres professions	3° Les œuvres font-elles payer les travaux pratiques ?
Autriche. . .	Varie.	Plutôt inférieurs aux droits payés pour devenir institutrice	»
Belgique. . .	Varie d'une école à l'autre. a) 300 à 600 frs. b) 3.600 à 7.800 frs.	La plupart des écoles conduisant aux professions donnent l'enseignement gratuit ; très peu demandent plus que ne le font les écoles sociales.	non
Canada . .	Mc Gill : 70 dollars. Toronto : 50 dollars. Pas d'internat.	Les frais d'études varient considérablement ; ceux du service social sont de beaucoup les moins élevés.	non
Chili	Gratuité.	»	non
Etats-Unis d'Amérique.	Varie beaucoup.	Analogues à ce qu'on paie pour la préparation aux autres professions.	En général, non ; mais on commence à prendre l'habitude de verser à l'institution une certaine somme par élève stagiaire ; ou de contribuer pour une part à ses frais annuels.
France . . .	Variable. a) 200 à 800 frs. b) selon le tarif des pensions d'étudiants (maisons de familles).	Très inférieurs aux frais des autres écoles.	»
Grande-Bretagne.	a) 20 à 30 livres sterling par an.	Très inférieurs à ceux des professions libérales ; inférieurs à ceux de la plupart des autres professions.	Dans certains cas.

PAYS	1° Pour les élèves faisant des études complètes a) Enseignement seul b) Pension comprise	2° Comparée aux frais des études conduisant aux autres professions	3° Les œuvres font-elles payer les travaux pratiques ?
Hongrie . . .	Pour la forme : 20 pengos (75 frs français), rien dans l'Ecole des Missions.	»	non
Inde	a) Environ 5 livres sterling par an,	La moitié environ de ce qu'on paie dans les écoles de beaux-arts « intermédiaires » ; les étudiants en sciences et en médecine paient plus que les jeunes artistes.	»
Pays-Bas . . .	a) 300 florins (environ 3,000 frs français). b) Pas d'internat.	Analogues.	non
Pologne . . .	»	»	»
Suède	Ecole A : 100 couronnes (625 frs français) par trimestre ; donc environ 2,500 frs au minimum. 10 couronnes pour les trimestres supplémentaires. Pas d'internat. Ecole B : 100 couronnes pour tout le cours. Ecole C : 480 couronnes par an.	Les frais sont très peu élevés.	non

PAYS	1° Pour les élèves faisant des études complètes a) Enseignement seul b) Pension comprise	2° Comparée aux frais des études conduisant aux autres professions	3° Les œuvres font-elles payer les travaux pratiques ?
Suisse . . .	<i>Zurich</i> : 700 francs suisses, pas d'internat, <i>Lucerne</i> : a) 500 frs. b) 3.500 frs pour toute la scolarité. <i>Genève</i> : a) 285 frs. b) pension complète 220 frs par par mois,	A peu près comme pour les autres professions. Un peu plus élevés que pour l'enseignement, un peu moins que les frais d'études universitaires.	non
Tchéco-Slovaquie.	a) 500 couronnes, 12 couronnes de droit d'entrée. b) pension 360 frs par mois.	Inférieurs aux frais des autres écoles : Académie de commerce : 850 couronnes. Ecoles secondaires : 410 couronnes, plus 450 couronnes par mois de pension.	Seulement dans le cas de l'Hôpital des enfants. Les stagiaires y prennent pension pour 300 couronnes par mois.

XIII. — L'AVENIR des ÉLÈVES

PAYS	Les élèves trouvent-ils facilement des postes rémunérés ?	Fait-on une différence selon que les élèves se destinent au service rémunéré ou bénévole ?
Allemagne	Oui, très facilement.	non
Autriche	oui	non
Belgique	oui	»
Canada	Oui ; plus de situations que d'élèves qualifiées.	»
Chili	oui	»
Etats-Unis d'Amérique.	Plus de débouchés que d'auxiliaires qualifiées.	non
France	Très facilement.	»

PAYS	Les élèves trouvent-ils facilement des postes rémunérés ?	Fait-on une différence selon que les élèves se destinent au service rémunéré ou bénévole ?
Grande-Bretagne . . .	D'une façon générale, les élèves présentant de bonnes qualifications et d'âge convenable trouvent des situations.	non
Hongrie	oui	»
Inde	»	»
Pays-Bas	oui	»
Pologne	»	»
Suède	Quelquefois les élèves ne trouvent une situation qu'au bout d'un temps assez long.	»
Suisse	En général, oui, il existe assez de postes pour les auxiliaires capables.	»
Tchécoslovaquie . . .	On trouve des situations pour les élèves de l'école de Prague.	»

XIV. — QUEL est le POURCENTAGE des ANCIENS ÉLÈVES qui EXERCENT BÉNÉVOLEMENT ?

PAYS		PAYS	
Allemagne . . .	Aucune à présent.	Hongrie	De 6 % à 7 %.
Autriche	Un petit nombre.	Inde	Plus de la moitié,
Belgique	De 1/10 à 1/8	Pays-Bas	Un très petit nombre.
Canada	De 5 % à 10 %.	Pologne	»
Chili	Un très petit nombre	Suède	Aucune.
Etat-Unis- d'Amérique.	Une proportion négligeable.	Suisse	Zurich : avant-guerre 30 à 50 %.
France	La proportion était de un tiers, elle a beaucoup diminué,		Lucerne : 40 %.
Grande-Bretagne.	La plupart se destinent au service social professionnel.	Tchéco-Slovaquie.	Genève : 10 à 20 %.
			Un petit nombre.

XV. — ENSEIGNEMENT SOCIAL
DONNÉ aux PERSONNES APPARTENANT
à d'AUTRES PROFESSIONS

PAYS	
Allemagne . . .	Pour les élèves des universités, on donne de plus en plus de leçons sur les questions sociales. Cours pour les infirmières en collaboration avec la Croix-Rouge. Quelques universités ont des leçons ou des cercles d'études de service social.
Autriche. . . .	Ils peuvent être auditeurs occasionnels.
Belgique. . . .	Oui, pour les infirmières visiteuses ; ainsi que des cours pour les fonctionnaires des prisons et les avocats.
Canada	Très peu, excepté les cours d'extension universitaire et les conférences. A l'Université de Toronto, un cours à l'Ecole d'hygiène publique. Quelques cours de diaconesses.
Chili	Pas encore.
Etats-Unis d'Amérique	Des cours d'été sur l'hygiène mentale pour les instituteurs et les infirmières ; des cours pour les instructeurs en théologie, les auxiliaires qui s'occupent des condamnés en liberté surveillée, etc.
France	Seulement pour les infirmières.
Grande-Bretagne .	Dans quelques écoles.
Hongrie	L'an dernier, 6 élèves d'un Institut d'Assurances, et quelques-uns des services de l'Etat.
Inde	■
Pays-Bas. . . .	Cours de service social pour les infirmières, Personnel des prisons. Formation des infirmières visiteuses. Cours du soir pour les assistantes des colonies de plein air.
Pologne	"
Suède	Non ; quelques-uns suivent les cours.
Suisse	Un cours de quinze mois pour les infirmières qualifiées ; cours pour les infirmières visiteuses.
Tchécoslovaquie .	Non.

XVI. — EXISTE-T-IL des COURS
où les AUXILIAIRES SOCIALES PEUVENT
COMPLÉTER leurs CONNAISSANCES le SOIR
ou PENDANT les VACANCES ?

PAYS	
Allemagne	Oui, dans la plupart des villes, ils sont organisés par la municipalité, par des œuvres privées ou par les écoles de service social. En général, quelques heures par semaine pendant une longue période.
Autriche.	Dans quelques écoles.
Belgique.	On n'en organise pas encore. Chaque année une <i>Semaine sociale universitaire</i> .
Canada	Aucune facilité spéciale. De temps en temps, de brefs cours du soir,
Chili	Non
Etats-Unis d'Amérique	Oui, ces cours existent dans de nombreuses écoles.
France	Cours pour l' <i>Association des Travailleuses sociales</i> .
Grande-Bretagne .	Conférences généralement accessibles au public.
Hongrie	Non.
Inde	La Société <i>Servants of India</i> a des conférences sur les questions sociales pour les auxiliaires sociales. Plutôt comme cours d'éducation féminine que comme cours de perfectionnement.
Pays-Bas	Pas donnés par l'école de service social, mais par d'autres organisations s'occupant du service social.
Pologne	»
Suède	De brefs cours d'instruction et de perfectionnement sont parfois donnés à B. jamais à A.
Suisse	<i>Lucerne</i> : cours de vacances, <i>Genève</i> : conférences organisées par des groupes d'étudiants. <i>Zurich</i> : cours organisés par les autorités locales et par l'Ecole sociale féminine.
Tchécoslovaquie .	Non.

APPENDICE A L'ANNEXE I

**I. — Organisation des principales Écoles
de Service Social en France**

1° Ecole de l'Association des Surintendantes d'usines et de services sociaux, (reconnue d'utilité publique) 4, rue Princesse, Paris (6^e). Créée le 1^{er} Mai 1917, cette école forme les travailleuses sociales qui semblent plus particulièrement attirées par le milieu ouvrier.

Durée des études à l'Ecole : deux années d'octobre à fin juin). La 1^{re} année est une année de préparation générale aux carrières sociales, déjà orientée cependant vers le service social du travail. (Usines et grandes administrations). La 2^e année est une année de perfectionnement et de spécialisation préparant aux postes de surintendantes et de directrices de services sociaux.

Conditions d'admission. — 1° Etre âgée de 19 à 38 ans selon la spécialisation envisagée.

D'autre part, peuvent entrer directement en deuxième année les infirmières diplômées d'Etat, et les assistantes ayant fait leurs études dans une autre école, mais désirant se spécialiser dans le service social de l'industrie.

L'examen final donne droit à un certificat d'aptitude ; le Diplôme définitif n'est délivré qu'après deux ans d'exercice ayant donné satisfaction.

2° Il faut posséder une bonne culture générale (niveau minimum : brevet supérieur) et présenter des références morales.

Pièces à fournir. — Bulletin de naissance. Extrait du casier judiciaire. Certificat médical détaillé (état de santé : cœur, poumons et certificat de vaccination). Quatre photographies, (format carte d'identité). Diplôme d'infirmière. Diplômes universitaires ou attestations d'études. Deux lettres de références morales.

Rétributions. — Cours et stages : *élèves* : 400 francs par trimestre. *Auditrices* : Les auditrices ne sont pas tenues aux formalités indiquées ci-dessus. Elles peuvent suivre à leur choix tout ou partie des cours et être admises aux stages après avis préalable de la Direction de l'Ecole.

Rétributions dues par les Auditrices : Un cours 80 francs. Deux cours : 140 francs. Trois cours : 200 francs.

La Direction de l'Ecole reçoit les mardis, de 9 à 18 heures et les vendredis de 9 heures à 11 heures.

PROGRAMME DES ÉTUDES DE LA PREMIÈRE ANNÉE

ENSEIGNEMENT THÉORIQUE

I. Eléments de Science sociale. — Principes de méthode sociologique. Notions d'Economie politique. Les problèmes internationaux. Droit constitutionnel et administratif. Droit civil. Eléments de droit pénal. Droit financier. Droit commercial. Prévoyance sociale.

II Hygiène. — Protection de la Santé publique. La santé dans la famille. Protection sanitaire et morale de l'enfance.

III. Les problèmes de la vie familiale. — Le logement. L'éducation ménagère. Le budget. Education des enfants. Organisation des loisirs.

IV. Le Service social. — Le Service social. L'assistance. Méthodes pratiques d'assistance. Morale.

STAGES PRATIQUES

Sous la direction d'une monitrice :

Services sociaux. — Enquêtes sociales. Etudes des cas et leur solution.

Education. — Jardin d'enfants. Garderies scolaires. Groupements scouts. Bibliothèques.

Hygiène. — Crèche. Dispensaires infantiles.

PROGRAMME DES ÉTUDES DE LA DEUXIÈME ANNÉE

ENSEIGNEMENT THÉORIQUE

I. Sociologie. — Economie politique.

II. Le Travail. — L'organisation du travail. Législation du travail. Les problèmes de la main-d'œuvre.

III. **Hygiène sociale.** — Les grands problèmes médicaux-sociaux. Le problème de l'immoralité publique.

IV. **Le Service social.** — Les Services sociaux dans les Usines et les Administrations. Le rôle de la Surintendante dans la famille. L'enseignement ménager. Morale professionnelle.

STAGES PRATIQUES

Spécialisation dans des Services Sociaux d'Usines auprès de Surintendantes.

Documentation dans les Foyers, Cantines et Restaurants, dans les Maternités et les Dispensaires.

VISITES SOCIALES FAITES AU COURS DES DEUX ANNÉES

Asiles de nuit et Etablissements hospitaliers. — Asiles temporaires pour enfants. — Cantines maternelles. — Crèches. — Abris maternels. — Ecoles municipales. — Ecoles de plein-air. — Etablissements de convalescence pour enfants. — Preventoria. — Sanatoria. — Hôpitaux. — Hospices. — Ateliers. — Ecoles de la Chambre de Commerce. — Ecoles professionnelles. Ecoles Nationales d'Art appliqué. — Ateliers Nationaux. — Office National d'Hygiène sociale. — Centres sociaux. Conservatoire National des Arts et Métiers, etc...

2° — *Association de l'Ecole pratique de service social*, 139, Boulevard du Montparnasse, Paris (VI^e).

Fondée par M. Paul Doumergue, elle est d'inspiration protestante, mais son enseignement est strictement neutre. Moins spécialisée que la précédente, elle a fourni environ 400 élèves : Assistantes au Service social à l'hôpital, assistantes au Tribunal pour enfants ; assistantes au Dispensaire d'Hygiène mentale ; assistante au Service social municipal, assistantes à l'Œuvre des Orphelins de la Préfecture de Police ; visiteuses aux Caisses de Compensation ; surintendantes d'usines, assistantes du Service social des Cheminots ; résidentes de centres sociaux ; assistantes scolaires ; assistantes à la Charité Maternelle ; secrétaires de Foyers ; directrice de dispensaires, de maisons d'observation pour enfants difficiles, de crèches, d'hospices de vieillards.

Conditions d'admission. — Pour être admise à l'Ecole Pratique de Service Social, il faut remplir les conditions suivantes :

Être âgée de 19 ans au moins et de 38 ans au plus au 1^{er} juillet de l'année d'entrée à l'École ;

Justifier d'une bonne instruction correspondant aux diplômes d'enseignement secondaire ou primaire supérieur ;

Être titulaire d'un diplôme simple de Croix-Rouge.

Adresser à l'École une demande accompagnée des pièces ci-après :

- un extrait de l'acte de naissance ;
- deux lettres de références morales ;
- un certificat médical délivré depuis moins d'un mois, suivi d'un examen radiologique ;
- un certificat de vaccination.

L'École se réserve de soumettre les postulantes à une contre-visite du docteur attaché à son établissement, au besoin de compléter la visite médicale par un examen radiographique.

L'admission d'une élève ne peut être considérée comme définitive qu'à la fin du premier trimestre scolaire.

Les postulantes âgées de 18 ans au moins au 1^{er} juillet de l'année de leur demande peuvent être admises, par décision spéciale, — après production du même dossier, — à suivre les cours de l'Année préparatoire.

Les élèves remplissant les conditions d'inscription à la première année, âgées de 25 ans, qui ne seraient pas titulaires du Diplôme simple de Croix-Rouge, peuvent être exceptionnellement admises, à la condition de suivre les cours nécessaires à l'obtention de ce Diplôme en plus des cours réguliers à l'École.

Droit d'inscription : *Elèves régulières* : 1250 francs par an, payables au début de chaque trimestre. — 50 francs de droit d'immatriculation doivent être payés le jour de l'inscription.

L'École dispose pour ses élèves de province d'une dizaine de chambres.

Chambre à 1 lit : 180 à 250 francs par mois (petit déjeuner compris).

Chambre à 2 lits : 125 à 160 francs le lit, par mois (petit déjeuner compris).

Les élèves peuvent prendre leurs repas à la Maison des Étudiantes située près de l'École.

Quelques bourses peuvent être accordées par le Conseil d'Administration de l'Ecole — sur proposition de la Direction — dans des circonstances exceptionnelles.

Organisation de l'enseignement et programme. — L'enseignement donné à l'Ecole pratique de Service social se répartit sur deux années d'études. Il comprend :

1° Des cours classés d'après les chapitres suivants.

- A. — Notions de sociologie et de droit.
- B. — Economie politique et Economie sociale.
- C. — Hygiène et premiers soins.
- D. — Education.
- E. — Le Service social et son fonctionnement.

2° Des stages et des visites dans des institutions et des œuvres d'assistance, d'hygiène, de prévoyance sociale ainsi que dans les principaux services sociaux

AVANTAGES DONT PEUVENT BÉNÉFICIER LES ÉLÈVES

1° Un cours de gymnastique rythmique (méthode Jacques Dalcroze) est organisé pour les élèves de l'Ecole (30 francs par trimestre).

2° Voyages d'études : Tous les ans est organisé un voyage d'études, en France ou à l'étranger, dans une région particulièrement intéressante par ses Institutions de Service social.

3° Maison de Villégiature. — Un pavillon avec un grand jardin est mis gracieusement par Mme Henri Goldet, à la disposition des élèves — anciennes ou en cours d'études — de mai à septembre — pour séjour de détente et de repos.

4° Amicale des Anciennes élèves. — Après la sortie de l'Ecole, une « Amicale » maintient le contact et les rapports des anciennes élèves entre elles et avec l'Ecole, grâce à des réunions mensuelles et à un Bulletin trimestriel.

3° *Ecole normale sociale*, 56, rue du Docteur Blanche, Paris (XVI^e). Cette école est d'inspiration catholique.

Principales carrières préparées. *Secrétaire sociale*, placée au centre des œuvres multiples d'un groupement d'une région, d'une paroisse, d'un diocèse, elle fait la coordination des divers rouages, groupe les bonnes volontés, donne l'impulsion d'ensemble. Des secrétaires sont spécialement préparées pour l'application des Assurances sociales.

Directrice ou professeur d'enseignement technique complémentaire pour répondre aux obligations de la loi de 1919 visant au développement de la valeur sociale et professionnelle des jeunes travailleurs et travailleuses.

Assistante sociale rurale dite « Dame de Village » qui, outre son rôle d'infirmière, s'occupe d'organiser des cercles d'études, « veillées », cours ménagers, associations agricoles féminines.

Surintendante d'usine.

Jardinière d'enfants.

Visiteuse de Caisse de Compensation ou des Habitations à bon marché.

Directrices de Préventoria, homes, foyers

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Conditions d'admission. — Pour être admise à l'Ecole Normale Sociale, il faut remplir les conditions suivantes :

Etre âgée de 19 ans au moins et de 38 ans au plus au 1^{er} juillet de l'année d'entrée à l'Ecole.

Justifier d'une sérieuse culture générale, correspondant aux diplômes d'enseignement secondaire ou primaire supérieur, afin que l'enseignement puisse être reçu avec l'envergure voulue.

Etre titulaire d'un diplôme simple de Croix-Rouge.

Posséder des qualités d'intelligence, de jugement et de cœur ; l'action sociale, même faisant l'objet d'une Carrière rémunérée, devant toujours rester un dévouement.

Une bonne santé est également nécessaire pour celles qui envisagent une action de quelque étendue. A leur entrée, les élèves ont à présenter un certificat médical datant de moins d'un mois. Au cours de chaque année scolaire elles doivent se soumettre à une visite du docteur attaché à l'Ecole.

Enfin, présenter des références sérieuses, de préférence par l'entremise d'une ancienne élève ou d'une personnalité catholique.

Bien que la formation donnée en octobre soit en même temps qu'une introduction aux études une première période d'essai, l'admission n'est définitive qu'à la fin du premier trimestre ; la Direction de l'Ecole peut alors donner son avis sur le succès moralement certain de l'année d'études.

Les candidates âgées de 18 ans au moins au 1^{er} juillet de l'année de leur demande peuvent être admises à suivre les cours de *l'Année préparatoire*.

Les élèves remplissant les conditions d'inscription à la première année, mais qui ne seraient pas titulaires du diplôme simple de Croix-Rouge, peuvent être exceptionnellement admises, mais à la condition de suivre, en plus des cours réguliers à l'Ecole, les cours nécessaires à l'obtention de ce diplôme.

Logement et Organisation pratique — L'E. N. S. procure aux candidates, dans des conditions avantageuses, les pensions de famille voulues.

Des salles de travail, la bibliothèque, sont ouvertes aux élèves, des monitrices sont à leur disposition pour les aider dans leur travail et le leur faciliter.

Vacances. — Ce sont les vacances scolaires :

11 Novembre, Noël, Jours gras, Pâques, Ascension, Pentecôte.

Examens et Diplômes. — Un examen obligatoire pour toutes les élèves régulières clôt, en première année, la période d'introduction d'octobre. Un autre examen a lieu fin décembre.

Outre les interrogations et examens trimestriels, les élèves présentent, en fin de première année, un mémoire sur un sujet social de leur choix.

La moyenne finale de ces derniers examens et des notes obtenues pour l'ensemble des travaux, si elle est insuffisante, peut être éliminatoire.

La deuxième année se clôt par l'examen d'état de Service social auquel l'Ecole se réserve le droit de présenter ou non les élèves, suivant les notes obtenues, pendant les deux années de scolarité, pour l'ensemble de leurs travaux.

En dehors du diplôme d'Etat de Service Social, l'Ecole continue à délivrer ses diplômes particuliers aux élèves ayant satisfait à l'ensemble des examens : Certificat d'études sociales du 1^{er} ou du 2^e degré, suivant que les élèves poursuivent leurs études pendant un ou deux ans.

Le programme des études est conforme à celui déterminé par l'arrêté ministériel du 13 décembre 1932 (*Voir p. 193*).

Placement. — L'E. N. S. s'occupe du placement des élèves. Les candidates qui ont sérieusement profité de leurs études et satisfait à leurs examens sont moralement assurées de leur avenir.

Inscriptions. — Elèves régulières : 1.100 francs par an.

Auditrices libres : chaque cours annuel, 100 à 150 francs suivant les matières.

Pour les Anciennes Elèves

Il est grandement utile que l'élève, une fois formée, ne soit pas laissée seule, livrée sans aide aux difficultés parfois très grandes et délicates de l'action. Aussi l'Ecole, par divers moyens, continue-t-elle à les suivre et à les soutenir en leur offrant tous les renseignements utiles : informations, canevas de travail, plans, etc..., et en maintenant entre elles un contact plein de cordialité.

En outre, les anciennes élèves sont invitées à entrer, — ainsi que toutes les travailleuses sociales ayant reçu la même formation de base — dans le groupement des Auxiliaires sociales, rattaché à l'Union Catholique Internationale de Service Social.

Ce groupement des Auxiliaires sociales, qui constitue pour ses membres le cadre vraiment adapté, organise à leur intention des cours de perfectionnement, leur offre un mutuel soutien technique et moral ; enfin, représente leurs intérêts dans les diverses organisations sociales, nationales et internationales.

4° Ecole sociale d'Action familiale. 92, rue du Moulin-Vert, Paris (XIV^e). — Fondée par la Confédération générale des Familles, l'Ecole d'Action familiale étudie les problèmes sociaux en fonction de leur répercussion sur la vie familiale. Elle vise à donner à ses élèves et à ses auditeurs la formation spéciale qui leur permettra de diriger ou de fonder les institutions nécessaires à la réorganisation de la famille. Elle s'adresse donc à tous ceux qui ont le souci de défendre la famille et qui veulent lui rendre la puissance sociale à laquelle elle a droit.

Enseignement. — L'enseignement est donné par des professeurs particulièrement qualifiés : Inspecteurs des Finances, Docteurs en Droit, Fondateurs d'œuvres familiales, Spécialistes de questions familiales.

Le programme des cours est conforme à celui déterminé par l'arrêté ministériel du 13 décembre 1932. En raison du but visé par l'Ecole, on insiste particulièrement sur le Budget et la Prévoyance familiale ; les Institutions publiques et privées qui intéressent la famille ; la Législation familiale ; le Logement et la Famille ; la Famille dans l'Economie nationale ; l'Hygiène et la Famille ; la Famille et les groupements éducatifs et sociaux ; le Problème de l'Education ; la Psychologie du Sentiment ; le Service social et son fonctionnement, etc.

Des stages pratiques sont organisés dans les œuvres sociales et familiales.

Conditions d'admission. — Pour être admise à l'*Ecole Sociale d'Action Familiale*, il faut remplir les conditions suivantes :

1° Etre âgée de 19 ans avant le 1^{er} juillet de l'année où l'on se présente, et de 38 ans au plus, sauf dispense ;

2° Adresser une demande soit à la Directrice, soit au Secrétaire Général Adjoint de la C. G. F., rue du Moulin-Vert ;

3° Fournir un extrait de naissance ;

4° Fournir un certificat d'aptitudes physiques délivré depuis moins de trois mois, et un certificat de revaccination remontant à moins d'un an ;

5° Justifier d'une bonne instruction correspondant au Brevet élémentaire ou au diplôme de fin d'études secondaires. Les élèves qui ne posséderaient aucun diplôme universitaire sont astreintes à passer un examen composé d'une dictée avec quelques explications grammaticales et d'un travail écrit en trois heures sur un sujet donné ;

6° Fournir des références et toutes garanties de bonne éducation et de tenue.

Frais de scolarité. — Les frais de scolarité pour les Elèves régulières préparant le Diplôme d'Etat sont de 825 francs par an, payables à raison de 275 francs par trimestre.

Des auditrices libres, suivant seulement les cours qui les intéressent, peuvent être admises moyennant un droit d'inscription variant suivant le nombre de cours demandés.

Logement. — L'Ecole n'a pas d'internat, mais elle peut indiquer aux Elèves qui en font la demande, des pensions de famille à des prix très modérés.

N. B. — 1° L'Ecole d'Action familiale observe la neutralité la plus absolue.

2° M. l'abbé Viollet, sur la demande des élèves catholiques qui le désirent, fait un cours réservé à ces élèves, sur les rapports de la vie sociale et de la vie religieuse.

3° En dehors de son enseignement général, l'Ecole en donne un autre qui prépare à certaines spécialisations : a) *Service médico-social* (cours, conférences et stages organisés par les soins et sous la direction de la Croix-Rouge française (S. S. B. M.) à l'hôpital-école des Peupliers.

b) *Service de psychiatrie et de l'enfance abandonnée ou délinquante.* (Cours de neuro-psychiatrie, hygiène mentale, psychologie expérimentale, droit infantile et travaux pratiques organisés par le Comité national d'éducation et d'assistance de l'enfance anormale. Droit pénal enseigné par M. Jacques Desforges, avocat à la Cour d'Appel).

c) *Service social et familial* (Examen pratique des problèmes que doit résoudre la famille, avec le concours des institutions déjà existantes et des moyens que peut apporter l'organisation familiale. Etude pratique de l'organisation et de la vie des œuvres) Sous la direction de M^{me} Fuster, M. l'abbé Viollet et M. Maurice Bertrand. Stages dans les services sociaux et les associations.

5° *Ecole d'application du Service social*, annexé à la Maison-Ecole d'infirmières privées, 2, place de la Porte de Vanves, Paris (xv°). C'est en 1927 que, devant les besoins actuels de Visiteuses et assistantes sociales professionnelles, la Maison-Ecole a adjoint à son enseignement professionnel, des cours et des stages destinés à leur formation (1).

Les cours commencent chaque année le premier mardi de novembre. Les études durent deux ans.

Les stages s'étendent sur dix mois par an pendant les deux années scolaires.

Programme. — La première année d'études comprend les notions d'ordre général (théorie et pratique) de l'Assistance et de

(1) Cette École est temporairement fermée.

l'hygiène sociales. La deuxième année d'études se divise en spécialisations assez nombreuses pour que, selon leurs aptitudes individuelles, les élèves puissent choisir telle ou telle branche du service social qui les intéressera spécialement. Voici le programme général des cours : Droit administratif, civil et pénal. Sociologie et Démographie. Economie sociale. Législation du Travail. Assurances sociales. Législation sanitaire et hygiène sociale appliquée. Lutte contre les fléaux sociaux. Psychologie appliquée à l'éducation. Morale professionnelle. Prophylaxie sanitaire et morale. Organisation de l'Assistance sociale dans les divers pays. Les grandes organisations internationales. Assistance sociale appliquée. Comptabilité appliquée au fonctionnement des œuvres privées. Etude pratique des œuvres d'assistance publiques et privées.

Les stages pratiques ont lieu dans des services d'assistance et des œuvres sociales.

Conditions d'admission et de scolarité. — I. — L'école reçoit des élèves et des auditrices.

L'inscription d'ensemble aux cours et stages pratiques donne droit au titre d'élève et permet de se présenter aux examens de fin d'études.

Les inscriptions partielles confèrent le titre d'auditrice sans aucun droit à l'obtention du certificat de fin d'études.

II. — Il n'existe pas d'examen à l'entrée. Les pièces exigées pour les élèves de nationalité française, sont : a) bulletin de naissance.

b) L'un des diplômes suivants : Brevet supérieur de l'enseignement primaire, Baccalauréat ou certificat de fin d'études secondaires. Diplôme d'infirmière de l'Etat français (Hospitalières ou Visiteuses d'Hygiène).

Les auditrices n'ont aucune pièce à fournir.

Les élèves de nationalité étrangère doivent adresser à la directrice de l'E. A. S. S. une demande d'admission écrite indiquant leur lieu et date de naissance, leur curriculum vitae et la date de leur arrivée en France.

III. — L'exclusion peut être prononcée par le Comité directeur, sur la proposition de la Directrice, contre toute élève ou auditrice dont la tenue troublerait le bon ordre de l'école.

IV. — Il est accepté des élèves internes, demi-pensionnaires ou externes. La plus rigoureuse exactitude aux heures de travail est exigée de toutes sous peine d'exclusion.

V. — L'année scolaire s'étend normalement d'octobre à juillet inclus.

VI. — Horaire des cours et stages :

Les cours principaux ont lieu dans l'après-midi, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine. Les conférences et répétitions peuvent avoir lieu également les autres jours.

Les stages et exercices pratiques s'effectuent le matin dans tous les cas où la nature des stages n'exige pas la présence de l'après-midi.

La bibliothèque est ouverte tous les jours, sauf les samedis et dimanches, de 13 h. 30 à 18 heures.

VII. — Les inscriptions sont reçues à partir du 1^{er} septembre, soit par correspondance adressée à Mlle Chaptal, directrice, soit sur place, les jeudis de 10 heures à midi et de 2 heures à 4 heures.

Droits d'inscription. — L'inscription annuelle est fixée pour les élèves à 100 francs par année, payables en deux fractions, le premier versement à la rentrée, le deuxième à la date du 1^{er} février.

L'inscription partielle aux cours principaux pour les auditrices est de 200 francs par cours et de 500 francs pour 3 cours.

Des réductions de droits sont accordées aux auditrices qui exercent une profession.

Les élèves de deuxième année peuvent obtenir une réduction de 50 pour 100 sur demande motivée.

La Maison-Ecole accepte des internes en nombre limité. Les élèves peuvent toujours s'inscrire pour la demi-pension (repas de midi).

Carrières ouvertes aux élèves diplômés de l'Ecole d'application du service social : toutes les carrières sociales : service social à l'Hôpital, dans les H. B. M., dans les chemins de fer ; Service social de l'enfance anormale (ou en danger moral) : assistantes sociales des Caisses de Compensation ; Assistantes sociales dans les usines ; Assistantes sociales d'hygiène mentale ; Directrices de centres d'hygiène sociale ; Directrices de Foyers féminins ; Directrices d'œuvres d'assistance ; Directrices de bibliothèques populaires, etc.

6° Ecole de Formation sociale de Strasbourg. — Secrétariat ; 4, rue Baldung, Strasbourg. — Cette école a été fondée en 1921 sur l'initiative d'un Comité réunissant, sous la présidence de M. Paul Gemähling, professeur à l'Université, les représentants les plus qualifiés des diverses œuvres sociales de Strasbourg.

Elle se propose un double but :

1° *Donner aux jeunes gens et aux jeunes filles au sortir de leurs études un complément de culture générale* en leur faisant connaître les besoins de la société moderne et en les mettant en mesure d'apporter à leur pays une collaboration éclairée.

2° *Préparer aux carrières sociales.* En accord avec les écoles spécialisées (Ecoles d'infirmières, de puériculture, etc.) l'Ecole donne l'enseignement social général nécessaire avant toute spécialisation. Elle oriente notamment ses élèves vers les carrières d'Assistantes sociales (Service social à l'hôpital ; Caisse de Compensation des Allocations familiales, Tribunaux pour enfants) ; Auxiliaires familiales, Résidentes sociales, Surintendantes d'usines. Directrices de Foyers féminins, Jardinières d'enfants, Visiteuses d'hygiène, etc.

Son enseignement comporte :

1° Des *cours* (sociologie ; Hygiène et morale sociales ; Service social, Assistance et Prévoyance sociales ; Economie sociale ; droit public et droit pénal ; Psychologie et pédagogie).

2° Des *travaux de cercles d'études.*

3° Des *visites* industrielles et sociales.

4° Des *stages* auprès des principales œuvres de Strasbourg ou de Paris.

La durée des études est de deux années.

Inscriptions. — Les inscriptions doivent être prises au Secrétariat de l'Ecole, 4, rue Baldung, salle n° 24, Strasbourg, de 8 h. à 12 h. Tél. 23-11. Chèque postal 103-91.

Les droits de scolarité sont ainsi fixés :

Pour l'ensemble des cours, stages et exercices pratiques : 800 francs par an, payables en deux termes.

Carte d'auditeur pour une série de 20 leçons : 50 francs.

Pour une seule leçon, carte d'entrée : 3 francs.

Quelques bourses totales ou partielles et quelques prêts d'honneur pourront être accordés par le Comité de l'Ecole, à titre exceptionnel, après examen des demandes présentées.

Une bibliothèque contenant les principaux ouvrages d'économie sociale, d'hygiène, d'assistance et de pédagogie correspondant aux matières enseignées à l'Ecole est à la disposition des élèves. Un droit d'abonnement de 10 francs est perçu pour le prêt des livres à domicile.

Sanctions des études. — L'école de Formation sociale délivre un *Certificat d'Etudes sociales* qui comportent deux parties :

A) La première partie est obtenue à la fin de la première année d'études après avoir satisfait à un examen comportant :

1° Une composition écrite. 2° Trois interrogations orales.
3° Un stage de trois mois au moins dans une œuvre sociale, effectué sous le contrôle de l'Etat.

B) La deuxième partie est obtenue à la fin de la deuxième année d'études et comporte :

1° Trois interrogations orales ; 2° Un stage de trois mois au moins, dans une œuvre sociale, effectué sous le contrôle de l'Etat ;
3° Un mémoire original, se rattachant à l'ordre d'études choisi par l'élève.

Section pédagogique. — Cette section assure la préparation complète à la carrière de *Jardinière d'enfants*, par un enseignement théorique et pratique et des stages quotidiens.

Les élèves ne sont admises qu'à partir de 18 ans et après avoir satisfait à un examen d'entrée. La durée des études est de deux années. Les études se terminent par un examen donnant droit au diplôme privé des Jardins d'Enfants, délivré par un jury de professeurs de jardins d'enfants de Paris et de Strasbourg.

Prix annuel pour l'ensemble des cours et exercices pratiques : 1.200 francs, payables en deux termes, au 1^{er} Octobre et au 15 février. Les inscriptions doivent être adressées au secrétariat de l'Ecole.

N. B. — L'Ecole prépare également au Diplôme d'Etat qui vient d'être créé par le décret de janvier 1932.

7° L'Ecole d'Action Sociale, 5, rue Las Cases, Paris (VII^e).

Conditions d'admission. — Pour être admise à l'Ecole, il faut avoir plus de 19 ans et moins de 38 ans ;

posséder une bonne culture générale ;

fournir des références sérieuses ; présenter un certificat médical datant de moins d'un mois et avoir une bonne résistance physique.

L'admission n'est définitive qu'à la fin du 1^{er} trimestre.

Rétribution scolaire. — Les droits d'inscription sont de 300 francs par trimestre pour les élèves régulières.

Les personnes n'ayant pas la possibilité de consacrer deux années à ces études, peuvent s'inscrire à certains cours comme auditrices libres et se préparer ainsi à donner une aide bénévole efficace

Pour 1 cours : 60 francs par trimestre.

Pour 2 cours : 100 francs par trimestre.

Pour 3 cours : 140 francs par trimestre.

Les élèves peuvent être reçues comme internes, 3, rue des Champs, Levallois-Perret, Seine, au prix de 550 francs par mois (non compris l'inscription au cours).

Jours de visite : Jeudi et samedi après-midi.

Tél. Péreire : 03-52.

S'adresser, pour tous renseignements, à la Directrice de l'Ecole, Mademoiselle de GOURLET, qui reçoit le jeudi, de 2 à 5 heures, 49, rue Gide, à Levallois-Perret (Seine) et le mardi de 3 à 5 heures 5, rue Las Cases, Paris (7°).

La rentrée des cours a lieu le Lundi 8 octobre.

Programme des cours. — Comme celui des autres Ecoles de Service social, il est conforme à celui imposé par l'arrêté ministériel du 13 décembre 1932 relatif aux conditions de l'examen d'Etat.

Stages. — I. Dans les centres sociaux et dans les Maisons de repos et de vacances :

Résidence Sociale de Levallois ; de Saint-Denis ; de Saint-Ouen ; de Montmartre ; de la Rue de Vanves ; la Maison pour tous ; Centres sociaux de cités-jardins.

II. Dans les services sociaux correspondant aux spécialisations choisies par les élèves :

Services de documentation et d'archives ; Office national d'hygiène ;

Bibliothèques : bibliothèque de la rue Fessart ; bibliothèque enfantine « l'Heure Joyeuse ».

Foyers féminins de France.

Service social sous différentes formes :

Caisses de compensation ; Service Social de l'enfance ; Patronage de l'enfance et de l'adolescence ; la Tutélaire ; la Sauvegarde de l'adolescence ; Service social à l'hôpital ; Clinique de neuro-psy-chiatrie ; Amélioration du Logement ouvrier et Caisses de Loyer ; Ligue fraternelle des Enfants de France ; Service de placements de la S. S. B. M. ; Service Social de la Croix St-Simon ; Habitations à bon marché ; Office de protection maternelle et infantile ; Ecoles ménagères, etc., etc.

III. Au château d'Argeronne, La Haye-Malherbe (Eure).

Deux semaines de travail social rural.

IV. Chaque élève doit accomplir un stage, soit comme ouvrière dans une usine ou un atelier, soit comme vendeuse dans un magasin.

Visites d'œuvres et d'Institutions organisées par l'Ecole. — Cantines maternelles.

Ligue pour la protection des mères abandonnées ; Refuges de l'allaitement maternel ; Pouponnière de la Fondation Parquet.

Centre Familial de santé et de médecine préventive, Courbevoie.

Abris temporaires.

Ecole de puériculture ; Centre d'hygiène de Vanves.

Ecoles de plein air.

Préventorium de la Ruchette, à Viroflay ; Préventorium de la Motte-Verte, à Dammartin-en-Goële (S.-et-M.) ; Préventorium de Valloires (Somme).

Cités jardins.

Centres Sociaux. Toute l'Enfance en Plein Air ; Croix Saint-Simon ; la Maison pour tous ; l'Accueil social franco-américain ; Enfance et Famille.

Bibliothèque enfantine « l'Heure Joyeuse » ; Bibliothèque, rue Fessart.

Patronage de l'enfance et de l'adolescence ; la Tutélaire ; Centre de Brunoy.

Centre d'hébergement du Boulevard Jourdan ; Armée du Salut ; Palais du Peuple ; Fichier central ; Office national d'hygiène ; Ligue des Sociétés de Croix-Rouge ; Services sociaux d'usines ; Service Social des marinières, des émigrants, etc., etc.

Principales situations occupées par les élèves sorties de l'Ecole. — Résidentes à la Résidence sociale de Levallois ; Résidence sociale de Saint-Denis ; Résidence sociale de Saint Ouen ; Résidence sociale de Montmartre ; Garderie de la rue de Vanves ; Centre social de la cité d'Orgemont ; la Maison pour tous ; Enfance et Famille ; Maison familiale de Béthon (Marne) ; Centre social de Ferrières (Seine-et-Marne) ; Centre social d'Epinay.

Directrice de Foyers Féminins.

Professeurs dans des Ecoles de Service social.

Monitrices d'Ecoles sociales.

Assistante sociale départementale ;

Assistances sociales à la Caisse interdépartementale des Assurances sociales ; aux Assurances sociales agricoles ; au Service social à l'Hôpital ; aux Caisses de Compensation ; à la Sauvegarde de l'Adolescence ; à la Clinique de neuro-psychiatrie et au Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence ; Assistantes scolaires ; Assistantes sociales pour l'Enfance anormale ; Assistantes au Centre médical de Draveil ; au Service de l'Enfance des Familles nombreuses (H. B. M.) ; au Service social des Chemins de fer de l'Etat ; au Centre des Cheminots du Nord ; dans les cités-jardins ; au Service Social de la Croix Saint-Simon ; au Centre Familial de la Chapelle et du Boulevard Ney ; au « Petit Echo de la Mode » ; aux Usines Frédet, à Brignoud (Isère) ; au Service Social pour les Emigrés allemands ; au Service Social de la Ligue Fraternelle des Enfants de France, etc , etc.

8° Citons encore les Ecoles de Service Social qui ont été récemment fondées à Lille et à Lyon (voir Annexe II).

Situations qui s'offrent aux diplômées d'une École de service social.

Nous les avons énumérées précédemment, nous n'y reviendrons pas. Nous donnerons seulement ici quelques renseignements complémentaires :

1° Comme les infirmières, les Assistantes sociales sont ou non fonctionnaires selon l'œuvre ou l'office auxquels elles sont rattachées.

2° Les carrières sociales ne sont pas encore des carrières encombrées : le nombre des postes vacants, dans les divers branches du travail social, dépasse à l'heure actuelle, le nombre des travailleuses sociales diplômées.

3° *Traitement.* — Le traitement varie suivant les situations, avec un point de départ minimum de 12.000 francs par an. La tendance actuelle est d'accorder un mois de congé payé. La retraite et le cas de maladie sont prévus par les cotisations à la loi de 1930 sur les Assurances sociales.

Les directrices d'Œuvres d'Assistance ou d'Organisations diverses sont généralement logées et reçoivent des appointements plus élevés.

II. — Le Diplôme de Service Social institué en France par le décret du 12 janvier 1932

Jusqu'à l'année dernière, les études de Service social n'étaient sanctionnées que par un diplôme délivré par l'Ecole où elles ont eu lieu. Chaque école était donc entièrement indépendante ; elle établissait ses programmes comme il lui plaisait et la quasi-similitude des programmes n'était due qu'aux nécessités des carrières sociales, toujours les mêmes, quelles que soit l'Ecole où l'on s'y prépare.

Le décret du 12 janvier 1932 a changé cet état de chose. Il institue, en effet, un brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'Assistant ou d'Assistante de Service social diplômé de l'Etat français. Les écoles devront donc faire concorder leurs programmes avec le programme de l'examen d'Etat, et remplir en outre certaines formalités, si elles veulent faire bénéficier leurs élèves du diplôme d'Etat. Voici le texte de ce décret :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la Santé Publique :

DÉCRÈTE :

ART. PREMIER. — Il est institué un brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'assistant ou d'assistante de service social diplômé de l'Etat français.

Ce brevet de capacité professionnelle sera délivré par le Ministre de la Santé Publique aux assistants ou assistantes de service social ayant satisfait aux deux conditions suivantes :

1^o Justification d'un stage reconnu suffisant dans une école de service social ayant au moins deux ans de fonctionnement et dont le règlement aura été approuvé par arrêté du Ministre de la Santé Publique, après avis du Conseil de perfectionnement ci-après créé ;

2^o Examen suivi avec succès devant un jury constitué à cet effet par arrêté ministériel.

ART. 2. — Les écoles de service social devront, pour être approuvées par le Ministre de la Santé Publique, justifier qu'elles dépendent des services sociaux nécessaires pour l'enseignement général de la profession d'assistante de service social ou bien qu'elles sont en liaison avec un ou plusieurs services donnant toutes garanties pour les études pratiques de leurs élèves.

Le règlement de chaque école précisera les conditions de recrutement des élèves, le choix de professeurs ou chargés de cours, la nature et la durée de la scolarité, la discipline intérieure, l'organisation du placement après la sortie de l'école, le programme d'enseignement théorique et pratique adopté par ces écoles, la composition du comité d'administration.

ART. 3. — Le programme de l'examen d'Etat sera fixé par arrêté ministériel (1).

Le jury siégera à Paris. Chaque jury comprendra en nombre égal des membres représentant les écoles, des membres représentant les services sociaux auxquels seront adjoints des délégués des ministères représentés au Conseil de perfectionnement et une ou plusieurs assistantes de service social en exercice. Sa composition sera déterminée après avis du Conseil de perfectionnement.

ART. 4. — Le conseil de perfectionnement des écoles de service social sera composé de 30 membres, dont 21 membres désignés par le Ministre de la Santé Publique et 9 membres de droit.

Parmi les membres désignés par le Ministre de la Santé publique prendront place un nombre égal de représentants des écoles de service social et de représentants des services sociaux.

Les membres de droit comprendront un délégué de chacun des ministères ci-après désignés :

Ministère de la Santé publique,
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale,
Ministère de l'Instruction publique (enseignement technique),
Ministère de l'Intérieur,
Ministère de la Justice,
Ministère de l'agriculture,
Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones.

(1) Voir ci-après le texte de cet arrêté.

Un délégué de la Faculté de médecine, un délégué de la Faculté de droit.

Les pouvoirs de tous les membres ou une durée de 3 ans et sont renouvelables.

Les mandats sont gratuits.

Le Ministre de la Santé publique ou, à son défaut, le conseiller d'Etat, directeur de l'Hygiène et de l'Assistance, préside le Conseil de perfectionnement. Le Ministre nomme les vice-présidents ou les secrétaires.

ART. 5. — Le Conseil de perfectionnement sera chargé de donner son avis sur les modifications et les améliorations à apporter au programme et aux diverses parties de l'enseignement théorique et pratique, sur l'organisation et le fonctionnement des écoles dont les règlements seront soumis à l'approbation ministérielle, sur la composition du jury d'Etat sur les résultats des examens d'Etat.

En résumé, il sera consulté sur toutes les questions techniques et professionnelles concernant l'enseignement des écoles de service social, les examens d'Etat et la délivrance du brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'assistant ou d'assistante de service social diplômé de l'Etat français.

ART. 6. — L'approbation donnée aux règlements d'une école de service social, après avis du Conseil de perfectionnement, constituera la reconnaissance administrative de cette école. Cette approbation lui donnera le droit de présenter des élèves à l'examen d'Etat.

Cette approbation pourra être retirée sur avis du Conseil de perfectionnement, en cas de modifications réglementaires non autorisées ou de fonctionnement défectueux dûment constaté.

ART. 7. — A titre transitoire et sur avis du conseil de perfectionnement des écoles de service social, le brevet d'assistant ou d'assistante professionnel de service social pourra être délivré, en dehors des conditions spécifiées à l'article 1^{er}, aux titulaires d'un diplôme obtenu dans des écoles fondées antérieurement à la date du présent décret et reconnues par application de l'article 6 ci-dessus.

Cette dérogation ne sera plus valable passé le délai de 2 ans à partir de la date du présent décret.

ART. 8. — Le Ministre de la Santé Publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 janvier 1932,

Paul DOUMER.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Santé publique,

Camille BLAISOT.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant le programme de l'examen d'Etat

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE,

Vu l'article 3 du décret du 12 janvier 1932;

Vu les délibérations du Conseil de Perfectionnement des Ecoles de Service Social en date du 19 octobre 1932;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur de l'Hygiène et de l'Assistance;

ARRÊTE :

ART. PREMIER. — Les candidats ou les candidates au Brevet de Capacité professionnelle, permettant de porter le titre d'Assistant ou d'Assistante de Service Social, diplômé de l'Etat français, devront accomplir, durant deux années, des études théoriques et pratiques dans une Ecole de Service Social reconnue administrativement.

Au terme de ces deux premières années (mais au plus tôt à l'âge de 21 ans, et sauf dispense, au plus tard, à l'âge de 40 ans), ils ou elles pourront subir le premier examen d'Etat.

En cas de succès, ils ou elles devront ensuite passer deux années à titre de période probatoire, en activité pratique, dans les cadres d'OEuvres ou Institutions de Service Social.

Au terme de ces deux nouvelles années, ils ou elles subiront le deuxième examen d'Etat.

En cas de succès, le Brevet de Capacité professionnelle permettant de porter le titre d'Assistant ou d'Assistante de Service Social diplômé de l'Etat français leur sera délivré.

ART. 2. — Les candidats et les candidates doivent être présentés par l'Ecole de Service Social dans laquelle ils ou elles ont accompli leur scolarité. Aucun candidat ou candidate ne sera donc admis à subir l'examen en se présentant isolément.

Un « livret de scolarité », du type officiel, devra être tenu à jour par l'Ecole intéressée pour chacune de ses élèves, aussi bien pour l'enseignement théorique que pour l'enseignement pratique.

ART. 3. — Le premier examen ainsi subi, après les deux années de scolarité, comprendra une partie écrite et une partie orale.

A) PARTIE ÉCRITE DU PREMIER EXAMEN.

a) La première composition, dite « mémoire », sera faite sous la responsabilité de l'Ecole où le candidat ou la candidate achève sa scolarité.

Le candidat ou la candidate disposera à cet effet d'un délai de deux mois.

Une liste de trois sujets sera établie par le Jury, et le candidat ou la candidate pourra choisir celui des trois qui lui conviendra.

Le candidat ou la candidate, le jour de l'examen oral, au début de celui-ci sera appelé à présenter des commentaires oraux et à répondre à des interrogations concernant ledit mémoire.

b) La seconde composition sera une composition dite « extemporanée », rédigée le même jour, à la même heure, dans toutes les Ecoles et sous leur responsabilité.

Une liste de trois sujets sera établie par le Jury, et le candidat ou la candidate pourra choisir celui des trois qui lui conviendra.

Cette liste restera secrète jusqu'à l'heure fixée pour la communication aux candidats et candidates.

A partir de ce moment, le candidat et la candidate disposeront de trois heures pour traiter le sujet qu'ils auront choisi.

En cas de succès à l'examen écrit, la candidate ou le candidat est déclaré admissible à l'examen oral.

En cas de non-présentation à celui-ci, après un examen écrit satisfaisant, ou en cas d'un premier échec à l'examen oral, le bénéfice de l'admissibilité à l'oral est conservé au candidat ou à la candidate pendant une année.

B) PARTIE ORALE DU PREMIER EXAMEN.

(Programme).

L'examen oral comprendra des interrogations sur les divers chapitres du programme ci-dessous :

1° *Le cadre de la vie sociale.*

Démographie, sociologie et droit dans leurs rapports avec le Service Social, notamment :

Notions de démographie (particulièrement eu égard au milieu rural et urbain).

Notions de sociologie (individu, groupe, famille, association, ville et campagne, vie internationale).

Notions de droit constitutionnel et administratif.

Notions de droit civil et de droit pénal.

2° *La vie économique et ses troubles.*

Notions d'économie politique et sociale, dans ses rapports avec le Service Social, notamment :

- a) les conditions techniques et économiques de la production ;
 - le salaire et les autres revenus ;
 - l'action syndicale ;
 - la législation du travail.

- b) la consommation (niveaux de la vie, budgets, alimentation, habitation, etc...);
l'action coopérative.
- c) la prévoyance (épargne, crédit, assurance).

3° *La vie physique et ses troubles.*

Notions d'hygiène dans ses rapports avec le Service Social, notamment ;

- a) hygiène individuelle, hygiène de la famille, hygiène des divers milieux, hygiène du travail ;
pratiques des soins médicaux élémentaires.
- b) lutte contre les fléaux sociaux ;
la législation sanitaire.

4° *La vie mentale et morale et ses troubles.*

Notions de psychologie, de psychiatrie et d'éducation dans leurs rapports avec le Service Social.

5° *Le Service Social et son fonctionnement.*

- a) Notions historiques sur le Service Social ;
la conception actuelle du Service Social ;
morale professionnelle ;
législation et réglementation (notamment : lois et règlements sur l'Assistance, et la coordination avec les diverses mesures légales et réglementaires visées aux chapitres I et IV).
- b) Méthode générale des interventions (prestations) à domicile ou en institutions, en espèces ou en nature, ou en éducation ou rééducation ; familiale ou spécialisée, etc... ;
Organisation du régime de gestion, services publics ou privés et leur coordination, locaux ou nationaux ou internationaux ;
Régime financier, responsabilité des charges, emplois des ressources.
- c) Méthodes pratiques de travail : correspondance et comptabilité ;
enquêtes, fichiers, rapports statistiques, documentation, bibliothèque et bibliographie, propagande et publicité.

ART. 4. — Les notations du premier examen se feront par l'attribution à chaque matière d'une note allant de 0 à 20 avec coefficients.

A) *Première partie de l'examen (écrit) :*

	Coefficients	Maximum des points
a) Mémoires complétés par les commentaires oraux,	2	40
b) Composition extemporanée	1	20
Total		60

Pour être admissible à l'oral, le candidat ou la candidate devra avoir obtenu un minimum de 40 points sur ces 60.

B) *Deuxième partie de l'examen (oral) :*

Chacun des cinq chapitres du programme donnera lieu à une série d'interrogations, dont le Jury fera varier le nombre en s'inspirant des différences de coefficient.

	Coefficients	Maximum du total des points
1) Cadre de la vie sociale, droit, etc.	1	20
2) Vie économique	2	40
3) Vie physique	2	40
4) Vie mentale et morale	1	20
5) Le Service Social et son fonctionnement pratique	4	80
Total	10	200

Pour être reçu à l'examen oral, le candidat ou la candidate devra avoir obtenu un minimum de 125 points sur l'ensemble des épreuves, mais un minimum de 5 points sur 20 est exigible sur chacun des chapitres.

Le livret de scolarité devra être présenté au Jury. Il fournira à celui-ci une appréciation générale sur la valeur du candidat ou de la candidate (ses aptitudes, ses qualités, et sur l'effort accompli). Le Jury tiendra compte de ces données dans la mesure qu'il jugera utile.

ART. 5. — Le candidat ou la candidate qui aura subi avec succès les épreuves du premier examen (tant orales qu'écrites) verra inscrire mention de ce fait sur son livret de scolarité, mais ne pourra obtenir le Brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'Assistant ou d'Assistante de Service Social diplômé de l'Etat français qu'après avoir :

1° accompli une « période probatoire » de deux années, c'est-à-dire avoir assuré, pendant cette durée, sous la responsabilité de son Ecole une activité de Service Social, professionnelle et régulière ;

2° présenté avec succès au Jury un mémoire sur son activité probatoire.

Ce mémoire sera examiné par le Jury et fera l'objet de notations, dans les mêmes conditions que le mémoire fourni pour la première partie de l'examen.

Notamment, la note ne sera attribuée qu'après l'audition du candidat ou de la candidate (commentaires oraux et éventuellement interrogation par le Jury).

Des appréciations sur la valeur du travail effectué par les candidats ou les candidates, pendant la période probatoire, devront être fournies au Jury par les Ecoles intéressées et les services sociaux, dans les cadres desquels l'activité aura été exercée.

Si le mémoire obtient au minimum 25 points, le Brevet de Capacité professionnelle permettant de porter le titre d'Assistant ou d'Assistante de Service Social diplômé de l'Etat français sera attribué au candidat ou à la candidate.

ART. 6. — Le Jury du premier examen devra comprendre, en nombre égal des membres représentant les Ecoles et des membres représentant les services Sociaux et les Ministères intéressés.

Les travaux écrits seront examinés en premier lieu par des sections du Jury désignées par lui et composées de ses membres.

Ils seront jugés en dernier ressort par l'ensemble du Jury.

Notamment, pour le mémoire, la section du Jury qui l'aura examiné ne donnera qu'une note provisoire, et la note définitive ne sera attribuée qu'après l'audition des commentaires oraux et rectifications par l'ensemble du Jury.

Le résultat final de l'examen ne sera proclamé qu'après une réunion plénière du Jury où seront confrontés les divers résultats de l'examen pour chaque candidat ou candidate.

ART. 7. — La composition et le fonctionnement du Jury du second examen seront réglés en s'inspirant des dispositions de l'article 6.

ART. 8 — La double partie écrite s'effectuera dans les Ecoles elles-mêmes et sous leur responsabilité. La partie orale s'effectuera devant le Jury siégeant (provisoirement) à Paris. Il en sera de même pour la seconde partie.

ART. 9. — Pendant la période probatoire située entre les deux examens le candidat ou la candidate pourra porter le titre d'Assistant^t ou d'Assistante stagiaire de Service Social.

ART. 10. — Le Brevet de Capacité professionnelle permettant de porter le titre d'Assistant ou d'Assistante de Service Social sera délivré par le Ministre de la Santé publique.

ART. 11. — Le Conseiller d'Etat, Directeur de l'Hygiène et de l'Assistance, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 13 décembre 1932.

Le Ministre,
Signé : JUSTIN GODARD.

N. B. — Théoriquement, la première session d'examen pour l'obtention du Diplôme d'Etat de Service social aurait pu avoir lieu en juillet 1933. Pratiquement, elle n'aura lieu qu'en juillet 1934. En effet :

1° Aucune autre école n'avait le temps de se fonder ni de préparer des candidats pour la session de juillet 1933. Cette école se fonderait-elle, que par application de l'art. 1^{er}, 1^o, elle n'aurait pas le droit de présenter ses élèves, puisqu'elle n'aurait pas deux ans de fonctionnement.

2° Les écoles existantes tiendront à profiter de la dérogation instituée en leur faveur par l'art. 7, dérogation qui leur laisse un délai plus étendu pour adapter leurs programmes au programme de l'examen d'Etat.

ANNEXE II

Adresses des Ecoles de service social françaises

Ecole d'Application du service social, annexée à la Maison-Ecole d'Infirmières privées, 2, Place de la Porte de Vanves, Paris (14^e) (primitivement, 66, rue Vercingétorix, Paris (14^e) (1),

Ecole pratique de Service social, 139, Boulevard Montparnasse, Paris (14^e),

Ecole normale sociale, 56, rue du Docteur-Blanche, Paris (16^e) et 70, rue de Rennes, Paris (6^e),

Ecole de l'Association des Surintendantes, 1, rue Princesse, Paris (6^e), anciennement 19, rue Dareau, Paris (14^e),

Ecole d'Action familiale, 92, rue du Moulin-Vert, Paris (14^e),

Ecole d'Action sociale, 5, rue Las Cases, Paris (7^e). Secrétariat, 49, rue Gide, Levallois-Perret,

Ecole de Formation sociale de Strasbourg, 4, rue Baldung (anciennement 5, Place du Château),

Ecole du Service social de Lille, 50, Boulevard Vauban, à Lille, ouverte en octobre 1932 (Pour tous renseignements, s'adresser à M^{lle} Charrondière, 183, rue Colbert, à Lille),

Ecole de Service social du Sud-Est, 3, rue Sainte-Croix, à Lyon, ouverte en octobre 1933 (Pour tous renseignements, s'adresser à M^{lle} Destruel, 1, rue Sébastien-Gryphe, Lyon, VII).

(1) Cette Ecole est temporairement fermée.

ANNEXE III

Siège social des principales branches du service social en France.

Service social des Hôpitaux, 44, rue de Lisbonne, Paris (8°)
(Service social des hôpitaux d'enfants : aux Enfants-Malades, 149, rue de Sèvres ; à Bretonneau, rue Etex (18°) ; à Hérold, Place du Danube (19°) ; à Trousseau rue du Général Michel Bizot (12°) ; aux Enfants assistés, rue Denfert-Rochereau),

Service social de l'Enfance, 17-19, rue du Pot de Fer, Paris (5°).

Service social d'aide aux Emigrants, 10, rue de l'Elysée, Paris (8°).

Résidence sociale, 3, rue des Champs, Levallois-Perret.

Œuvre du Moulin-Vert, 92, rue du Moulin-Vert, Paris (14°).

Caisses de compensation de la Région parisienne, 10-12, rue Viala, Paris (15°).

Caisse de Compensation du Bâtiment, 9, Avenue Victoria, Paris (4°).

Service social de la Compagnie générale d'Electricité, 23, rue de Vienne, Paris (9°).

Service social des Agents de Police, Quai du Marché-Neuf, Paris (1^{er}).

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Comptes-rendus de la première Conférence Internationale du service social. Paris, 8 — 13 juillet 1928, 3 volumes. Ligue des Sociétés de Croix-Rouge, Paris, 2, Avenue Velasquez.

Seconde Conférence Internationale du service social, Francfort-sur-le-Mein — 10-14 juillet 1932. Verlag G. Braun Karlsruhe (Baden).

ARMAND-DELILLE (Dr P. F.). — *Le service social dans les collectivités contemporaines*, Paris, Delagrave, Edit. 1929.

— *L'assistance sociale et ses moyens d'action*, Paris, Alcan, édit. 1921.

CABOT (Richard C.). — *Essais de Médecine sociale. La fonction de la Visiteuse à domicile*, Paris, éditions Georges Grès, 1919.

DEROY (H.). — *Les œuvres du Moulin Vert. — De l'assistance éducative à l'organisation familiale.*

SEWALL-GARDNER (Mary). — *L'Infirmière Visiteuse* Trad, française LEFEBVRE et René SAND, Paris. Les Presses Universitaires.

GLEIZE (H.). — *Ce que l'ingénieur social doit savoir.*

HARDOUIN. — *Histoire de l'œuvre des surintendantes en France* (S. A. P. E.), 1927.

KREBS-JAPY (M^{me} le Dr) — *Le service social à l'Hôpital*, les Presses Universitaires de France, édit. 1923.

LACROIX-DUPOUY (M^{me}). — *La conception de l'hôpital psychiatrique. Le dispensaire de prophylaxie mentale et le service social*, Thèse, Paris, 1926.

LAMIRAND (Georges), (Ing. A. et Man.). — *Le rôle social de l'Ingénieur* (scènes de la vie d'usine), Paris, Desclée, édit.

LEVY-FALCO. — *Les auxiliaires sociales* (la participation du service social au fonctionnement des institutions protectrices de la Maternité et de la Première enfance). Préf. du Prof. Fuster. Les Presses Universitaires, édit. 1928.

ODENCRANTZ (Louise C.). — *The social Worker*, Harper et Brothers, New-York and Lonkon, 1929.

RICHEMONT (Mary E.). — *Les méthodes nouvelles d'assistance. Le service social des cas individuels*, Trad. René SAND et P. de CHARY, Paris, Alcan 1926, avec préface de P. ARMAND-DELILLE.

— *Social diagnosis*, New-York, Russel Sage Foundation.

SAND (D^r RENÉ). — *Le service social à travers le monde*.

VIOLLET (ABBÉ J.). — *Petit guide du Travailleur social*.

Rapports, Études, Articles de Revues, etc.

BASSOT, DIEMER, de ROBIEN (M^{lles}). — *Les centres sociaux de l'enseignement ménager* (Rapports présentés au Congrès de redressement français).

BOULONNOIS (Louis). — *Le service social dans l'administration municipale. L'expérience de Suresnes* (Annales d'Hygiène publique, industrielle et sociale, janvier 1931).

CATELET (M^{lle}). — *Rapport à l'Assemblée générale de l'Association des surintendantes* (mai 1928).

DELAGRANGE (M^{lle} J.). — *Les carrières sociales* (rapport, Paris mars 1930). — Causerie faite au lycée Victor Duruy, à Paris, en juin 1929, devant l'association des parents d'élèves (sur les Carrières sociales).

GABORIAU (J.). — *De la collaboration réciproque entre le Tribunal et le Médecin telle qu'elle apparaît dans les textes de lois sur les Tribunaux pour Enfants*, (thèse faite à l'école pratique de service social du boulevard Montparnasse).

GEOFFROY (M^{lle}). — *Rapport à l'Assemblée générale de l'Association des Surintendantes* (mars 1928).

HARDOUIN (M^{lle}). — *Rapport sur l'action des visiteuses dans la famille ouvrière* (Caisse de compensation de la région parisienne).

JEANTY (R.) (M^{lle}). — *Les carrières sociales* (Orientation Professionnelle, fév. mars 1931).

Brochures et notices des Ecoles de Service social. — (Voir ci-dessus la liste de ces écoles pour la France).

Journal Officiel du 3 février 1932.

Procès-verbaux des Assemblées générales de l'Association du service social à l'hôpital.

Procès-verbaux des assemblées générales de l'Association du service social de l'Enfance en danger moral — Statuts de l'association.

Rapports annuels sur le fonctionnement du Tribunal pour Enfants et adolescents de la Seine (notamment celui de 1931).

Dix ans d'émigration. — Rapport du Service International d'aide aux émigrants (Genève 1927).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Circonstances qui ont amené le développement et l'organisation du service social. Objet de cette étude : *l'Assistante sociale*, principal agent du service social. — Raisons qui ont fait entreprendre cette étude. — Limites de ce travail. — Plan. 5

CHAP. I. — Définitions. — Historique.

SOMMAIRE. — Imprécision du terme *Assistante sociale*, L'Assistante sociale n'est pas une infirmière. — Elle n'a pas non plus à faire de l'assistance au sens étroit du mot. — Elle doit donner ou rendre les individus à une vie normale. — Définition de Mary E. Richmond. — Service social des « cas individuels ». — Service social collectif. — Critique du terme *assistante sociale*. — Raisons de le conserver à côté du terme *Travailleuse sociale*. — Domaines où peut s'exercer l'activité de la *Travailleuse sociale*. — Historique ; les antécédents et les précurseurs de l'assistante sociale moderne. 13

CHAP. II. — Les Ecoles de service social.

SOMMAIRE. — Nécessité d'une formation pour l'assistante sociale. — Culture, moralité exigées. — Problèmes à envisager : coéducation ou séparation des sexes dans les écoles de service social ; rapports entre l'enseignement théorique et l'enseignement pratique ; doit-on donner la même formation aux élèves destinés aux fonctions de direction et à ceux qui ne visent qu'à être de simples agents d'exécution ? — Tableau comparatif résumant l'organisation de l'enseignement du service social dans les principaux pays. — Observations sur cette organisation. — Raisons pour et contre l'institution d'une école de service social internationale ; limites de son rôle. — Une école de service social unique est-elle souhaitable dans le cadre national ? — Généralisation souhaitable de la culture sociale . . . 28

CHAP. III. — La méthode du travail social.

SOMMAIRE. — Principes généraux. — Les trois points de la méthode. — 1^o et 2^o : L'enquête et le diagnostic. — But de l'enquête. — Son champ d'application. — Moyens employés pour la mener à bien. — Modèle d'enquête. — 3^o Le traitement. — L'assistante sociale ne doit jamais perdre de vue qu'elle doit obtenir un résultat *durable*. — Conclusion. 46

CHAP. IV. — **Aptitudes et Qualités requises
d'une bonne Assistante sociale. Le rôle qui lui incombe.**

SOMMAIRE. — Observations générales. — Les qualités de la Travailleuse sociale, d'après M^{lle} Louise Odencrantz, M^{lle} Hardouin, M^{lle} Mary Sewall Gardner, M^{lle} de Gourlet, M. l'Abbé J. Viollet. — Cas de l'assistante sociale isolée. — Qualités d'une surveillante. — Qualités d'une directrice de service ; devoirs particuliers de cette dernière. — Rôle primordial de l'idée de *justice* dans la mentalité de la Travailleuse sociale. — Nécessité de la vocation 60

CHAP. V. — **Les spécialisations de la Travailleuse sociale.**

SOMMAIRE. — L'Assistante sociale à l'hôpital et dans les services de psychiatrie. — L'Assistante sociale près du Tribunal et notamment près du Tribunal pour Enfants et Adolescents. — La Travailleuse sociale dans l'industrie. — La Travailleuse sociale rurale. — L'assistante du service social des migrants. — L'assistante scolaire. — Autres débouchés offerts à la Travailleuse sociale. 74

CONCLUSION

- I. — Base et idéal du travail social : protection ou reconstitution de la famille.
- II. — L'Assistante sociale, « pont » entre le juridique et le social.
- III. — L'assistante a-t-elle un caractère officiel ? — L'assistante sociale dans le cadre municipal : Assistantes des services publics et assistantes des services privés. — Carrières sociales 120

ANNEXES :

ANNEXE I. — Tableau comparatif résumant l'organisation de l'enseignement du Service Social dans les principaux pays . . 137

APPENDICE :

- 1. Les Ecoles de Service Social en France 173
- 2. Le diplôme de Service Social institué en France par le décret du 12 janvier 1932 190

ANNEXE II. — Adresses des Ecoles de Service Social françaises. 198

ANNEXE III. — Siège social des principales branches de Service Social en France 199

BIBLIOGRAPHIE 201

